

RAPPORT ANNUEL AU 31 DECEMBRE 2021

SOMMAIRE

- Attestation du Responsable du Rapport Annuel
- Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité et les comptes sociaux et consolidés – Exercice clos le 31 décembre 2021
- Comptes consolidés au 31 décembre 2021 et annexes
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
- Comptes sociaux au 31 décembre 2021 et annexes
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société (ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation). Les informations relevant du rapport de gestion présentent un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Gallargues-le-Montueux le 29 avril 2022

Jean Paul ANSEL
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS "DMS"
S.A. au capital de 19.095.510,87 euros
Siège social : 9 avenue du canal Philippe Lamour
30 660 Gallargues-le-Montueux
RCS Nîmes - 389 873 142

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, à l'effet notamment de vous demander de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Les convocations à la présente Assemblée ont été régulièrement effectuées et les documents prévus par la réglementation en vigueur vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition et à celle des porteurs de valeurs mobilières dans les délais impartis.

Ces documents ont été transmis au comité d'entreprise (article L 2323-7 du code du travail) qui n'a formulé aucune observation.

Le présent rapport a notamment pour objet de vous présenter la situation de notre société et celle de notre groupe. (Articles L 225.100, L 233-26 et L 232-1 du Code de Commerce)

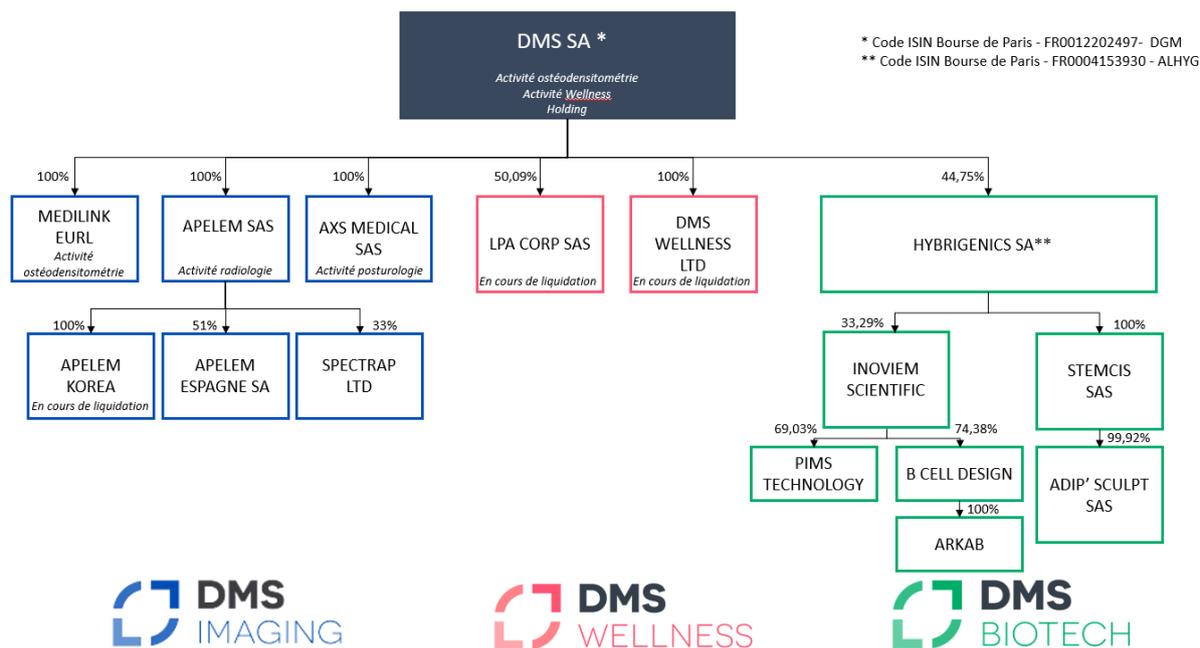
Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées au 31 décembre 2021 dans l'Union Européenne.

1 L'activité de l'ensemble du groupe au cours de l'exercice écoulé (L 225-100, L 233-26)

Le groupe dont nous vous décrivons l'activité comprend les sociétés suivantes :

- Société anonyme DMS
- Société à responsabilité limitée MEDILINK
- Société par actions simplifiée APELEM
- Société anonyme APELEM ESPAGNE
- Société par actions simplifiée STEM CIS (et ses filiales)
- Société par actions simplifiée AXS Medical
- Société DMS WELLNESS Limited
- Société par actions simplifiée LPA CORP Ltd
- Société anonyme HYBRIGENICS (à compter du 1er juillet 2019)
- Société par actions simplifiée Inoviem et ses filiales (à compter du 1er juillet 2022)

Organigramme du groupe au 31 décembre 2021 :



Les comptes annuels des sociétés MEDILINK, APELEM, APELEM ESPAGNE, AXS MEDICAL, DMS WELLNESS Ltd, LPA CORP, HYBRIGENICS, STEM CIS (et ses filiales), la société Inoviem (et ses filiales) au 31 décembre 2021 ont été intégrés dans les comptes consolidés du groupe DMS. Toutes ces sociétés à l'exception d'Inoviem et ses filiales sont consolidées par la méthode d'intégration globale. La société Inoviem et ses filiales sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

2 Éléments significatifs ressortant des comptes consolidés

2.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE GROUPE DMS

Le chiffre d'affaires consolidé, hors taxes, réalisé s'est élevé à 36 961 K€ contre 32 056 K€ pour l'exercice précédent clos le 31 décembre 2020 (hors activité Wellness reclassée en activités destinées à être cédées).

Le résultat opérationnel courant est négatif de -763 K€ contre un résultat négatif de -2 359 K€ au titre de l'exercice précédent.

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels pour un montant de -2 832 K€ principalement constitués par

- les honoraires liés à l'opération ASIT (1 388 K€) et
- les sorties d'immobilisation incorporelles sur la filiale STEM CIS (1 302K€),

le résultat opérationnel est négatif de -3 595 K€ contre un résultat négatif de -3 365 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier est négatif de -354 K€ contre un résultat négatif de -882 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues présente une perte de -3 949 K€ au 31 décembre 2021 contre une perte de - 4 247 K€ au 31 décembre 2020.

Les comptes consolidés annuels du groupe DMS se soldent par une perte nette de l'ensemble consolidé de -4 721 K€ contre une perte nette de -5 534 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net (part du groupe) est négatif de -3 875 K€ au 31 décembre 2021 contre une perte de -5 241 K€ au 31 décembre 2020.

2.2 BILAN CONSOLIDE DU GROUPE DMS

Les postes clés (valeurs nettes) sont les suivants :

- Les actifs non courants sont de 23 000 K€ contre 21 386 K€ au titre de l'exercice précédent
- Les actifs courants sont de 28 059 K€ contre 24 409 K€ au titre de l'exercice précédent
- Les capitaux propres (part du groupe) s'élèvent à 18 728 K€ contre 17 023 K€ au titre de l'exercice précédent (après application de la nouvelle méthode des droits relatifs aux engagements de retraite).
- Les passifs non courants sont de 10 909 K€ contre 10 577 K€ au 31 décembre 2020.
- Les passifs courants sont eux de 20 990 K€ contre 18 057 K€ au 31 décembre 2020.
- Le total général du bilan consolidé est de 53 028 K€ contre 45 795 K€ au titre de l'exercice précédent.

Nous vous demanderons d'approuver ces comptes (article L 225-100).

3 Commentaires sur l'activité globale du groupe au cours de l'exercice écoulé

3.1 ANALYSE OBJECTIVE ET EXHAUSTIVE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS, DE LA SITUATION FINANCIERE DE L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES, NOTAMMENT DE SA SITUATION D'ENDETTEMENT, AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES, COMPORTANT LE CAS ECHEANT DES INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE DE NATURE FINANCIERE OU NON AYANT TRAIT A L'ACTIVITE SPECIFIQUE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES NOTAMMENT RELATIVES AUX QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT ET DE PERSONNEL (ARTICLE L 225-100, AL.3)

Sur l'ensemble de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires consolidé de DMS Group s'est établi à 37.0 M€, en progression de +15% par rapport à 2020.

Le résultat opérationnel courant est en progression à -763 K€ contre une perte de -2 359 K€ au titre de l'exercice précédent. Compte tenu de la prise en compte des autres produits et charges opérationnelles pour un montant de -2 832 K€ (principalement constitués des honoraires liés à l'opération ASIT et des sorties d'immobilisation incorporelles sur la filiale STEM CIS), le résultat opérationnel est négatif de -3595 K€ contre un résultat négatif de -3 365 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier s'établit à -354 K€ au 31 décembre 2021 contre -882 K€ au titre de l'exercice précédent et porte le résultat relatif aux activités maintenues à -3 949 K€ contre une perte de -4 247 K€ au 31 décembre 2020. Après prise en compte du résultat des activités abandonnées et des intérêts des

minoritaires, le résultat net part du groupe s'établit à -3 875 K€ au 31 décembre 2021 contre une perte de -5 240 K€ en 2020.

Par ailleurs, les dettes à plus d'un an envers les établissements de crédit représentent 10 028 K€ au 31 décembre 2021, incluant 4 869 K€ de passifs locatifs, soit un ratio de dettes à long terme sur capitaux propres de 49 % (25% hors passifs locatifs). Le ratio de dettes à long terme sur chiffre d'affaires s'établit quant à lui à 27%.

L'évolution de l'endettement du groupe est la suivante :

En K€			31/12/2021	31/12/2020
Liquidités (D)		D=A+B+C	4 203	1 700
	Trésorerie	A	4 203	1 700
	Comptes à terme	B		
	Valeurs mobilières	C		
Créances financières		E		
Dettes financières court terme (I)		I=F+G+H	5 744	4 625
	Dettes financières bancaires court terme	F	68	28
	Passifs locatifs		650	671
	Emprunt obligataire		903	1 389
	Autres		68	68
	Part court terme des dettes financière bancaires long et moyen termes	G	581	662
	Factor		3 197	1 389
	Autres dettes financières	H	375	419
Endettement financier court terme net		J=I-E-D	1 541	2 925
Endettement financier long et moyen termes net (N)		N=K+L+M	10 028	10 208
	Dettes financières bancaires	K	4 183	3 678
	Passifs locatifs		4 869	5 311
	Cautions reçues		0	0
	Autres dettes financières	L	976	1 219
	Emprunt obligataire	M	0	0
Endettement financier net		J+N	11 569	13 133

Les dettes financières bancaires à court terme (ligne F) correspondent aux découverts bancaires.

Les emprunts auprès des établissements de crédit s'élèvent à 4 764 K€ au 31/12/2021 contre 4 340 K€ au 31/12/2020 (lignes G et K du tableau ci-dessus) et se décomposent comme suit :

- AXS MEDICAL a souscrit un emprunt de 150 K€ en février 2014 auprès de la BPI dans le cadre des « prêts amorçage » pour une durée de 8 ans à un taux variable basé sur l'euribor 3 mois majoré de 3.7 points pendant la période de différé d'amortissement (de février 2014 à février 2017) et majoré de 5.5 points pendant la période d'amortissement (de mai 2017 à août 2022). Le solde restant dû s'élève à 23 K€ classé à moins d'un an.
- STEM CIS a souscrit un emprunt de 75 K€ en janvier 2014 auprès de la BPI dans le cadre des « prêts amorçage » pour une durée de 8 ans à un taux variable basé sur l'euribor 3 mois majoré de 3.7 points pendant la période de différé d'amortissement (de février 2014 à février 2017) et

majoré de 5.5 points pendant la période d'amortissement (de mai 2017 à aout 2022). Le solde restant dû de 11 K€ est porté en dettes à moins d'un an pour 11 K€.

- STEM CIS a souscrit un emprunt bancaire de 550 K€ en juillet 2016 au taux fixe de 1.80%. Le solde restant dû s'élève à 95 K€ est porté en dettes à moins d'un an.
- STEM CIS a souscrit un emprunt de 150 K€ en février 2017 auprès de la BPI dans le cadre des « prêts innovations » pour une durée de 7 ans à un taux fixe de 4.93%. Le premier versement d'intérêts est intervenu en mars 2017 et le dernier remboursement interviendra le 30 septembre 2024. Le solde restant dû au s'élève à 83 K€ dont 30 K€ à moins d'un an, 52 K€ à plus d'un an.
- STEM CIS a souscrit un emprunt de 300 K€ en mars 2017 auprès de la BPI dans le cadre des « prêts innovations » pour une durée de 7 ans à un taux fixe de 5.12% %. Le premier versement d'intérêts est intervenu en mars 2017 et le dernier remboursement interviendra le 30 septembre 2024. Le solde restant dû au s'élève à 165 K€ dont 60 K€ à moins d'un an et 105 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans.
- STEM CIS a souscrit un emprunt bancaire de 994 K€ en janvier 2018 au taux fixe de 1.85%. Le solde restant dû s'élève à 458 K€ dont 201 K€ à moins d'un an et 257 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans.
- Adip'Sculpt a souscrit au deuxième trimestre 2020 un Prêt Garanti par l'Etat pour un montant de 157 K€ dont 26 K€ à moins d'un an et 131 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans.
- APELEM a souscrit au dernier trimestre 2020 et au premier trimestre 2021 auprès de deux établissements bancaires un Prêt Garanti par l'Etat pour un montant total de 2 900 K€ dont 92 K€ à moins d'un an, 2 795 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans et 12 K€ à plus de 5 ans.
- APELEM a souscrit au troisième trimestre 2021 auprès de la BPI un prêt bonifié pour un montant total de 871 K€ dont 41 K€ à moins d'un an, 692 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans et 137 K€ à plus de 5 ans.

L'encours d'avances (sans intérêts) lié à la dette financière non bancaire du groupe de 1 351 K€ (ligne H et L du tableau ci-dessus) se compose de :

- 92 K€ d'avance COFACE/BPI assurance prospection au profit de la société AXS Médical positionnée dans les dettes moins d'un an.
- 228 K€ au titre d'une avance octroyée à DMS en février 2017 par la BPI et la Région dans le cadre des prêts à taux zéro pour l'innovation. Cette avance est portée en dettes à moins d'un an pour 76 K€ et pour 152 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans.
- 11 K€ au titre d'une avance récupérable accordée à la société STEM CIS pour un montant total de 80 K€. Cette avance est positionnée en dettes à moins d'un an.
- 22 K€ au titre d'une avance remboursable d'un montant global de 160 K€ accordé à STEM CIS par la BPI dans le cadre des contrats d'aide en avance récupérable en faveur de l'innovation. Cette avance est positionnée en dettes à moins d'un an.
- 7 K€ au titre d'une avance remboursable d'un montant global de 50 K€ accordé à STEM CIS par la BPI dans le cadre des contrats d'aide en avance récupérable en faveur de l'innovation. Cette avance est positionnée en dettes à moins d'un an.

- 114 K€ au titre d'un contrat d'assurance prospection conclu le 1^{er} octobre 2016 au profit de STEM CIS. Cette avance est portée en dettes à moins d'un an pour 114 K€.
- 676 K€ envers la BPI au titre d'une avance versée à DMS dans le cadre d'un programme d'aide aux financements des projets de R&D. L'avance totale liée à ce projet est de 700K€, elle est remboursable sur 5 ans à compter de novembre 2021, 140 K€ ont été portés en dettes à moins d'un an et 537 K€ en dette à plus d'un an et moins de 5 ans.
- 200K€ envers la BPI au titre d'une avance versée à DMS dans le cadre d'un programme d'aide aux financements des projets de R&D. L'avance totale prévue liée à ce projet est de 400K€ dont 200 K€ restent à percevoir. L'avance est remboursable sur 5 ans à compter de janvier 2022, 25k ont été portés en dette à moins d'un an et 175 K€ en dette à plus d'un an et moins de 5 ans.

3.2 LES FAITS MARQUANTS

Activités

Au cours de l'année 2021, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 37 M€ en augmentation de 15% par rapport à 2020. C'est la troisième année consécutive de hausse du chiffre d'affaires pour le Groupe.

Rapatriement de production d'ostéodensitométrie à Gallargues-le-Montueux

Le Groupe a rapatrié, au 4^e trimestre 2021, l'ensemble de la production des systèmes d'ostéodensitométrie au sein de sa nouvelle unité de production à Gallargues-le-Montueux. Jusque là-sous-traitée, la ré internalisation de la production de ces appareils constituera un vecteur important d'efficacité opérationnelle et de synergie avec l'activité radiologie.

Pour opérer ce rapatriement, DMS Group a bénéficié d'un prêt de l'Etat d'un montant de 870 K€.

Autres informations

- Au terme d'un contrat de prêts d'actions conclu au cours du premier trimestre 2021, la quote-part de détention de la société Hybrigenics par le Groupe DMS est passée de 56.53% au 31 décembre 2020 à 50.01% au 31 mars 2021. La plus-value constatée à l'occasion de cette opération s'élève à 3.1 M€.
- Le 22 mars 2021, la société Hybrigenics a mis en place une levée de fonds d'un montant maximum de 50 millions d'euros dans le cadre d'un contrat de financement par bons d'émission d'obligations remboursables en actions de la société Hybrigenics. Le Groupe a ainsi émis 20.000 Bons au profit de la société Iris, donnant chacun droit à l'émission d'une Obligation d'une valeur nominale de 2 500 €. Ces obligations sont remboursables en numéraire ou par émission d'actions nouvelles de la société Hybrigenics. (Cf. communiqué de presse du 22 mars 2021). Sur l'année 2021, la société a ainsi émis 27 479 506 actions en remboursement des obligations émises. La quote-part de détention de la société Hybrigenics par le Groupe DMS est ainsi passée de 50.01% au 31/03/2021 à 44.75% au 31/12/2021.
- Le 16 avril 2021, la société DMS a signé un traité d'apport en nature avec la société ASIT aux termes duquel la société DMS s'est engagé à procéder, sous réserve de la réalisation d'un certain

nombre de conditions à un apport en nature d'actions et de comptes courants de la division imagerie médicale au bénéfice d'ASIT (l'« Apport »). L'Apport était conditionné par l'homologation définitive du plan de réorganisation judiciaire d'ASIT.

La Cour d'appel de Liège a confirmé, le 14 septembre 2021, la décision du tribunal de l'entreprise de Liège homologuant le plan de réorganisation d'ASIT biotech.

La réalisation de l'Apport est également soumise à (i) l'obtention de l'approbation des actionnaires de DMS obtenue le 28 décembre 2021, l'approbation des actionnaires d'ASIT ainsi que des autorités de marché compétentes, (ii) l'obtention des rapports des commissaires aux apports et auditeurs ayant pour mission d'apprécier la valeur de l'Apport et l'équité de la rémunération des actifs apportés publiés au mois de décembre 2021, et (iii) la réalisation des opérations préalables de fusion et d'apport de l'activité ostéodensitométrie par DMS à APELEM.

- Au mois de mai 2021, le projet « MC2 » du pôle DMS Imaging a été sélectionné comme lauréat de l'appel à projet du Ministère de l'Industrie « Plan de relance pour l'industrie – secteurs stratégiques ». Ce projet vise à localiser en France la production de solutions mobiles d'imagerie médicale d'urgence afin d'assurer la continuité des soins dans les sites hospitaliers avec plus de flexibilité et sécurité sanitaire. Le montant de la subvention perçue dans le cadre de cet appel à projet s'élève à 50% du coût total du projet soit 2.1MEUR.
- Le 18 mai 2021, la société Hybrigenics a signé un protocole d'investissement avec les actionnaires de la société Inoviem Scientific par lequel elle s'engage
 - à acquérir avant le 30 juin 2021, l'intégralité de la participation détenue par le fonds d'amorçage régional Capital Grand Est au capital de la société Inoviem Scientific, soit une quote-part de détention de 33.29% du capital
 - à souscrire avant le 30 juin 2021, un Bon de Souscription d'Actions Initial (« BSA Initial ») de deux millions d'euros exerçable entre le 1er décembre 2023 et le 15 janvier 2024 et donnant droit à 1.680 actions ordinaires nouvelles de la société Inoviem, émises à la valeur nominale.
 - à souscrire sur demande de la société Inoviem, en une ou plusieurs tranches, et jusqu'au 31 octobre 2023, des Bons de Souscription d'Actions Complémentaires (« BSA Complémentaires ») pour une valeur maximum de trois millions d'euros, exerçables entre le 1er décembre 2023 et le 15 janvier 2024 et donnant droit à maximum 1.680 actions ordinaires nouvelles de la société Inoviem, émises à la valeur nominale.

Si au 1er novembre 2023, la société Inoviem n'avait pas appelé la souscription des BSA Complémentaires à hauteur de 3 millions d'euros, la société Hybrigenics aurait la possibilité de souscrire librement à un BSA pour un montant correspondant au montant qui n'aurait pas été appelé, dans la limite de 3 millions d'euros.

Au terme de ce contrat, si l'ensemble des BSA Initial & Complémentaires sont souscrits et libérés, la société Hybrigenics pourrait détenir jusqu'à 46,60% du capital de la société Inoviem.

- Le 25 juin 2021, dans le cadre de ce protocole d'investissement, il a ainsi été procédé :
 - Au transfert de propriété des 5 589 actions détenues par Cap Innov'Est à Hybrigenics conférant à cette dernière une participation de 33,3% au capital d'Inoviem ;
 - A l'émission par la société Inoviem et à sa souscription par la société Hybrigenics, du BSA Initial pour deux millions d'euros.
- Le 02 décembre 2021, dans le cadre de ce protocole d'investissement, il a également été procédé :
 - A l'émission par la société Inoviem et à sa souscription par la société Hybrigenics, d'une tranche de BSA complémentaire pour cinq cent mil euros.

Evolution du périmètre de consolidation

Consécutivement aux cessions puis émissions d'actions Hybrigenics intervenues au cours de l'exercice, la quote-part de détention par le Groupe DMS est passé de 56,53% au 31 décembre 2020 à 44.75% au 31 décembre 2021.

La société Hybrigenics a acquis au 25 juin 2021, 33.3% de la société Inoviem qui a été consolidé dans les comptes du groupe selon la méthode de mise en équivalence.

Au cours du troisième trimestre 2021, la société Hybrigenics Pharma Incorporated a été liquidée.

3.3 LES PROGRES REALISES ET LES DIFFICULTES RENCONTREES (R.225-102)

Au cours de l'année 2021, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 37.1 M€ en augmentation de 16% par rapport à 2020. C'est la troisième année consécutive de hausse du chiffre d'affaires pour le Groupe.

L'activité radiologie qui représente 85% du chiffre d'affaires de la société s'est particulièrement bien portée avec une croissance de 16% sur l'exercice. Sur cette activité, la société a annoncé la signature de plusieurs partenariats commerciaux notamment avec Fujifilm aux Etats-Unis et sur la zone Afrique - Moyen Orient. La société a également présenté au mois d'octobre, lors des Journées Francophones de la Radiologie, sa nouvelle table de radiologie : la Platinum Néo.

L'activité ostéodensitométrie a connu une année plus mitigée avec un début d'exercice atone, notamment sur les marchés export qui pâtissaient encore des impacts des confinements successifs puis un second semestre de reprise avec une croissance soutenue sur le quatrième trimestre (+23%). Au total sur l'année le chiffre d'affaires de cette branche d'activité est en progression de 8%.

Le chiffre d'affaires de la branche Biotech, constitué essentiellement des ventes des dispositifs Adip'Sculpt de lipofilling (technique chirurgicale d'autogreffe utilisant le tissu adipeux), a enregistré une croissance de 32% sur l'exercice. L'année 2020 avait été particulièrement impactée par l'arrêt de l'activité des chirurgiens plasticiens pendant la période de pandémie.

L'activité Wellness n'a pas pu connaître le développement espéré avec la fermeture des instituts de beauté et centres de bien-être sur la majeure partie de l'exercice.

Tout au long de l'exercice le groupe a connu de fortes tensions en matière d'approvisionnement avec des délais de livraison plus longs et des pénuries de composants notamment électronique. Le Groupe a réussi malgré tout à répondre la demande de ses clients.

3.4 ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT (L 233.26)

En 2021, le Groupe DMS a investi environ 8 % de son chiffre d'affaires dans la R&D soit 3.3M€, contre 8 % en 2019, ventilés de la façon suivante :

K€	31/12/2021	31/12/2020
Masse salariale imputée à la R&D	2 196	2 255
Achats et études externes	1 063	382
TOTAL	3 259	2 637

Les montants ci-dessus s'entendent avant activation d'une partie de ces charges en application d'IAS38.

3.5 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE DE CONSOLIDATION ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES (L233-26)

Le 12 janvier 2022, la société DMS a annoncé la cession de son activité Wellness à la société CES Management SA, actionnaire majoritaire de la société suisse BEBO Health, spécialisée dans la distribution de produits innovants et exclusifs dédiés à la santé, au sport et au bien-être. DMS Wellness commercialisait notamment la solution Celliss, équipement haut de gamme pour les soins du corps dédié aux traitements amincissants et anticellulite. La rémunération de cette opération a été réalisée en numéraire et en titres. Les actifs et passifs et produits et charges relatifs à l'activité Wellness ont été reclassés au bilan et compte de résultat en « activité destinée à être cédée »

- Le 24 janvier 2022, les activités Ostéodensitométrie des sociétés DMS et Medilink ont été transférées à la société Apelem par voie d'apport partiel d'actif. Cette opération a été réalisée avec une date d'effet comptable et fiscale au 1^{er} janvier 2022. A l'issue de cette opération, la société DMS n'exerce plus d'activité commerciale mais uniquement une activité de holding.
- Le 24 janvier 2022, la société DMS a annoncé la clôture de l'opération d'apport de DMS Imaging, division imagerie médicale du groupe DMS, à la société ASIT Biotech, initiée le 11 janvier 2021 via la signature d'un préaccord de partenariat.

Dans ce contexte, deux augmentations de capital ont eu lieu :

- Certains créanciers ont apporté leurs créances à la société Asit Biotech de sorte que le capital est passé dans un premier temps de 17 076 221,76 € à 21 071 856,50 €.

puis, la contribution en nature de DMS Group à Asit Biotech a eu lieu. Celle-ci comprenait :

- 100% des titres émis par AXS Medical ;
- 100% des titres émis par APELEM, en ce compris indirectement ses filiales et l'activité ostéodensitométrie apportée préalablement par DMS à APELEM ;
- 100% des actions émises par MEDILINK ; et
- les comptes courants détenus par DMS Group sur les filiales de la division imagerie médicale.

En conséquence, le capital de la société Asit Biotech est passé de 21 071 856,50 € à 66 071 856,50 €, désormais détenu à 88,33% par DMS Group. Dans le cadre de cette transaction, la société Asit Biotech SA a changé de nom pour devenir DMS Imaging SA. L'objet social a également été adapté aux nouvelles activités de l'entreprise (cf. communiqué du 25 janvier 2022).

- Exposition des activités en Russie, Ukraine et Biélorussie : le chiffre d'affaires réalisé en Russie, Ukraine et Biélorussie était de 1,5 M€ en 2021, représentant 4% du chiffre d'affaires du dernier exercice (37,1 M€). DMS Group n'a pas de site de production ni de salarié exposé sur cette zone, et ne réalise aucun achat direct avec des fournisseurs dans ces pays.

3.6 EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR (L233-26 R.225-102)

Au 1^{er} trimestre 2022, le groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 8,9 M€, stable par rapport au 1^{er} trimestre 2021, et identique à celui réalisé au 4^{ème} trimestre 2021. Pour rappel, le 1^{er} trimestre 2021 s'était inscrit en croissance de +18% avec notamment un niveau élevé de facturation pour l'activité

Radiologie. Ce 1^{er} trimestre 2022 se situe également au-delà de celui du 1^{er} trimestre 2020 (+17%) et du 1^{er} trimestre 2019 (+37%) (lire le communiqué de presse du 20 avril 2022).

Les ventes de DMS Imaging se sont établies à 8,7 M€ au 1^{er} trimestre 2022, avec la poursuite d'une dynamique commerciale comparable à celle de 2021.

- Le chiffre d'affaires de l'activité Radiologie s'est inscrit en repli de -8% au 1^{er} trimestre, du fait d'un effet de base important (+18% au 1^{er} trimestre 2021) lié à la livraison d'un contrat majeur dans le cadre d'un appel d'offre de la Banque mondiale au cours de la période l'an dernier. Le chiffre d'affaires réalisé dans le cadre des accords de distribution, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, est en forte progression, d'un peu plus de 30%.

Comme annoncé, le groupe a livré en fin de 1^{er} trimestre 2022, sa première table de radiologie Platinum Néo, basée sur une nouvelle plate-forme logicielle dotée d'une capacité à embarquer de l'intelligence machine et à terme des fonctionnalités d'intelligence artificielle (IA). Son déploiement à l'international est escompté au 2nd semestre.

- En ostéodensitométrie, l'activité est restée très dynamique au 1^{er} trimestre 2022 (+57% de croissance), dans le sillage de la fin d'année 2021, toujours portée par l'export et la montée en puissance du contrat commercial avec Fujifilm.

Le planning de livraisons des systèmes d'ostéodensitométrie a été parfaitement respecté au 1^{er} trimestre 2022, premiers mois de fabrication en propre consécutivement au rapatriement de la production au sein de la nouvelle unité de production et d'assemblage de Gallargues-le-Montueux.

Le groupe a par ailleurs réalisé en début d'année 2022 la cession de la division DMS Wellness, qui avait représenté une perte de 594 K€ dans le résultat consolidé du Groupe en 2021.

Le retour progressif à une situation sanitaire normalisée, la montée en puissance du contrat avec Fujifilm avec les nouveaux accords signés en 2021 pour les Etats-Unis et la zone Afrique Moyen-Orient, et la reprise de l'activité avec les distributeurs historiques devrait conforter cette position au cours des prochains trimestres.

3.7 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE (C. COM. ART. L 225-100-1 1°A 3° ET 6°)

3.7.1 Risque de marché

- Risque de liquidité et de crédit

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Le groupe DMS a besoin pour financer son développement du soutien de partenaires financiers. Le groupe DMS pourrait être défavorablement affecté en cas de réduction des capacités de financement par les établissements bancaires.

Les partenaires bancaires tiennent une place prépondérante dans le financement des activités du groupe notamment à l'export. Le soutien des banques est une condition importante de la pérennité de l'activité du groupe dont l'activité se situe majoritairement à l'export.

L'endettement bancaire et financier est décrit en note 11 du présent document.

Le groupe dispose au 31 décembre 2021 des concours bancaires financiers suivants :

- 200 K€ de lignes de mobilisation de créances de la société APELEM
- 30 K€ de découvert bancaire (société AXS Médical)
- 40 K€ de découvert bancaire (société ADIP'SCULPT)

En milliers d'euros	2021		2020		2019	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Dailly France / Lignes de crédit court terme international (MCNE)	200	-	200	-	2 500	1 390
Lignes de crédit court terme France (crédit de TVA)	-	-	-	-	-	-
Découvert bancaire	70	68	70	27	70	64

Par ailleurs, le groupe dispose également de 1 698 K€ de ligne de Crédit documentaire Import (Filiale APELEM) et engagements par signature (DMS & APELEM) :

En milliers d'euros	2021		2020		2019	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Ligne de crédit documentaire import et EPS	1 698	1 490	1 798	1 485	1 708	1 417

Au 31 décembre 2021, le groupe DMS dispose des ressources suivantes pour financer ses besoins d'exploitation :

En milliers d'euros	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières diverses	1 351	374	977	0
Emprunts bancaires	4 764	580	4 034	150
Emprunt obligataire	903	903		
Factor	3 197	3 197		
Lignes de Mobilisations de créances	0	0		
Concours bancaires courants	68	68		
Total	10 283	5 122	5 011	150

Le tableau ci-dessous, présente les échéances des ressources dont l'échéance est inférieure à un an, au 31 décembre 2021 :

En milliers d'euros	A moins d'un an	à -de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois
Emprunts et dettes financières diverses	374	69	69	170	66
Emprunts bancaires	580	115	122	126	216

Emprunt obligataire	903	903			
Factor	3 197	3 197			
Concours bancaires courants	68	68			
Total	5 122	4 352	191	296	282

Au 31 décembre 2020, le groupe DMS disposait des ressources suivantes pour financer ses besoins d'exploitation :

En milliers d'euros	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières diverses	1 638	419	1 144	75
Emprunts bancaires	4 338	660	3 678	
Emprunt obligataire	1 388	1 388		
Factor	1 345	1 345		
Lignes de Mobilisations de créances	0	0		
Concours bancaires courants	26	26		
Total	8 735	3 838	4 822	75

Le tableau ci-dessous, présente les échéances des ressources dont l'échéance est inférieure à un an, au 31 décembre 2020 :

En milliers d'euros	A moins d'un an	à -de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois
Emprunts et dettes financières diverses	419	82	82	78	177
Emprunts bancaires	660	234	142	142	142
Emprunt obligataire	1 388	1 388			
Factor	1 345	1 345			
Concours bancaires courants	26	26			
Total	3 838	3 075	224	220	319

➤ Risque de taux

Le risque de taux correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt affectent le résultat du Groupe et exposent le détenteur de titres financiers au risque de moins-value en capital.

Le bilan du Groupe DMS présente une dette financière à moyen terme à taux fixe et variable détaillée en note 11 et résumée ci-dessous :

Emprunts (K€)	31/12/2021	Proportion
Emprunts à taux fixes	4 730	99%
Emprunts à taux variables	34	1%
TOTAL	4 764	100%

Le groupe n'utilise pas d'instruments de couvertures de taux.

➤ Risque de change

Les actifs, passifs, revenus et charges de DMS sont en grande majorité libellés en Euros. Seuls 8% des achats sont libellés en devises. En conséquence, les variations des taux de change de l'Euro par rapport aux autres devises affectent peu le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés. Les opérations de change ont pour seule vocation la couverture d'un risque associé à une activité économique. Le groupe n'effectue pas d'opération de change sans flux physique sous-jacent.

La synthèse des positions nettes en devises étrangères du Groupe au 31 décembre 2021 est la suivante :

Position en K devise	K US Dollars
Actifs	343
Passifs	870
Position nette avant gestion en devises	- 527
Position hors bilan	- 274
Position nette après gestion en devises	-801
Taux de conversion 1 euros =	1,13
Position nette après gestion en euros	-709
Hypothèse d'évolution défavorable de la devise de 1 centime d'euro par rapport à la devise	-6

➤ Risque sur actions

Au 31 décembre 2021, la société DMS ne détient pas d'actions propres.

➤ Risque hors bilan

Voir la note 16 de l'annexe aux comptes consolidés

3.7.2 Risques opérationnels

➤ Risques liés aux fournisseurs et sous-traitants

L'environnement hautement technologique des solutions du groupe DMS implique des investissements R&D importants pour qualifier les composants critiques pour la performance des équipements. La gestion du risque fournisseur est donc prise en compte par le groupe DMS, qui évalue régulièrement la criticité de son marché achats pour anticiper la qualification d'alternatives techniques et planifier les efforts de développement d'options qui garantissent la continuité et la qualité de ses activités industrielles.

Depuis 2017, l'évolution du poids des premiers fournisseurs du Groupe DMS se présente de la manière suivante :

Part des principaux fournisseurs dans les achats H.T de la Société	1er	5 premiers	10 premiers
Au 31 décembre 2021	10%	35%	51%
Au 31 décembre 2020	8%	33%	50%
Au 31 décembre 2019	14%	44%	61%
Au 31 décembre 2018	15%	41%	60%
Au 31 décembre 2017	22%	49%	62%
Au 31 décembre 2016	19%	41%	54%
Au 31 décembre 2015	23%	45%	57%

Bien que le Groupe ait pris en compte les risques de défaillance de ses fournisseurs et sous-traitants, ou de rupture des relations contractuelles et mis en place des mesures destinées à parer ces risques lorsque cela est possible (par une politique de double source ou de stocks de sécurité), certaines défaillances définitives ou temporaires de ces derniers pourraient avoir des conséquences sur la disponibilité des produits du groupe.

➤ Risques liés aux clients et autres débiteurs

Le Groupe DMS a contracté une assurance COFACE sur les clients de la filiale APELEM. En dehors de ces assurances, DMS privilégie l'expédition de ses appareils dans les pays à risque après réception de garanties bancaires ou assurances suffisantes.

Néanmoins, compte tenu de l'importance des contrats conclus avec certains clients et des montants concernés, tout défaut ou retard de paiement peut avoir un effet défavorable significatif sur les activités du groupe, sa situation financière, ses résultats et ses cash flows.

Depuis 2017, l'évolution du poids des principaux clients en pourcentage du chiffre d'affaires se présente de la manière suivante :

Part du CA consolidé réalisé par la Société avec le(s)	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Premier client	22%	11%	16%	17%	22%
5 premiers clients	54%	40%	38%	35%	38%
10 premiers clients	68%	52%	52%	44%	50%

➤ Risque de Dilution

Le financement par émission d'ORNANes ayant pris fin en 2020, le groupe n'est plus soumis à un risque de dilution au 31/12/2021.

3.7.3 Risques juridiques - Litiges

Dans le cours normal de son activité, la société peut être impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être, soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenues est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des

procédures, étant précisé que la survenance d'évènements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

Les anciens dirigeants et associés de la société AXS MEDICAL ont assigné les sociétés DMS et AXS MEDICAL au cours des années 2016 et 2017 pour diverses demandes. Par jugements du tribunal de commerce de Montpellier en date des 4 juillet 2018 et 15 mai 2019, les demandeurs ont été déboutés de leurs demandes. Il a été interjeté appel du premier jugement le 18 février 2020 et du second le 24 juin 2019 et chacune des parties a conclu devant la cour d'appel. Sur la base des éléments produits à ce stade et du fond du dossier, en concertation avec ses conseils, la société n'estime pas devoir constituer de provision à ce titre au 31 décembre 2021.

Un litige oppose une filiale de la société DMS à un ancien dirigeant dont le contrat a été interrompu pour faute grave. Par décision en date du 10 décembre 2020, le tribunal compétent a condamné la filiale à verser différentes sommes à cet ancien dirigeant sans que la société ne soit préalablement informée de la procédure en cours. Par ailleurs le jugement n'a pas fait l'objet de notification avec remise au dirigeant de la filiale. Sur la base de ces éléments et du fond du dossier, en concertation avec ses conseils, la société n'estime pas devoir constituer de provision à ce titre au 31 décembre 2021.

3.7.4 **Réglementation et homologations**

Dans le domaine de la radiologie et de l'ostéodensitométrie, l'activité de DMS peut dépendre d'autorisations légales, réglementaires ou administratives de mise sur le marché de ses appareils, ainsi que des procédures d'homologation de ses nouveaux produits qui peuvent être longues à obtenir. Afin de couvrir au mieux ces risques, le groupe DMS a mis en place une veille normative et réglementaire et assure également un suivi régulier de ses produits en collaboration avec les laboratoires de test et les organismes notifiés. Cette veille est complétée par nos distributeurs qui assurent la remontée d'information au niveau de chaque pays sur lesquels le groupe DMS distribue ses produits. En complément, le groupe DMS effectue une veille en propriété industrielle assurée par l'équipe R&D.

3.7.5 **Risques technologiques article L 225-102-2 du code de commerce (loi du 30.07.2003)**

Le groupe ne dispose d'aucune installation SEVESO (art L. 515-8 C de l'environnement).

3.7.6 **Politique d'assurance de la société (Risques généraux et particuliers)**

Le groupe DMS a souscrit des polices d'assurance suivantes pour couvrir les risques liés à l'activité de la société mère DMS et ses filiales :

- Multirisque professionnelle
- Responsabilité civile
- Assurance véhicules
- Assurance des mandataires sociaux
- Assurance des marchandises transportées
- Assurance-crédit Coface

3.8 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION

COMPTABLE ET FINANCIERE
(C. COM. ART. L 225-100-1 1 5°)

Ces informations sont présentées en annexe 4 au présent rapport.

3.9 L'ACTIVITE DU GROUPE PAR BRANCHES D'ACTIVITES (L 233-6 AL. 2)

Le Groupe est organisé autour de 3 secteurs opérationnels :

- DMS Imaging (Imagerie médicale) : Radiologie et Ostéodensitométrie
- DMS Wellness : activité dédiée à la fabrication et à la commercialisation de l'appareil CELLISS (DMS Wellness LTD et la branche d'activité Wellness de la SA DMS)
- DMS Biotech (Sous-Groupe Hybrigenics et ses filiales) : ventes de kits de Lipofilling et recherche en médecine régénérative.

31/12/2021	DMS Holding	DMS Imaging	DMS Wellness	DMS Biotech	Total
Chiffres d'affaires total	-	36 270	-	691	36 961
Résultat opérationnel courant	- 951	260	-	- 72	- 763
Autres produits et charges opérationnels	- 1 378	- 230	-	- 1 223	- 2 831
Résultat opérationnel	- 2 329	30	-	- 1 295	- 3 594
Résultat financier consolidé	- 47	- 271	-	- 37	- 354
Charge d'impôt consolidée	-	-	-	-	-
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	178	178
Résultat des activités abandonnées	-	-	- 594	-	- 594
Résultat net consolidé	- 2 376	- 241	- 594	- 1 509	- 4 721
Actifs sectoriels	85	14 184	-	8 730	22 999
Actifs sectoriels destinés à être cédés	-	-	875	-	875
EBITDA	- 951	2 472	-	359	1 880

31/12/2020 ajusté *	DMS Holding	DMS Imaging	DMS Wellness	DMS Biotech	Total
Chiffres d'affaires total	-	31 468	-	587	32 055
Résultat opérationnel courant	- 893	- 892	-	- 573	- 2 358
Autres produits et charges opérationnels	-	- 968	-	39	- 1 006
Résultat opérationnel	- 893	- 1 860	-	- 612	- 3 364
Résultat financier consolidé	- 529	- 301	-	- 52	- 883
Charge d'impôt consolidée	-	-	-	1	1
Résultat des activités abandonnées	-	-	- 1 289	-	- 1 289
Résultat net consolidé	- 1 422	- 2 161	- 1 289	- 663	- 5 534
Actifs sectoriels y compris actifs destinés à être cédés	-	14 593	1 103	5 690	21 386
EBITDA	- 882	1 308	-	- 399	26

4 Activités et résultats des filiales (Article L.233-6 al.2)

4.1 SOCIETE MEDILINK

EURL au capital de 48.000 Euros
Siège social : 9 avenue du canal Philippe Lamour, 30 660 Gallargues-le-Montueux
Immatriculée au RCS de NIMES sous le numéro 389 288 044
Activité : la fabrication et la vente de matériel médical
Exercice social : 31 décembre

Situation au 31 décembre 2021 :
Chiffre d'Affaires : 1 805 K€ en 2021 contre 1 356 K€ en 2020
Résultat comptable : bénéfice de 82 K€ en 2021 contre une perte -150 K€ en 2020.

La société DMS possède une participation de 100% dans le capital de la société MEDILINK.

4.2 SOCIETE APELEM

Société par Actions simplifiée au capital de 2 911 983 Euros
Siège social : 9 avenue du canal Philippe Lamour, 30 660 Gallargues-le-Montueux
Immatriculée au RCS de Nîmes sous le numéro 319 996 146
Activité : la fabrication de matériels de radiologie
Exercice social : 31 décembre

Situation au 31 décembre 2021 :
Chiffre d'Affaires : 31 749 K€ en 2021 contre 27 473 K€ en 2020.
Résultat comptable : bénéfice de 190 K€ en 2021 contre un bénéfice de 80 € en 2020.

La société DMS possède 100% du capital de la société.

La société APELEM détenant elle-même 51% du capital de la société Apelem Espagne, 100% de la société APELEM KOREA et 33 % de la société SPECTRAP.

4.3 SOCIETE APELEM ESPAGNE

SA au capital de 60 101 euros
Siège social : Calle Lluça 13 Bajos BARCELONE Espagne
Activité : vente de matériel médical
Exercice social : 31 décembre

Situation au 31 décembre 2021 :
Chiffre d'affaires : 202 K€ en 2021 contre 193 K€ en 2020.
Résultat comptable : bénéfice de 14 K€ en 2021 contre une perte de 9 K€ en 2020.

La société DMS détient une participation de 51 % dans le capital de la société (par l'intermédiaire d'APELEM, soit un pourcentage d'intérêt de 51 %).

4.4 LPA CORP

Société par actions simplifiée au capital de 22 000 euros
Siège social : 9 avenue du canal Philippe Lamour, 30 660 Gallargues-le-Montueux
Immatriculée au RCS de Nîmes sous le numéro 537 869 927
Activité : Conception, développement et commercialisation d'appareils d'esthétique et d'esthétique médicale

Exercice social : 31 décembre

Situation au 31 décembre 2021 :

Chiffre d'Affaires : aucun chiffre d'affaires en 2021 ni en 2020

Résultat comptable : bénéfice de 66 K€ contre une perte de 248 € en 2020

4.5 AXS MEDICAL

La société DMS a acquis en juillet 2015 100% du capital de la Société par Actions Simplifiée (SAS) AXS MEDICAL.

Société par actions simplifiée au capital de 1 589 800 euros

Siège social : 9 avenue du canal Philippe Lamour, 30 660 Gallargues-le-Montueux

Immatriculée au RCS de Nîmes sous le numéro 519 753 990

Activité : Conception, développement et commercialisation de dispositifs médicaux

Exercice social : 31 décembre

Situation au 31 décembre 2021 :

Chiffre d'Affaires : 63 K€ en 2021 contre 86 K€ en 2020

Résultat comptable : perte de 326 K€ en 2021 contre une perte de 696 K€ en 2020

4.6 DMS WELLNESS LIMITED

La société DMS a créé en mars 2016 la société DMS WELLNESS LTD basée à Hong Kong dont elle détient 100 % du capital.

Société par actions simplifiée au capital de 10 000 HKD

Siège social : Hong Kong

Activité : commercialisation en Asie des produits tournés vers la beauté et la santé de la femme.

Exercice social : 31 décembre

Situation au 31 décembre 2021 :

Chiffre d'Affaires : 0 K€ en 2021 comme en 2020

Résultat comptable : 0 K€ en 2021 (la société est dormante) contre une perte de 137 K€ en 2020.

4.7 HYBRIGENICS

Société anonyme au capital de 2 612 492 euros au 31/12/2021

Siège social : 9 avenue du canal Philippe Lamour, 30 660 Gallargues-le-Montueux

Immatriculée au RCS de Nîmes sous le numéro 415 121 854

Activité : recherche et développement en biotechnologies

Exercice social : 31 décembre

Situation au 31 décembre 2021 :

Chiffre d'Affaires : 0 K€ en 2021 comme en 2020

Résultat comptable : perte de 69 K€ en 2021 contre une perte de 326 K€ en 2020

5 L'activité propre de la société DMS (L 232-1)

5.1 ELEMENTS SIGNIFICATIFS RESSORTANT DES COMPTES

5.1.1 Compte de Résultat de la société DMS

Le chiffre d'affaires de la SA DMS est de 5 598 K€ contre 5 171 K€ au 31 décembre 2020.

Le résultat d'exploitation est négatif à hauteur de 1 913 K€ contre une perte de 2 742 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier est négatif à hauteur de -944 K€ constitué principalement des provisions pour dépréciation des titres et comptes courants de la filiale AXS pour 875 K€ et de la filiale LPA corp pour 123 K€.

Le résultat financier s'élevait à -321 K€ en 2020 et était constitué principalement des intérêts sur l'emprunt obligataire.

Le résultat exceptionnel s'établit à 1 731 K€ et est principalement constitué

- des plus-values de cession des titres de la filiale Hybrigenics comme en 2020 où il s'élevait à 6340 K€
- des honoraires liés à l'opération de fusion inversée avec la société ASIT pour 1 377 K€

Après prise en compte des crédits d'impôts, le résultat net présente une perte de 1 029 K€ contre un bénéfice de 3 399 K€ en 2020.

5.1.2 Bilan de la société DMS

Au 31 décembre 2021, les postes clefs nets sont les suivants :

- L'actif immobilisé est de 22 891 K€ contre 23 514 K€ au titre de l'exercice précédent.
- L'actif circulant est de 15 761 K€ contre 16 041 K€ au titre de l'exercice précédent,
- Les capitaux propres s'élèvent à 30 411 K€ contre 31 441 K€ au titre de l'exercice précédent,
- Les avances remboursables s'élèvent à 1 752 K€ contre 1 304 K€ en 2020,
- Le total des dettes à la clôture de l'exercice est de 6 488 K€ contre 6 877 K€ au titre de l'exercice précédent,
- Le total général du bilan au 31 décembre 2021 est de 38 655 K€ contre 39 699 K€ au titre de l'exercice précédent.

Nous vous demanderons d'approuver ces comptes sociaux (L.225-100).

5.1.3 Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

5.2 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE DMS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

5.2.1 Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires, comportant le cas échéant des indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la société notamment relatives aux questions d'environnement et de personnel (article L 232-1 II).

Le chiffre d'affaires de la SA DMS est en augmentation passant de 5 171 K€ en 2020 à 5 598 K€ en 2021.

Le résultat d'exploitation est négatif à hauteur de 3 290 K€ contre une perte de 2 742K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier est négatif à hauteur de -944 K€ constitué principalement des provisions pour dépréciation des titres et comptes courants de la filiale AXS pour 875 K€ et de la filiale LPA corp pour 123 K€.

Le résultat exceptionnel s'établit à 3 108 K€ et est principalement constitué des plus-values de cession des titres de la filiale Hybrigenics comme en 2020 où il s'élevait à 6 340 K€.

Après prise en compte des crédits d'impôts, le résultat net présente une perte de 1 029 K€ contre un bénéfice de 3 399 K€ en 2020.

5.2.2 Les faits marquants - Les progrès réalisés et les difficultés rencontrées (R.225-102)

Activités :

Le chiffre d'affaires de la SA DMS est en augmentation passant de 5 171 K€ en 2020 à 5 598 K€ en 2021. L'activité au cours de l'exercice 2021 a été impactée par la crise sanitaire comme elle l'avait été en 2020.

Rapatriement de production d'ostéodensitométrie à Gallargues-le-Montueux

Le Groupe a rapatrié, au 4^e trimestre 2021, l'ensemble de la production des systèmes d'ostéodensitométrie au sein de sa nouvelle unité de production à Gallargues-le-Montueux. Jusque là-sous-traitée, la ré internalisation de la production de ces appareils constituera un vecteur important d'efficacité opérationnelle et de synergie avec l'activité radiologie.

Pour opérer ce rapatriement, DMS Group a bénéficié d'un prêt de l'Etat d'un montant de 870 K€.

Autres informations

- Au terme d'un contrat de prêts d'actions conclu au cours du premier trimestre 2021, la quote-part de détention de la société Hybrigenics par le Groupe DMS est passée de 56.53% au 31 décembre 2020 à 50.01% au 31 mars 2021. La plus-value constatée à l'occasion de cette opération s'élève à 3.1 M€.

- Le 22 mars 2021, la société Hybrigenics, filiale de DMS a mis en place une levée de fonds d'un montant maximum de 50 millions d'euros dans le cadre d'un contrat de financement par bons d'émission d'obligations remboursables en actions de la société Hybrigenics. La société Hybrigenics a ainsi émis 20.000 Bons au profit de la société Iris, donnant chacun droit à l'émission d'une Obligation d'une valeur nominale de 2 500 €. Ces obligations sont remboursables en numéraire ou par émission d'actions nouvelles de la société Hybrigenics. (Cf. communiqué de presse du 22 mars 2021).

Sur l'année 2021, la société a émis 27 479 506 actions en remboursement des obligations émises. La quote-part de détention de la société Hybrigenics par la société DMS est ainsi passée de 50.01% au 31/03/2021 à 44.75% au 31/12/2021.
- Le 16 avril 2021, la société DMS a signé un traité d'apport en nature avec la société ASIT aux termes duquel la société DMS s'est engagé à procéder, sous réserve de la réalisation d'un certain nombre de conditions à un apport en nature d'actions et de comptes courants de la division imagerie médicale au bénéfice d'ASIT (l'« Apport »). L'Apport était conditionné par l'homologation définitive du plan de réorganisation judiciaire d'ASIT.

La Cour d'appel de Liège a confirmé, le 14 septembre 2021, la décision du tribunal de l'entreprise de Liège homologuant le plan de réorganisation d'ASIT biotech.

La réalisation de l'Apport est également soumise à (i) l'obtention de l'approbation des actionnaires de DMS obtenue le 28 décembre 2021, l'approbation des actionnaires d'ASIT ainsi que des autorités de marché compétentes, (ii) l'obtention des rapports des commissaires aux apports et auditeurs ayant pour mission d'apprécier la valeur de l'Apport et l'équité de la rémunération des actifs apportés publiés au mois de décembre 2021, et (iii) la réalisation des opérations préalables de fusion et d'apport de l'activité ostéodensitométrie par DMS à APELEM.

Autres éléments

Cf. paragraphe 3.2

5.2.3 Activité en matière de recherche et de développement (L 232-1 II)

K€	2021	2020	2019
Masse salariale imputée à la R&D	314	338	391
Achats, fournitures, matériels et documentations			
Déplacements, participations à des conférences scientifiques			
Frais de projets	112		
Etudes et recherches extérieures	2		
Redevances sur brevets et licences			
Sous total Frais extérieurs			
TOTAL	428	338	391

Les frais de projets correspondent au personnel R&D affecté à des projets sur l'activité Ostéodensitométrie refacturé par les autres filiales du groupe à DMS.

5.2.4 Information relative à l'échéance des dettes fournisseurs et des créances clients (Article L.441-6-1 al.1)

Le tableau présente le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance au 31 décembre 2021 :

31 décembre 2021 en K€	Non échues	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 31 à 60J	Echues depuis plus de 60 jours	Total dettes fournisseurs	Nombre de factures échues concernées
Dettes fournisseurs Groupe	7				7	
Dettes fournisseurs hors Groupe	290	62	105	326	783	123
Total	297	62	105	326	790	123

Le tableau présente le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance au 31 décembre 2020 :

31 décembre 2020 en K€	Non échues	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 31 à 60J	Echues depuis plus de 60 jours	Total dettes fournisseurs	Nombre de factures échues concernées
Dettes fournisseurs Groupe					0	
Dettes fournisseurs hors Groupe	340	79	24	392	835	168
Total	340	79	24	392	835	168

Le tableau présente le solde des créances clients par date d'échéance au 31 décembre 2021 :

31 décembre 2021 en K€	Non échues	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 31 à 60J	Echues depuis plus de 60 jours	Total créances clients	Nombre de factures échues concernées
Créances clients Groupe	100				100	
Créances clients hors Groupe	254	62	13	223	552	50
Total	354	62	13	223	652	50

Le tableau présente le solde des créances clients par date d'échéance au 31 décembre 2020 :

31 décembre 2020 en K€	Non échues	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 31 à 60J	Echues depuis plus de 60 jours	Total créances clients	Nombre de factures échues concernées
Créances clients Groupe	220				220	
Créances clients hors Groupe	207	71	21	270	569	46
Total	427	71	21	270	789	46

5.2.5 Événements importants depuis la clôture (L 232-1 II)

Les événements importants survenus depuis la clôture des comptes au 31 décembre 2021 sont détaillés ci-dessous :

- Le 12 janvier 2022, la société DMS a annoncé la cession de son activité Wellness à la société CES Management SA, actionnaire majoritaire de la société suisse BEBO Health, spécialisée dans la distribution de produits innovants et exclusifs dédiés à la santé, au sport et au bien-être. DMS Wellness commercialisait notamment la solution Celliss, équipement haut de gamme pour les soins du corps dédié aux traitements amincissants et anticellulite. La rémunération de cette opération a été réalisée en numéraire et en titres. Les actifs et passifs et produits et charges relatifs à l'activité Wellness ont été reclassés au bilan et compte de résultat en « activité destinée

à être cédée ».

- Le 24 janvier 2022, les activités Ostéodensitométrie des sociétés DMS et Medilink ont été transférées à la société Apelem par voie d'apport partiel d'actif. Cette opération a été réalisée avec une date d'effet comptable et fiscale au 1^{er} janvier 2022.
- Le 24 janvier 2022, la société DMS a annoncé la clôture de l'opération d'apport de DMS Imaging, division imagerie médicale du groupe DMS, à la société ASIT Biotech, initiée le 11 janvier 2021 via la signature d'un préaccord de partenariat.

Dans ce contexte, deux augmentations de capital ont eu lieu :

- Certains créanciers ont apporté leurs créances à la société Asit Biotech de sorte que le capital est passé dans un premier temps de 17 076 221,76 € à 21 071 856,50 €.

puis, la contribution en nature de DMS Group à Asit Biotech a eu lieu. Celle-ci comprenait :

- 100% des titres émis par AXS Medical ;
- 100% des titres émis par APELEM, en ce compris indirectement ses filiales et l'activité ostéodensitométrie apportée préalablement par DMS à APELEM ;
- 100% des actions émises par MEDILINK ; et
- les comptes courants détenus par DMS Group sur les filiales de la division imagerie médicale.

En conséquence, le capital de la société Asit Biotech est passé de 21 071 856,50 € à 66 071 856,50 €, désormais détenu à 88,33% par DMS Group. Dans le cadre de cette transaction, la société Asit Biotech SA a changé de nom pour devenir DMS Imaging SA. L'objet social a également été adapté aux nouvelles activités de l'entreprise (cf. communiqué du 25 janvier 2022).

- Le 1er mars 2022, la société Diagnostic Medical Systems (Euronext Paris - FR0012202497) a annoncé le transfert de la cotation des titres de la société sur le marché Euronext Growth Paris. La demande d'admission des titres de la société sur le marché Euronext Growth Paris a été approuvée par le Comité des Admissions d'Euronext le 25 février 2022. Le transfert sera effectif à compter de l'ouverture des marchés d'Euronext à Paris le 3 mars 2022. Ce transfert sur le marché Euronext Growth Paris vise à permettre à DMS d'être coté sur un marché plus approprié à la taille de la société (voir communiqué de presse du 01 mars 2022)

5.2.6 Evolution prévisible (L 232-1) et perspectives d'avenir (R.225-102)

En conséquence de deux opérations de restructuration mentionnées au paragraphe 5.2.5, la société DMS ne détient plus à compter de 2022 d'activité commerciale mais exerce uniquement une activité de holding.

Elle gère ainsi les participations détenues dans les activités Imagerie Médicale via sa filiale DMS Imaging (ex-ASIT) et les activités biotech via sa filiale Hybrigenics.

Les perspectives liées à ces activités sont détaillées au paragraphe 3.6 du présent rapport.

5.2.7 Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes pour DMS sont identiques à ceux du groupe. Ces risques sont décrits au paragraphe 3.7.

5.3 INFORMATIONS JURIDIQUES

5.3.1 Affectation du résultat

L'affectation du résultat que nous vous proposons est conforme à la loi et aux statuts de notre société.

Nous vous proposons d'affecter la perte de 1 029 427 € comme suit :

- A hauteur de 5% du résultat 2020 (3 399 237 €) soit 169 962 € au crédit du compte de réserve légale
- Le solde au débit du compte de report à nouveau pour 1 199 389 €

5.3.2 Distributions antérieures

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'il n'est intervenu aucune distribution de dividende au cours des trois derniers exercices.

5.3.3 Charges non déductibles fiscalement

Nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

5.3.4 L'actionnariat de la société (L 233-13)

En application des dispositions de l'article 233-13 du Code de Commerce, nous vous signalons l'identité des personnes détenant directement ou indirectement au 31 décembre 2021 plus de 5%, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, de 30%, de 33,33 %, de 50 %, de 66,66 %, de 90% ou de 95% du capital social ou des droits de vote aux Assemblées Générales.

Capital	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Plus de 5%	GSE Holding	GSE Holding	GSE Holding
Plus de 10%	Néant	Néant	Néant
Plus de 15%	Néant	Néant	Néant
Plus de 20%	Néant	Néant	Néant
Plus de 25%	Néant	Néant	Néant
Plus de 30%	Néant	Néant	Néant
Plus de 33,33%	Néant	Néant	Néant
Plus de 50%	Néant	Néant	Néant
Plus de 66,66%	Néant	Néant	Néant
Plus de 90%	Néant	Néant	Néant
Plus de 95%	Néant	Néant	Néant

Droits de vote	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Plus de 5%	GSE Holding	GSE Holding	GSE Holding
Plus de 10%	GSE Holding	GSE Holding	GSE Holding
Plus de 15%	GSE Holding	GSE Holding	GSE Holding
Plus de 20%	Néant	Néant	Néant
Plus de 25%	Néant	Néant	Néant
Plus de 30%	Néant	Néant	Néant
Plus de 33,33%	Néant	Néant	Néant
Plus de 50%	Néant	Néant	Néant
Plus de 66,66%	Néant	Néant	Néant
Plus de 90%	Néant	Néant	Néant
Plus de 95%	Néant	Néant	Néant

- Les principaux actionnaires, au 31 décembre 2021 sont les suivants :

Actionnaires		Note	Nombre d'actions	% du capital	Total droits de vote	% droits de vote
Nom	Prénom					
ANSEL	Jean-Paul	(1)	235 168	1,46%	470 336	2,45%
ANSEL	Odile		316 944	1,97%	476 944	2,48%
ANSEL	Elliott		32 345	0,20%	32 345	0,17%
EOC BANK/G.S.E HOLDING		(2)	1 493 082	9,26%	2 986 164	15,54%
Sous-total Ansel/G.S.E.			2 077 539	12,89%	3 965 789	20,64%
SANCERNI	Samuel	(3)	362 560	2,25%	725 120	3,77%
AMRENGAUD	Louise	(4)	50	0,00%	50	0,00%
SIMONYI	See-Nuan	(4)	5	0,00%	10	0,00%
Sous-total Autres mandataires			362 565	2,25%	725 130	3,77%
FESTY	Franck		337 453	2,09%	674 906	3,51%
ROCHE	Regis		320 000	1,99%	640 000	3,33%
CUDENNEC	Mireille		48 705	0,30%	97 410	0,51%
WICAP STEMCIIS			31 938	0,20%	63 876	0,33%
WICAP STEMCIIS 2014			36 121	0,22%	72 242	0,38%
LEMARCHANDS	Christophe		26 289	0,16%	52 578	0,27%
AUSTRAL MANAGEMENT			18 060	0,11%	36 120	0,19%
Public			12 861 886	79,79%	12 886 002	67,07%
TOTAL			16 120 556	100,00%	19 214 053	100,00%

(1) Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

(2) Holding de Mr Ansel

(3) Directeur Général Délégué et administrateur

(4) Administrateur

5.3.5 Prises de participation et de contrôle (Article L.233-6 al.1)

Pas de prise de participation et contrôle réalisées au cours de l'exercice 2021 en dehors de la participation indirecte (à travers la société Hybrigenics) dans la société Inoviem (cf. détail dans la note 3.2 du présent rapport)

5.3.6 Les actions d'autocontrôle (L 233-13)

DMS ne détient pas d'action propre au 31 décembre 2021

Les autres sociétés du groupe ne détiennent pas d'actions de la société DMS.

5.3.7 Nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice (L. 225-211 al. 2)

Néant.

5.3.8 Avis de détention et aliénation de participation croisée (R.233-19)

Néant.

5.3.9 Opérations afférentes aux actions de la société

Ajustement des bases de conversion des valeurs mobilières donnant accès au capital et options de souscriptions et d'achat et des actions gratuites (article L.225-197-1 II al.4 et article L.225-185 al.4 et L.228-99)

La société DMS a soldé au cours du troisième trimestre 2021, l'emprunt obligataire conclu le 26 février 2020 (cf. CP du 4 mars 2020), et par lequel l'obligataire avait la faculté de demander la conversion de ses OC (Obligations Convertibles) à tout moment uniquement en cas de :

- Survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée
- Défaillance dans l'échéancier de remboursement
- Défaillance dans le paiement des intérêts ou de la prime de non-conversion
- Défaillance dans les Déclarations

Au 31 décembre 2021, aucune opération en cours n'est afférente aux actions de la société DMS.

5.3.10 Les salariés

A la clôture de l'exercice, la participation des salariés telle que définie à l'article 225-102 du code de commerce, soit les actions détenues dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de fonds communs de placement d'entreprises représentait 0% du capital social de la société.

L'assemblée générale mixte du 28 décembre 2020 était appelée à se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux adhérents de plan d'épargne (cf. résolution numéro 29).

5.3.11 Avis du comité d'entreprise sur les modifications de l'organisation économique ou juridique (article L.225-105 al.5)

Le 21 janvier 2021, le CSE a rendu un avis favorable concernant les opérations

- d'apport partiel d'actifs de l'activité Ostéodensitométrie à APELEM
- d'apport partiel d'actif de la division imagerie médicale du Groupe à Asit Biotech

5.3.12 Pratiques anticoncurrentielles (article L.464-2 al.5)

Néant.

5.3.13 Conséquences sociales et environnementales de l'activité (article L.225-102-1 al.5)

Ces informations sont traitées en annexe au présent rapport.

5.3.14 Economie circulaire

- Actions de lutte contre le gaspillage alimentaire

Compte tenu de ses activités, la société DMS n'est pas directement concernée par la lutte contre le gaspillage alimentaire et n'a donc pas pris d'engagement spécifique en la matière.

- Mesures mises en œuvre en vue de la réutilisation ou d'autres formes de valorisation des déchets, en plus des mentions déjà prévues relatives aux mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

La société DMS est adhérente à l'association RECYLUM qui est chargée de la valorisation et du recyclage des produits.

5.3.15 Changement Climatique (Article L.225-102-1)

Ces informations sont traitées en annexe au présent rapport.

5.4 LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le mandat de la société Mazars, société par actions simplifiées dont le siège social est situé 109 rue Tête d'Or CS 10363, 69451 Lyon Cedex 06 et immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 351 497 649, représentée par Madame Severine Herve, commissaire aux comptes titulaire, étant arrivé à expiration, le conseil d'administration propose de le renouveler pour une nouvelle période de six exercices expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Nous vous invitons à approuver le texte des résolutions qui vous sont soumises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fait à Gallargues-le-Montueux
Le 29 avril 2022

ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION

5.5 ANNEXE 1 : TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES OPERATIONS SUR TITRES DES MANDATAIRES SOCIAUX, DES HAUTS RESPONSABLES ET DE LEURS PROCHES REALISEES AU COURS DU DERNIER EXERCICE (ARTICLE 223-26 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AMF) :

Nom et prénom	ANSEL Jean-Paul
Qualité	Président directeur général et administrateur
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	Néant

Nom et prénom	ANSEL Jean-Paul via GSE HOLDING
Qualité	Président directeur général et administrateur
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	Jean Paul ANSEL
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	Néant

Nom et prénom	RICARD Odile
Qualité	Personne liée à Jean Paul ANSEL, PDG
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	156 944 1,56 244 832,64

Nom et prénom	ANSEL Eliott
Qualité	Personne liée à Jean Paul ANSEL, PDG
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	Néant

Nom et prénom	SANCERNI Samuel
Qualité	Directeur Général Délégué et Administrateur
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	Néant

Nom et prénom	SIMONYI See-Nuan
Qualité	Administrateur
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	Néant

Nom et prénom	ARMENGAUD Louise
Qualité	Administrateur
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	50 1.92 euros 96 euros

Nom et prénom	LACAZOTTE-LELEU Corinne
Qualité	Administrateur
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	Néant

Nom et prénom	LAFARGUE-MOREAU Laurie
Qualité	Administrateur
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	Néant

Nom et prénom	ATAYI Léone
Qualité	Administrateur
Identité et qualité de la personne liée à la personne ci-dessus	
Description de l'instrument financier	Actions
Nombre total d'instruments financiers cédés Prix moyen pondéré Montant total des cessions	Néant
Nombre total d'instruments financiers acquis Prix moyen pondéré Montant total des acquisitions	Néant

ANNEXE 2 : TABLEAU DES RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Nature des Indications / Périodes	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
a) Capital social	19 095 511	19 095 511	19 095 511	21 537 002	26 078 109
b) Nombre d'actions émises	16 120 556	16 120 556	16 120 556	16 120 556	16 120 556
c) Nombre maximal d'actions futures à créer	-	-	-		
Par conversion d'obligations					
Par exercice des droits de souscription					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	5 598 202	5 170 707	5 803 065	5 343 028	4 587 253
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	749 925	4 486 6112	- 963 982	-1 149 385	149 867
c) Impôt sur les bénéfices	-96 838	-122 800	-114 249	- 90 823	- 188 980
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	846 763	4 608 912	- 849 733	-1 058 562	335 847
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-1 029 427	3 399 237	-1 884 620	- 2 441 492	-43 515
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
Résultat par action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0,044	0,286	0	0	0
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0	0,210	0	0	0
c) Dividende versé à chaque action	0	0	0	0	0
Personnel					
a) Nombre de salariés	17	19	18	18	16
b) Montant de la masse salariale	1 154 307	1 461 156	1 079 626	1 081 845	976 806
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	509 590	628 167	458 396	462 545	419 288

ANNEXE 3 : RAPPORT SUR LA RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE)

(DÉCRET N°2012-557 DU 24 AVRIL 2012 ARTICLE 225 DE LA LOI GRENELLE II)

Méthodologie :

Périmètre :

Les informations sociales présentées dans ce rapport concernent les sociétés du groupe DMS IMAGING retenues pour l'établissement des comptes consolidés à l'exclusion de certaines sociétés qui ne comptabilisent pas d'effectif salarié en dehors des organes représentant la direction.

Les sociétés du groupe exclues du périmètre en raison de l'absence d'effectif sont les suivantes :

- LPA CORP
- DMS WELLNESS
- ADIP'SCULPT
- APELEM Espagne
- APELEM KOREA
- HYBRIGENICS SA et sa filiale HYBRIGENICS PHARMA inc.

En conclusion, les informations sociales traitées intègrent les sociétés suivantes :

DMS, APELEM, MEDILINK, AXS MEDICAL et STEM CIS

Les informations, environnementales et sociétales, ont été prises en compte à 100 % pour toutes les sociétés du groupe (y compris Apelem Espagne filiale à 51 %).

1 Informations sociales

1.1 INFORMATIONS SOCIALES (SOCIÉTÉS DMS, APELEM, MEDILINK, AXS MEDICAL, STEM CIS)

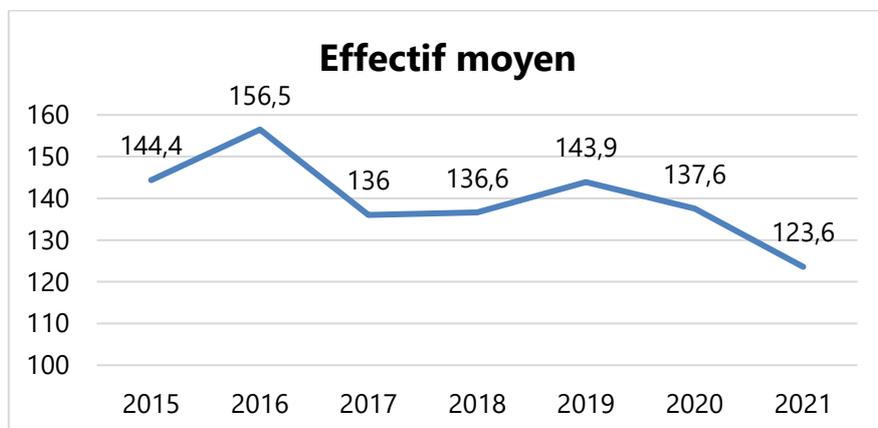
Les données relatives à la filiale APELEM Espagne ne sont pas comprises dans les tableaux chiffrés.

I. Emploi :

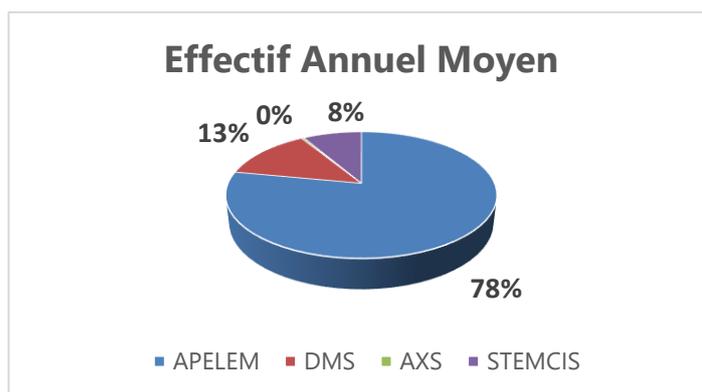
- Evolution de l'effectif annuel moyen du groupe DMS
(Intégration à compter de l'année 2015 des effectifs Alpha Mos, AXS Medical et Stemcis
Sortie des effectifs Alpha Mos à compter du 30/06/2017)

Exercice	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Effectif moyen	144,4	156,5	136	136,6	143,9	137,6	123,6

- Evolution de l'effectif annuel moyen du groupe de 2015 à 2021
(Intégration à compter de l'année 2015 des effectifs Alpha Mos, AXS Medical et Stemcis
Sortie des effectifs Alpha Mos à compter du 30/06/2017)



- Ventilation de l'effectif annuel moyen 2021 par société



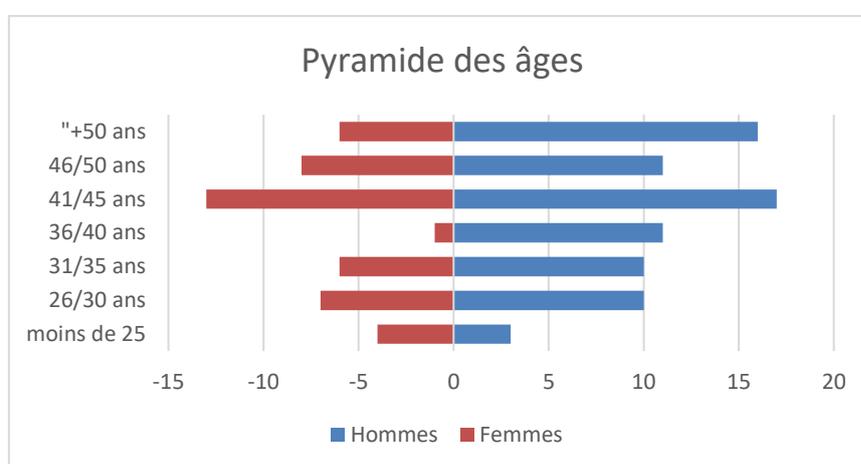
- Répartition des salariés par sexe et par statut au 31 décembre 2021

	Femmes	Hommes	Total général
Direction		1	1
Cadre	26	51	77
Agent de Maitrise	2	3	5
Technicien		8	8
Employé(e)	14	5	19
Ouvrier	3	10	13
Total général	45	78	123
Total général	37%	63%	100%

- Répartition des salariés par sexe et par statut au 31 décembre 2021

	Femmes	Hommes	Total général
Direction	0%	1%	1%
Cadre	58%	65%	63%
Agent de Maitrise	4%	4%	4%
Technicien	0%	10%	7%
Employé(e)	31%	6%	15%
Ouvrier	7%	13%	11%
Total général	100%	100%	100%

- Répartition des salariés par âge au 31 décembre 2021



- Moyenne d'âge et ancienneté au 31 décembre 2021.

	Age moyen	Ancienneté moyenne
APELEM	40,7	7,3
DMS	42,3	10,2
AXS MEDICAL	28,0	1,4
STEMCIS	36,5	3,8
GROUPE	40,5	7,3

- Répartition des salariés par zone géographique.

La totalité des salariés du Groupe DMS est basée sur le territoire Français.
 Pour l'activité Imagerie Médicale, 99.17% des effectifs sont localisés en région Occitanie et 1 seul salarié est basé en région Ile de France.
 80% des salariés de STEM CIS sont désormais domiciliés en France en région Bourgogne-France-Comté, les 20% restant sur l'île de la Réunion.

- Répartition des salariés par services.

Evolution des effectifs	Au 31/12/15	Au 31/12/16	Au 31/12/17	Au 31/12/18	Au 31/12/19	Au 31/12/20	Au 31/12/21
Direction	2	2	2	2	1	1	1
Service Commercial	16	13	15	16	14	12	10
Service Technique (SAV)	17	20	22	25	23	20	19
Production / achats / stocks- expéditions	41	43	39	48	49	47	40
Finance et RH (RH, contrôle de gestion, comptabilité, trésorerie)	4	6	5	4	4	6	8
R & D, Informatique, Bureau d'Etudes	29	38	36	35	32	32	32
Qualité / Marketing	6	13	15	16	16	14	13
Alpha-Mos (France et Hors France)	59	49	hors périmètre	hors périmètre	hors périmètre	hors périmètre	hors périmètre
Total	174	184	134	147	140	133	123

- Les embauches et départs

Le nombre de salariés comptabilisés regroupe les collaborateurs de DMS, APELEM, AXS Médical et STEM CIS, qu'ils soient à temps plein ou à temps partiel.

Au cours de l'exercice 2021, l'effectif du groupe a évolué de la façon suivante :

Effectifs au 31/12/2020	129
• Embauches en CDI	16
• Embauches en CDD	10
Dont contrat d'apprentissage/professionnalisation :	4
Total des embauches	26
- Départs en retraite	3
- Fins de contrat	10
Dont fin de contrat d'apprentissage/professionnalisation	2
- Démissions - Ruptures conventionnelles – Ruptures pendant l'essai	15
- Licenciements	4
Total des départs	32
Effectifs au 31/12/2021	123

Au 31 décembre 2021, les sociétés DMS, APELEM et AXS employaient un total de 123 collaborateurs, soit une légère diminution de l'effectif comparativement au 31 décembre 2020.

Le Turn over sur ce périmètre est en légère augmentation ; il s'établit à 22.07% contre 18.48% en 2020.

- Répartition des effectifs DMS, APELEM, AXS Médical et STEM CIS par type de contrat de travail en fin d'exercice

	2021				2020				2019			
	Femme	Homme	Total	%	Femme	Homme	Total	%	Femme	Homme	Total	%
CDI	40	72	112	91%	41	78	119	89%	45	81	126	90%
CDD	1	5	6	5%	4	6	10	8%	3	6	9	6%
Contrat de professionnalisation			0	0%	0	1	1	1%	2	2	4	3%
Contrat d'apprentissage	4	1	5	4%	2	1	3	2%	0	1	1	1%
Total général	45	78	123	100%	47	86	133	100%	50	90	140	100%

- Les rémunérations et leur évolution

Les sociétés DMS et APELEM sont respectivement rattachées aux conventions collectives de la Métallurgie de l'Hérault et de celle du Gard pour les salariés non-cadres, et à la convention collective de la Métallurgie Ingénieurs et Cadres pour les cadres.

Conformément aux accords de branche relatifs aux rémunérations, les sociétés procèdent annuellement aux réévaluations salariales conformément aux exigences conventionnelles, tout en veillant à déployer une politique de rémunération ayant pour objectif de renforcer l'engagement de ses collaborateurs, de rétribuer l'acquisition de compétences et soutenir la performance individuelle et collective.

Cette politique vise également à garantir la compétitivité et l'équité des pratiques salariales des entités du groupe.

Les mesures d'augmentations individuelles sont décidées, au regard du positionnement salarial de chacun, du marché et des pratiques internes, et suite aux entretiens individuels en tenant compte des appréciations de performance, du potentiel et des compétences acquises et démontrées.

La société AXS Médical est rattachée à la convention collective de la SYNTEC et veille à respecter la classification, ainsi que les appointements minimaux associés.

Les rémunérations des mandataires sociaux sont détaillées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

II. Organisation du travail :

- Organisation du temps de travail

Le travail du personnel au sein de DMS et d'APELEM est organisé dans le cadre des durées légales et conventionnelles. L'application des 35h a été instaurée par accord d'entreprise respectivement le 20/12/1999 pour APELEM et le 21/12/1999 pour DMS. Les salariés non-cadres sont soumis à l'annualisation du temps de temps travail sur l'année civile : 1607h/an.

Conformément à la convention collective de la Métallurgie Ingénieurs et Cadres les forfaits relatifs au temps de travail des cadres se déclinent ainsi : forfait annuel en heures (1607h/1767h) forfait annuel en jours (218 jours) ainsi que des forfaits sans référence horaire pour les cadres dirigeants.

Tout horaire inférieur à l'horaire en vigueur au sein d'un établissement est considéré comme temps partiel. Aucun temps partiel n'est imposé, les 8 salariés qui en bénéficient en 2021 en ont fait la demande expresse, ils représentent 7% de l'effectif au 31/12/2021, ce qui représente encore une augmentation par rapport à 2020 (6%).

- L'absentéisme des sociétés DMS, APELEM, AXS Médical et STEM CIS

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux d'absentéisme (1)	2,79%	3,91%	3,59%	2,13%	2,9%	3,8%	3,17%
Total de jours ouvrés d'absence	537	913	979	629	908	1134	854
Nombre de jours ouvrés d'absence pour maladie	343	802	904	614	848	1013	780
Nombre de jours ouvrés d'absence pour accident de travail	13	36	75	15	2	69	37
Nombre de jours d'absence pour accident de trajet	181	40	0	0	11	0	12
Nombre de jours d'absence pour maladie professionnelle	0	0	0	0	47	52	0

(1) $\frac{\sum \text{nbr jours ouvrés d'arrêts de travail, de trajet, maladies professionnelles et maladies}}{\text{Effectif annuel moyen} \times 218 \text{ jours}} \times 100$

Le taux d'absentéisme de 2021 est en légère baisse par rapport à celui de 2020.

Il doit être encore analysé sous l'aspect des nombreux arrêts maladie octroyés dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19 afin de maintenir à domicile les personnes identifiées comme étant à risque ou cas contact, au-delà même des cas positifs.

Pour l'année 2021, 91 % des absences correspondent à des arrêts pour maladie non professionnelle, 6% des arrêts font suite à des accidents de travail ou de trajet.

III. Relations sociales :

- Organisation du dialogue social

Les sociétés DMS, APELEM et MEDILINK (cette dernière société ne comporte pas d'effectif salarié) sont regroupées en unité économique et sociale (UES), les instances représentatives du personnel sont organisées en comité social économique (CSE).

Les relations sociales dans le groupe sont fondées sur le respect et le dialogue. Dans cet esprit, les instances représentatives du personnel et la Direction de l'entreprise se rencontrent tous les deux mois pour évoquer les sujets afférents aux thématiques du comité social économique, échanger, négocier et conclure des accords.

Les sociétés AXS Médical et STEM CIS au regard de leurs effectifs respectifs ne disposent pas d'instances représentatives du personnel.

- Bilan des accords collectifs

Un accord de participation dérogatoire a été conclu pour l'année 2021 couvrant les sociétés DMS, APELEM et MEDILINK. Il est en cours de renouvellement.

IV. Santé et sécurité :

- Les conditions de santé et de sécurité au travail

Le règlement intérieur est remis à chaque nouvel entrant dans les sociétés DMS et APELEM, et le document unique sur les risques professionnels est disponible dans chaque société.

- Bilan des accords signés avec les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail

Les missions relatives aux CHSCT de DMS et APELEM incombent dorénavant aux membres élus de la comité social économique. Ils ont pour mission de contribuer à la protection de la santé et de la sécurité et de l'amélioration des conditions de travail des salariés et travaillent en collaboration avec les services de santé au travail. Le CSE contribue activement en collaboration avec la Direction aux différents projets en cours : poursuite de l'optimisation de l'organisation industrielle, démarche 5S, réaménagements des locaux et des espaces de travail.

Les sociétés AXS Médical et STEM CIS au regard de leurs effectifs respectifs ne disposent pas de CSE.

- Les accidents du travail et maladies professionnelles pour DMS et Apelem

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux de fréquence	28.19	29,03	29.87	24,89	9.15	19.45	10.99
Taux de gravité	1.37	0,21	0.37	0,08	0.06	0.47	0.08
Indice de fréquence	45.30	46,65	48.00	40,00	14.71	31.25	17.66

$$\text{Taux de fréquence} = (\sum \text{accidents du travail avec arrêt} / \sum \text{heures travaillées}) \times 1000000$$

$$\text{Taux de gravité} = (\sum \text{jours arrêt de travail} / \sum \text{heures travaillées}) \times 1000$$

$$\text{Indice de fréquence} = (\sum \text{accidents du travail avec arrêt} / \text{effectif annuel moyen}) \times 1000$$

Pour l'année 2021, les sociétés DMS et APELEM ont enregistré 2 accidents de travail ayant entraînés des arrêts de travail et 1 accident de trajet, soit une nette diminution par rapport au 31 décembre 2020. En 2021, aucune maladie professionnelle n'a été reconnue.

V. Formation :

- Les politiques mises en œuvre en matière de formation au sein de DMS, d'APELEM et d'AXS Médical.

Intervenant dans un domaine de pointe dans le secteur de hautes technologies le groupe a besoin d'un personnel compétent et qualifié pour pouvoir croître. La formation est un facteur essentiel de progrès pour le Groupe qui consacre annuellement des efforts importants au déploiement de la formation professionnelle interne et externe, et va au-delà de la contribution annuelle obligatoire en matière de formation professionnelle.

VI. Egalité de traitement :

- Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

En tant qu'entreprise multiculturelle, la diversité de nos marchés, zones d'activité et clients trouve aussi écho dans la diversité de nos collaborateurs. Le groupe veille à la mixité culturelle, la parité, la mixité intergénérationnelle, tant au niveau du recrutement, de l'évolution interne, que de l'accès à la formation professionnelle.

En ce sens, l'Index Ega pro calculé sur l'année 2021 affiche un très beau score de 88/100.

- Mesures prise en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées au sein de DMS et d'APELEM.

La politique de développement des ressources humaines s'emploie à favoriser le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés, et à ouvrir l'ensemble des postes à pourvoir au sein du groupe à ce public prioritaire.

Sur l'année 2021, DMS et APELEM ont employé 8 salariés, ainsi qu'un stagiaire bénéficiant de la reconnaissance de travailleur handicapé. De plus, le groupe bénéficie d'une minoration de sa contribution en raison de l'âge des bénéficiaires de ces mesures.

Les contrats passés avec les entreprises de travail adapté bien que permettant de minorer l'éventuelle contribution n'ont pas été comptabilisés.

Au titre de l'exercice 2021, le groupe a rempli ses obligations en matière d'insertion et d'emploi de personnes handicapées.

- La politique de lutte contre les discriminations

Le groupe DMS s'engage :

- à garantir l'égalité de traitement à l'embauche ainsi qu'à toutes les étapes du recrutement ;
- à garantir les mêmes possibilités d'évolution professionnelle par un accès à la formation et un traitement équitable des promotions ;
- à développer les actions en faveur de l'équilibre vie professionnelle, vie familiale et personnelle en réalisant annuellement avec chaque collaborateur les entretiens individuels de progrès qui sont l'occasion de recueillir les souhaits, mais aussi d'identifier d'éventuels problèmes et de proposer les aménagements nécessaires.

VII. La promotion et le respect des stipulations des conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail relatives :

Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective,
A l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession,
A l'élimination du travail forcé ou obligatoire,
A l'abolition effective du travail des enfants,

Concernant la promotion et le respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT, DMS, société française et dont la grande majorité de l'effectif est française, applique le droit français, européen et international.

Les fournisseurs ou sous-traitants du groupe sont également en très large majorité français ou européens et sont soumis aux mêmes obligations.

1.2 INFORMATIONS SOCIALES (APELEM ESPAGNE)

Au 31 décembre 2021, APELEM Espagne comptait 1 salarié masculin de 67 ans comme au 31 décembre 2020.

2 Informations environnementales

a) Politique générale en matière environnementale

- L'organisation de la société pour prendre en compte les questions Environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement

Une charte environnement est mise en place depuis janvier 2010 selon laquelle :

Notre entreprise décidée à mettre en œuvre des pratiques et des valeurs en faveur du respect de l'environnement et du développement durable s'engage à :

- Intégrer des règles environnementales dès la conception du dispositif médical, afin de limiter les consommations de ressources naturelles et la production de rejets et déchets polluants (éco-conception) ;
- Privilégier le recours à des matériaux performants, recyclés et recyclables, dans la mesure où l'état de l'art le permet et dans le respect des règles de sécurité imputables à nos dispositifs médicaux ;
- Favoriser les échanges d'informations et de documents sous forme électronique, en interne via notre réseau informatique et en externe via notre portail Internet et son accès client ;
- Encourager notre personnel à des pratiques favorables à la protection de l'environnement dans ses gestes usuels et professionnels au quotidien ;
- Susciter et promouvoir chez nos clients et partenaires l'adhésion à nos engagements en matière de protection de l'environnement ;
- Assurer le tri, puis la valorisation ou l'élimination adéquate des déchets, dans des conditions respectueuses de l'environnement et de la santé des personnes.
- Travailler ensemble à l'amélioration de nos processus pour réduire au maximum notre impact écologique.

Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement :

Le personnel des départements recherche et développement et bureau d'études est sensibilisé afin de prendre en compte les impacts environnementaux dès la conception des nouveaux produits.

Ainsi un membre du bureau d'étude a suivi une formation auprès du LCIE-Bureau Veritas fin 2011 sur le thème « Normes environnementales et impacts : intégrer l'éco-conception dans le développement de vos produits », Le responsable du service recherche et développement avait également bénéficié de cette formation antérieurement.

La formation et l'information des salariés en matière de protection de l'environnement se traduisent également par un affichage de recommandations pour un usage raisonné des ressources (sensibilisation des services généraux).

Les salariés sont aussi invités à utiliser les bennes de recyclage spécifiques en fonction de la typologie des déchets à évacuer.

- Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

Cf actions de formations évoquées ci-dessus

- Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours

DMS n'a constitué aucune provision en garantie relative à des risques environnementaux, n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation à ce titre ni n'étant impliqué dans aucun litige mettant en jeu sa responsabilité à ce titre.

b) Pollution et gestion de déchets

- Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

Le groupe DMS considère n'avoir aucun rejet affectant gravement l'environnement.

Les produits chimiques, bien qu'étant peu utilisés au regard de notre activité, sont répertoriés, conservés dans une armoire dédiée et sécurisée, et éliminés selon la réglementation en vigueur.

- Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

Prévention

Le processus de conception du Groupe DMS intègre la notion de développement durable, en privilégiant l'utilisation de matériaux recyclés et/ou recyclables. De plus, les systèmes sont conçus pour pouvoir être entièrement démontés en fin de vie, afin de permettre d'en trier tous les éléments et d'effectuer un recyclage des pièces (métal, cartes électroniques, plastique...).

Responsabilité élargie du producteur

Le Groupe DMS a mis en place un système de collecte et de traitement des DEEE afin d'assumer ses responsabilités dans le cadre de la Responsabilité Élargie des Producteurs d'Équipements Électriques et Électroniques définie dans la Directive Européenne 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets

d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et les articles R.543-172 et suivants du Code de l'Environnement.

La collecte et le recyclage des dispositifs médicaux mis sur le marché Français (y compris les DOM et COM) sont financés en reversant une partie du prix de vente à Ecosystem, éco-organisme agréé par les pouvoirs publics pour gérer la fin de vie des équipements électrique et électroniques. Cette adhésion comprend l'enlèvement sur le site de nos clients et également sur le site de production APELEM.

Un reporting annuel est effectué auprès de Ecosystem (nombre d'unités et tonnages d'équipements) qui prend en charge l'ensemble des déclarations au Registre national des Producteurs d'Equipements Electrique et Electronique tenu par l'ADEME.

Gestion des déchets

Les déchets produits par le Groupe DMS sont majoritairement des déchets industriels non dangereux (déchets d'emballage...) et dans une moindre mesure des déchets industriels dangereux (emballages souillés, aérosols, DEEE).

Pour favoriser la recyclabilité ou la valorisation de nos déchets et répondre aux exigences du Code de l'Environnement, un tri sélectif des déchets a été mis en place : des zones sont dédiées et identifiées, l'ensemble du personnel a été sensibilisé et des affichages rappellent les bonnes pratiques de tri.

Afin de maîtriser la gestion de nos déchets, des contrats ont été formalisés avec deux prestataires qui mettent à notre disposition des containers spécifiques pour chaque catégorie de déchet et les acheminent vers des centres de traitements autorisés (spécialisés).

Les produits sont conformes aux exigences de la Directive européenne RoHS du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, applicable depuis juillet 2014 aux dispositifs médicaux.

- La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité

Une étude réalisée par les services de santé au travail a conclu que le niveau sonore à l'intérieur des ateliers ne présentait pas de danger particulier pour les utilisateurs, ni par extension pour les riverains.

Le rayonnement ionisant est le risque le plus élevé qui a été identifié au niveau environnemental.

L'exposition à ce risque trouve son origine dans les activités rayons X de calibration des machines. De nombreuses mesures de sécurité existent : dosimètre mensuel individuel et d'ambiance, marquage des zones de sécurité au sol, signalisation lumineuse pendant les tirs, tabliers, paravents, salles et armoires plombées. Les appareils sont conformes aux normes en vigueur en la matière. Rappelons également que les ostéodensitomètres à rayons X ne sont pas des appareils de radiologie classique : leur émission ionisante de rayons X est, ainsi, environ 100 fois plus faible qu'un appareil de radiologie conventionnel.

De plus, 2 salariés du groupe qualifiés « personnes compétentes en radioprotection » PCR s'assurent que ces risques spécifiques sont correctement identifiés et maîtrisés.

Chaque nouvel entrant au sein des sociétés DMS et Apelem (salarié, stagiaire, intérimaire...) bénéficie à son embauche d'une formation spécifique sur la radioprotection dispensée par l'un des PCR référent, de plus, le livret d'accueil actualisé annuellement est remis le jour de l'intégration et reprend les informations relatives aux risques spécifiques et aux mesures de prévention correspondantes.

Les salariés particulièrement exposés à ce risque sont porteurs de badges de dosimétrie, bénéficient d'une surveillance médicale renforcée et sont titulaires d'une fiche individuelle d'exposition.

c) Utilisation durable des ressources

- La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales
Les bureaux et site de fabrication du Groupe sont implantés en zones urbaines, dans des régions non soumises au stress hydrique. L'eau n'est pas utilisée dans le cycle de production, la consommation totale d'eau est donc non significative.
- La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation

Les développements au sein du groupe DMS visent systématiquement à réduire les poids des produits, ce qui conduit à un gain en termes de matière première utilisée ainsi qu'un allègement des masses à transporter.

Nous sensibilisons également nos salariés à réduire les impressions papier à travers notre charte d'environnement ainsi qu'au recyclage de nos produits.

- La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

Le groupe doit mener une réflexion sur les mesures à prendre pour améliorer l'efficacité énergétique de ses installations, et n'utilise pas à ce jour d'énergies renouvelables.

- L'utilisation des sols

Compte tenu de son activité le groupe DMS n'est pas concerné par ce thème.

d) Changement climatique

- Les rejets de gaz à effet de serre

L'activité industrielle ne génère pas directement de rejets de gaz à effet de serre.

Le groupe DMS a mis en place un système de visioconférence afin de limiter les déplacements routiers et favorise la pratique du télétravail à hauteur de 2 jours par semaine sur les postes télétravaillables.

- L'adaptation aux conséquences du changement climatique

Non applicable : aucun site implanté dans des zones sensibles, sismiques, inondables

e) Protection de la biodiversité Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité

Non applicable : aucun site implanté en zone protégée

3 Informations sociétales

a) Impact territorial, économique et social de l'activité de la société en matière d'emploi et de développement régional sur les populations riveraines ou locales

Les comptes consolidés de l'année 2021 comprennent 31 K€ de charges comptabilisées au titre de la contribution foncière des entreprises, qui seront versées aux collectivités locales.

b) Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines

- Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations et les actions de partenariat ou de mécénat :

Le groupe DMS utilise les services de centres locaux d'aide par le travail (ESAT) qui permettent l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans la vie active.

Le groupe accueille également des stagiaires de tous niveaux en partenariat avec plusieurs établissements d'enseignement.

c) Sous-traitance et fournisseurs

- La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

Le groupe DMS applique des méthodes d'évaluation de ses fournisseurs qui permettent la notation de critères sociaux et environnementaux et invite ses fournisseurs à initier une démarche de qualité environnementale.

Le groupe se conforme aux réglementations en vigueur en matière de risques environnementaux et respecte les directives européennes de réduction des matières dangereuses dans ses composants et ses process.

- L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

Afin de bénéficier de la valeur ajoutée des fournisseurs et sous-traitants sur ses conceptions et améliorer constamment ses produits, DMS favorise les co-développements. Des relations de partenariat se développent, basées sur le respect mutuel des parties.

Les actions de sous-traitance donnent lieu à des transferts de compétences, à des actions de formation des équipes qui permettent de connaître les conditions de production et d'apprécier les bonnes conditions sociales et environnementales de nos partenariats.

Des audits annuels sont réalisés auprès des sous-traitants stratégiques afin de vérifier la qualité des pratiques, le bon niveau de formation des opérateurs et le cadre social des activités.

La recherche systématique de sous-traitants certifiés ISO 9001, ISO 13485, ou dotés de systèmes d'assurance qualité efficaces contribue à une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux. Le groupe DMS assume ses obligations de vigilance à l'égard de ses sous-traitants en matière de travail dissimulé.

d) Loyauté des pratiques

- Les actions engagées pour prévenir la corruption

Les thèmes tels que les conflits d'intérêts, les cadeaux et les invitations seront prochainement formalisés dans les procédures spécifiques au service achats du groupe.

Le groupe a également inclus ces notions dans le livret d'accueil remis à chaque nouveau salarié afin de communiquer sur son engagement pour prévenir la corruption.

- Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

Le groupe DMS ne commercialise pas de produits directement auprès du grand public, mais à travers des distributeurs professionnels, ou à des établissements de santé.

Les équipements commercialisés par le Groupe sont soumis à des tests stricts pour obtenir le marquage CE, ce qui assure la prise en compte de la sécurité des patients et des opérateurs, notamment en termes de respect des doses de radiation et de radioprotection.

Par ailleurs le groupe est soumis aux déclarations de matériovigilance auprès de l'ANSM en France ainsi qu'auprès des autres organismes internationaux.

- Les autres actions engagées, au titre du présent 3°, en faveur des droits de l'homme

Néant

ANNEXE 4 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE (C. COM. ART. L 225-100-1 1 5°)

3.1 OBJECTIFS

Les procédures de gestion des risques, ou de contrôle interne, ont notamment pour objectifs :

- de recenser les risques potentiels qu'ils soient comptables et financiers ou opérationnels et de les évaluer (probabilité d'occurrence, impacts),
- de définir et de mettre en œuvre des actions de maîtrise et de contrôle des risques.

Dans le domaine comptable et financier, les procédures de contrôle les plus importantes (susceptibles d'avoir un impact sur les comptes) visent à maîtriser les processus suivants :

- reconnaissance du chiffre d'affaires
- gestion de trésorerie.

Au niveau opérationnel, les risques potentiels principaux identifiés (processus de vente) sont les suivants :

- dépassement sur les prix de revient des matériels médicaux élaborés (et donc risque de perte financière),
- détection trop tardive d'une non-satisfaction client dans le cadre de la livraison de matériels médicaux.

Les risques opérationnels peuvent être importants du fait de l'importance des commandes, de la nature des matériels livrés (matériel médical) et de la répartition du chiffre d'affaires sur un nombre de clients limités.

3.2 ORGANISATION GENERALE DU CONTROLE INTERNE

3.2.1 Référentiel

La société adopte le cadre de référence pour les VaMPS de l'AMF.

3.2.2 Analyse des facteurs de risques

Les facteurs de risques sont exposés dans le rapport de gestion en section 3.7.

La société n'a pas organisé un service dédié au contrôle interne, chargé d'effectuer des vérifications pour son compte.

Toutefois, le contrôle et la maîtrise des risques liés aux activités de la société reposent principalement sur :

- l'indépendance et la séparation des fonctions entre les personnes chargées de l'engagement des opérations et celles chargées de leur contrôle.
- la mise en place du Comité de Direction qui comprend les responsables des différentes fonctions de la société. Ils traitent de tous les sujets concernant la marche et le fonctionnement de l'entreprise dans ses différents aspects. Chaque membre de ce comité assure le contrôle interne de sa fonction.

Compte tenu de la taille du groupe, la gestion des risques est assurée par la direction générale qui réunit régulièrement le comité de direction réunissant les Directeurs du groupe. Elle passe régulièrement en revue les principaux risques auxquels la société est confrontée et notamment ceux décrits dans le rapport de gestion. La gestion opérationnelle des risques est confiée aux directeurs responsables des activités ressources humaines, industrielles, commerciales et financières.

La taille du groupe permet une communication très régulière entre le Président Directeur Général et les Directeurs.

La direction générale a notamment le souci de s'assurer que les expériences passées soient prises en considération.

La société a également mis en place un ensemble de polices d'assurances destinées à garantir la survenance de sinistres susceptibles de mettre en cause la pérennité de l'entreprise.

Le Système de Management de la Qualité est certifié conformément à la norme ISO 9001:2015 et la norme ISO 13485:2016 (norme complémentaire spécifique aux dispositifs médicaux).

Ses produits répondent aux exigences de la directive européenne 93/42/CEE et aux exigences du règlement européen 2017/745 qui leur sont applicables. Les produits sont certifiés par l'organisme notifié SGS.

3.2.3 Des implantations stratégiques et des moyens mutualisés

En France, le groupe DMS bénéficie d'implantations stratégiques dans les différentes zones géographiques dans les domaines de la distribution et du service après vente soit en direct soit au travers d'accords commerciaux.

En ce qui concerne l'export, le groupe a conclu des accords avec des distributeurs locaux, parfois exclusifs, qui prennent en charge l'installation et le service après vente des produits DMS.

La société mère DMS SA développe à la fois une activité de production et distribution de matériels d'ostéodensitométrie ainsi qu'une activité de centre de services au profit de ses filiales afin de mutualiser les ressources et d'en optimiser l'utilisation.

3.2.4 Procédures de contrôle de l'information comptable et financière

- Contrôle interne – procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière :

La gestion administrative et financière est placée sous l'autorité du Président Directeur général, qui s'appuie pour la finalisation des travaux de clôture des comptes, sur un cabinet d'expertise comptable indépendant (EXCO).

L'équipe financière est responsable de l'établissement des comptes sociaux de la société DMS, des comptes consolidés du groupe et de la mise en place des méthodes, procédures et référentiels comptables et de gestion du groupe et de leurs adaptations aux changements de normes.

Les comptes des filiales sont préparés conformément aux règles et méthodes comptables du groupe, Les comptes consolidés sont préparés conformément aux règles aux normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'union européenne à ce jour.

- Reconnaissance du chiffre d'affaires :

Une analyse juridique approfondie a été menée pour mieux prendre en compte les impacts juridiques des incoterms sur la reconnaissance du chiffre d'affaires. Un lien systématique a été mis en place entre les services commerciaux, logistiques et comptables pour obtenir les informations nécessaires à la reconnaissance du chiffre d'affaires en conformité avec les définitions des transferts de propriété définies par les incoterms.

- Cycle trésorerie :

Le cycle est traditionnellement considéré comme un processus sensible ; ce qui conduit à imposer une organisation avec séparation des tâches.

- Pour le cycle décaissements, les personnes sont différentes pour les tâches suivantes : délivrance d'un bon à payer / émission du titre de paiement / signature du titre de paiement / comptabilisation et rapprochement bancaire / contrôle du rapprochement bancaire.

- Pour le cycle encaissements, les intervenants sont différents pour les tâches suivantes : relance clients / réception des titres de paiement client / remise à l'encaissement, comptabilisation et rapprochement bancaire / contrôle rapprochement bancaire.

Le trésorier du Groupe actualise quotidiennement les décaissements et encaissements réalisés lui permettant d'optimiser les gestions des lignes de trésorerie accordées par les établissements bancaires.

- Contrôle interne – procédures opérationnelles métier :

- Processus vente :

Après validation de la faisabilité d'une affaire tant en terme technique que de délai, le service commercial transmet au client une offre commerciale pour acceptation formelle.

Afin de prévenir le risque d'impayés, une assurance COFACE a été souscrite pour les ventes de la filiale APELEM, dans le cas où une couverture COFACE ne peut être obtenue, le groupe impose généralement l'ouverture préalable d'un crédit documentaire ou exige un paiement intégral avant livraison. Il n'est pas nécessaire de s'assurer contre le risque de change car la majorité des ventes sont libellées en euros.

- Satisfaction clients : Traitement des réclamations et processus d'amélioration continue

Les réclamations clients sont enregistrées et analysées par le Service Après Ventes.

Ces réclamations peuvent porter sur des défauts de fonctionnement, des difficultés de mise en route ou des demandes d'amélioration. En fonction de leur criticité, les réclamations sont classées en demande d'Actions Correctives ou Préventives.

Un comité hebdomadaire réunissant des services Qualité, Développement, Production, Service après ventes et Supply chain se réunit alors pour évaluer les actions à mettre en place.

Ce même comité évalue également toute demande de modifications issues d'idées d'amélioration, de remontées terrain, de réflexions de réduction de coûts, de besoins identifiés du marché, de contraintes réglementaires ou de cas de matériovigilance, répertoriées dans un tableau et évaluées selon leur criticité lors de cette réunion.

La mise en œuvre de ces actions ainsi que leur efficacité sont examinées lors des réunions suivantes.

- Stocks

Chaque demande d'achat ponctuelle n'est traitée qu'après vérification de l'état des stocks concernés. Les commandes cadencées sont basées sur les prévisions commerciales.

Les sociétés du groupe travaillent régulièrement avec les mêmes fournisseurs qu'elles ont préalablement référencés.

Les caractéristiques des pièces constitutives des appareils fabriqués sont définies par le bureau d'études et actualisées, une remise à niveau des pièces en stock peut être effectué par le fournisseur ou en interne. Les stocks font l'objet d'un inventaire physique au moins une fois par an lors de la clôture comptable annuelle.

Un système informatique intégré de type ERP permet une meilleure traçabilité des flux de matériels, et a contribué à l'amélioration des processus d'évaluation des stocks.

- Ressources humaines, recrutement, gestion de la masse salariale :

Les demandes de recrutement sont formulées par les membres du comité de direction dans le cadre des réunions mensuelles. Les arbitrages concernant les évolutions salariales (augmentations, primes...) sont réalisés dans le cadre de réunions spécifiques avec le Président Directeur Général le Directeur Général délégué et la responsable des ressources humaines à l'issue des entretiens annuels de progrès.

Le service Ressources Humaines contrôle le processus de recrutement en étroite collaboration avec le responsable de service concerné, (détermination du profil de poste, diffusion de l'annonce, et sélection des candidats).

Les bulletins de salaires sont établis par un cabinet d'expertise comptable externe. Ils sont ensuite validés et vérifiés par le Service des ressources humaines.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Etats de la situation financière au 31 décembre 2021

ACTIF	en K€	Notes	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois ajusté *	Variation
	Goodwill	Note 4	4 037	4 037	-
	Immobilisations incorporelles	Note 4	8 907	10 085	- 1 178
	Immobilisations corporelles	Note 5	6 062	6 837	- 775
	Impôts différés actifs	Note 23	-	-	-
	Actifs financiers non courants	Note 6	2 824	427	2 397
	Participation dans les entreprises associées	Note 6	1 170	-	1 170
	Autres actifs non courants				-
Total de l'actif non courant			23 000	21 386	1 614
<i>Actif courant</i>					
	Stocks	Note 7	11 887	12 939	- 1 052
	Créances clients	Note 8	6 794	6 524	270
	Autres actifs courants	Note 9	5 174	3 246	1 928
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 10	4 203	1 700	2 503
Total de l'actif courant			28 059	24 409	3 650
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés			1 969	-	1 969
TOTAL DEL'ACTIF			53 028	45 795	7 233

PASSIF	en K€	Notes	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois ajusté *	Variation
	Capital émis	Note 24	19 095	19 095	-
	Prime d'émission		1 345	1 345	-
	Autres réserves		2 163	1 934	229
	Résultat en instance d'affectation		-	-	-
	Résultat de l'exercice		3 875	5 237	1 362
Capitaux propres part du Groupe			18 728	17 137	1 591
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			1 709	24	1 685
Total des capitaux propres			20 437	17 161	3 276
<i>Passif non courant</i>					
	Emprunts à long terme (part >1an)	Note 11	10 028	10 209	- 181
	Impôts différés passifs	Note 23	-	-	-
	Provisions à long terme	Note 12	350	368	- 18
	Autres passifs non courants	Note 13	531	-	531
Total du passif non courant			10 909	10 577	332
<i>Passif courant</i>					
	Fournisseurs et comptes rattachés	Note 14	9 713	7 971	1 742
	Autres créditeurs	Note 14	5 434	5 461	- 27
	Dettes financières (part <1 an)	Notes 10, 11	68	28	40
	Partie courante des emprunts long terme	Note 11	5 775	4 597	1 178
	Impôts exigibles		-	-	-
	Provisions à court terme	Note 12	-	-	-
Total du passif courant			20 990	18 057	2 933
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés			692	-	692
TOTAL DU PASSIF			53 028	45 795	7 233

* Le bilan et le compte de résultat 2020 ont été ajustés de manière

- à intégrer les impacts de la recommandation de l'IFRIC relative au traitement des indemnités de fin de carrière. Le Groupe a appliqué la nouvelle méthode d'étalement des droits relatifs aux engagements retraite préconisée par l'IFRIC de manière rétrospective. Les impacts de ce changement de méthode s'élèvent à 114 K€.
- et à reclasser en résultat des activités abandonnées les produits et charges liés à l'activité Wellness

Etat du résultat global au 31 décembre 2021

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE K€	Notes	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois ajusté *	variation
Activités maintenues				
Produit des activités ordinaires	Note 17	36 961	32 056	4 906
Autres produits	Note 18	3 242	3 159	83
Variation de stocks de produits finis et en cours		-1 757	2 290	-4 047
Marchandises et matières consommées		-23 009	-23 904	896
Frais de personnel	Note 19	-7 590	-8 016	426
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	Note 5	-843	-820	-22
Dotations aux provisions		-227	109	-336
Dépréciation et amortissement des immobilisations incorporelles	Note 4	-1 578	-1 447	-131
Charges externes		-5 644	-5 287	-357
Autres charges	Note 20	-318	-496	178
Résultat opérationnel courant		-763	-2 359	1 595
Résultat sur cession de participations consolidées				
Autres produits et autres charges opérationnels	Note 21	-2 832	-1 006	-1 826
Résultat opérationnel		-3 595	-3 365	-231
Produits financiers		413	76	337
Charges financières		-767	-958	191
Résultat financier	Note 22	-354	-882	528
Résultat avant impôt		-3 949	-4 247	298
Résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues		-3 949	-4 247	298
Impôt sur le résultat	Note 23	0	1	-1
Résultat des ME		-178	0	-178
Résultat des activités abandonnées		-594	-1 288	694
Résultat net consolidé		-4 721	-5 534	813
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-846	-294	-552
Résultat net consolidé-part du groupe		-3 875	-5 241	1 366
Résultat par action revenant aux actionnaires (€/action)				
Résultat de base par action pour le résultat net	Note 25	-0,24	-0,33	
Résultat de base par action pour le résultat des activités maintenues	Note 25	-0,24	-0,33	
Résultat dilué par action pour le résultat net	Note 25	-0,24	-0,33	
Résultat dilué par action pour le résultat des activités maintenues	Note 25	-0,24	-0,33	

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
Résultat net consolidé	- 4 721	- 5 534
Pertes et gains actuariels	17	42
Effet d'impôt		
- Sous-total autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés au compte de résultat	17	42
Écarts de conversion relatifs aux activités en cours de cession	74	-
Écarts de conversion	-	79
- Sous-total autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés au compte de résultat	74	79
Total autres éléments du résultat global	91	37
Résultat global	- 4 813	- 5 497
Dont part du groupe	3 967	5 202
Dont part des intérêts minoritaires	846	295

* Le bilan et le compte de résultat 2020 ont été ajustés de manière

- à intégrer les impacts de la recommandation de l'IFRIC relative au traitement des indemnités de fin de carrière. Le Groupe a appliqué la nouvelle méthode d'étalement des droits relatifs aux engagements retraite préconisée par l'IFRIC de manière rétrospective. Les impacts de ce changement de méthode s'élèvent à 114 K€.
- et à reclasser en résultat des activités abandonnées les produits et charges liés à l'activité Wellness

Variation des capitaux propres consolidés

en K€ - sauf nombre d'actions	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidées	TOTAL PART GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL CAPITAUX PROPRES		
Solde au 1er janvier 2020	16 120 556	19 095	1 345	-	5 667	14 773	183	14 956	
Variation de périmètre (1)					7 566	7 566	136	7 702	
Autres									
Résultat net				-	5 241	-	294	-	5 534
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					38	38	-	1	37
Augmentation de capital									-
Réduction de capital									-
Solde au 31 décembre 2020	16 120 556	19 095	1 345	-	3 304	17 136	24	17 161	
Solde au 1er janvier 2021	16 120 556	19 095	1 345	-	3 304	17 136	24	17 161	
Variation de périmètre (2)					5 558	5 558	2 531	8 089	
Autres									
Résultat net				-	3 875	-	846	-	4 721
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-	91	-		91
Augmentation de capital									-
Réduction de capital									-
Solde au 31 décembre 2021	16 120 556	19 095	1 345	-	1 712	18 728	1 709	20 437	

(1) La ligne « variation de périmètre » en 2020 correspond aux impacts de la cession d'actions Hybrigenics, qui a eu pour conséquence que la participation dans Hybrigenics est passée de 79,67% à 56,53%

(2) La ligne « variation de périmètre » en 2021 correspond

- Au produit de cession d'action Hybrigenics pour 3 491 K€
- Aux actions nouvelles Hybrigenics émises en remboursement des ORA pour 4 597K€
- A la variation de la quote-part des minoritaires conséquence de la baisse du pourcentage de détention du groupe dans le sous-groupe Hybrigenics (de 56,53% au 31/12/2020 à 44.75 % au 31/12/2021) pour -2 530 K€

Tableau de flux de trésorerie

En K€	31/12/2021	31/12/2020
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 4 721	- 5 534
Elimination des éléments non monétaires :		
. Dotations aux amortissements et provisions	3 699	3 131
. Variation des impôts différés	-	1
. Résultat des ME	178	
. Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		
. Résultat de cession d'actifs non courants	166	821
Marge brute d'autofinancement	- 678	- 1 583
Variation des stocks	146	- 3 062
Variation des créances clients	- 285	1 824
Variation des autres créances	- 2 025	741
Variation des dettes fournisseurs	1 758	- 3 320
Variation des autres dettes	1	1 712
Total variation du besoin en fonds de roulement opérationnel	- 405	- 2 105
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (1)	- 1 083	- 3 688
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations et actifs financiers	- 5 881	- 3 084
Cession d'immobilisations et autres actifs non courants (y.c. titres de la société mère)	3 835	
Réduction d'actifs financiers	165	2
Acquisition de titres	- 1 347	
Incidence variation de périmètre		7 703
Subventions d'investissement encaissées	531	
Variation des autres actifs et passifs non courants		
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (2)	- 2 697	4 621
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Versements d'avances conditionnées	685	410
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations de capital en numéraire des filiales souscrites par des tiers hors groupe		
Augmentations de capital en numéraire de la mère		
Nouveaux emprunts et financements	8 448	7 958
Remboursements d'emprunts, avances et financements	- 2 889	- 7 328
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (3)	6 244	1 040
Variation nette de trésorerie (1) + (2) + (3) + (4)	2 464	1 973
Incidence du reclassement de la trésorerie en actifs destinés à être cédés	- 1	
Trésorerie d'ouverture	1 672	- 301
Trésorerie de clôture	4 136	1 672
Variation nette de trésorerie	2 463	1 973

Présentation du tableau de flux de trésorerie : les montants de trésorerie d'ouverture et de clôture s'entendent déduction faite des sommes relatives aux cessions de créances professionnelles (mobilisations de créances). (Cf. note 10)

Les principales variations du besoin en fonds de roulement opérationnel sont présentées hors retraitement IFRS 5 – reclassement des activités abandonnées

En K€	31/12/2021 avant retraitement IFRS 5 (a)	Reclassement des actifs/ passifs destinés à être cédés	31/12/2021 après retraitement IFRS 5	31/12/2020 (b)	Variations de BFR présentées (a) - (b)
Stocks	12 793	- 906	11 887	12 939	- 146
Créances clients	6 809	- 15	6 794	6 524	285
Autres actifs courants	5 271	- 97	5 174	3 246	2 025
Fournisseurs et comptes rattachés	- 9 729	16	- 9 713	- 7 971	- 1 758
Autres créditeurs	- 5 462	28	- 5 434	- 5 461	1
Besoin en fonds de roulement opérationnel	9 683	- 975	8 708	9 277	406

Les variations s'analysent comme suit :

- Une variation de stock de 146 K€ s'expliquant par
 - o une hausse du stock en raison principalement de la hausse de l'activité +1.4 M€
 - o un niveau de stock de produits finis inhabituellement élevé au 31/12/2020 en raison d'une importante commande prévue en livraison sur la fin de l'année et finalement décalée à Q1 2021 (impact -1.5 M€)
- Une hausse du poste client limitée à 0.3 M€ et ce malgré la hausse de l'activité
- Une hausse des autres créances de 2.0 M€ dont
 - o créances de CIR +1 M€ (règlement du CIR 2020 moins rapide qu'en 2019 impact +0.5MEUR et hausse du CIR 2021 de la société Stemcis en raison de la hausse des dépenses de R&D +0.6 M€)
 - o comptes de réserve factor +0.8 M€
- Une hausse des dettes fournisseurs +1.8 M€ en raison principalement de la hausse de l'activité

Les acquisitions d'immobilisation sont principalement composées

- des investissements en R&D de la société Stemcis (1.2 M€) et du pôle imagerie médicale (2.0 M€)
- des BSA Inoviem pour 2.5 M€

Les cessions d'immobilisations sont principalement expliquées par la cession des titres Hybrigenics (3.5M€) et par la cession de la participation d'Hybrigenics SA dans Hybrigenics services (0.2 M€)

Les acquisitions de titres correspondent aux titres Inoviem pour 1.3 M€

Ces investissements ont été réalisés grâce à une subvention de 0.5 M€ et grâce aux nouveaux emprunts et financements contractés au cours de l'exercice

- 5.5 M€ levés dans le cadre du contrat de BEORA Hybrigenics
- 1.7 M€ sur l'activité Imagerie Médicale (0.6 M€ d'avance remboursable, 0.9 M€ de prêt bonifié et 0.2 M€ d'emprunt bancaire)

Pour financer son besoin en fonds de roulement, le groupe a par ailleurs mis en place un contrat de factoring en 2019 dont l'en-cours a augmenté de 1.9 MEUR entre le 31/12/2020 et le 31/12/2021.

Annexe des états financiers consolidés

NOTE 1 **Éléments marquants de l'exercice**

Activités

Au cours de l'année 2021, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 37.0 M€ en augmentation de 15% par rapport à 2020. C'est la troisième année consécutive de hausse du chiffre d'affaires pour le Groupe.

L'activité radiologie qui représente 85% du chiffre d'affaires du groupe s'est particulièrement bien portée avec une croissance de 16% sur l'exercice. Sur cette activité, la société a annoncé la signature de plusieurs partenariats commerciaux notamment avec Fujifilm aux Etats-Unis et sur la zone Afrique - Moyen Orient. La société a également présenté au mois d'octobre, lors des Journées Francophones de la Radiologie, sa nouvelle table de radiologie : la Platinum Néo.

L'activité ostéodensitométrie a connu une année plus mitigée avec un début d'exercice atone, notamment sur les marchés export qui pâtissaient encore des impacts des confinements successifs puis un second semestre de reprise avec une croissance soutenue sur le quatrième trimestre (+23%). Au total sur l'année le chiffre d'affaires de cette branche d'activité est en progression de 8%.

Le chiffre d'affaires de la branche Biotech, constitué essentiellement des ventes des dispositifs Adip'Sculpt de lipofilling (technique chirurgicale d'autogreffe utilisant le tissu adipeux), a enregistré une croissance de 18% sur l'exercice. L'année 2020 avait été particulièrement impactée par l'arrêt de l'activité des chirurgiens plasticiens pendant la période de pandémie.

L'activité Wellness n'a pas pu connaître le développement espéré avec la fermeture des instituts de beauté et centres de bien-être sur la majeure partie de l'exercice.

Rapatriement de production d'ostéodensitométrie à Gallargues-le-Montueux

Le Groupe a rapatrié, au 4^e trimestre 2021, l'ensemble de la production des systèmes d'ostéodensitométrie au sein de sa nouvelle unité de production à Gallargues-le-Montueux. Jusque là-sous-traitée, la ré internalisation de la production de ces appareils constituera un vecteur important d'efficacité opérationnelle et de synergie avec l'activité radiologie.

Pour opérer ce rapatriement, DMS Group a bénéficié d'un prêt de l'Etat d'un montant de 870 K€.

Autres informations

- Au terme d'un contrat de prêts d'actions conclu au cours du premier trimestre 2021, la quote-part de détention de la société Hybrigenics par le Groupe DMS est passée de 56.53% au 31 décembre 2020 à 50.01% au 31 mars 2021. La plus-value constatée à l'occasion de cette opération s'élève à 3.1 M€.
- Le 22 mars 2021, la société Hybrigenics a mis en place une levée de fonds d'un montant maximum de 50 millions d'euros dans le cadre d'un contrat de financement par bons d'émission d'obligations remboursables en actions de la société Hybrigenics. Le Groupe a ainsi émis 20.000 Bons au profit de la société Iris, donnant chacun droit à l'émission d'une Obligation d'une valeur nominale de 2 500 €. Ces obligations sont remboursables en numéraire ou par émission d'actions nouvelles de la société Hybrigenics. (Cf. communiqué de presse du 22 mars 2021).

Sur l'année 2021, la société a ainsi émis 27 479 506 actions en remboursement des obligations émises. La quote-part de détention de la société Hybrigenics par le Groupe DMS est ainsi passée de 50.01% au 31/03/2021 à 44.75% au 31/12/2021.

- Le 16 avril 2021, la société DMS a signé un traité d'apport en nature avec la société ASIT aux termes duquel la société DMS s'est engagé à procéder, sous réserve de la réalisation d'un certain nombre de conditions à un apport en nature d'actions et de comptes courants de la division imagerie médicale au bénéfice d'ASIT (l'« Apport »). L'Apport était conditionné par l'homologation définitive du plan de réorganisation judiciaire d'ASIT.
La Cour d'appel de Liège a confirmé, le 14 septembre 2021, la décision du tribunal de l'entreprise de Liège homologuant le plan de réorganisation d'ASIT biotech.
La réalisation de l'Apport est également soumise à (i) l'obtention de l'approbation des actionnaires de DMS obtenue le 28 décembre 2021, l'approbation des actionnaires d'ASIT ainsi que des autorités de marché compétentes, (ii) l'obtention des rapports des commissaires aux apports et auditeurs ayant pour mission d'apprécier la valeur de l'Apport et l'équité de la rémunération des actifs apportés publiés au mois de décembre 2021, et (iii) la réalisation des opérations préalables de fusion et d'apport de l'activité ostéodensitométrie par DMS à APELEM.
- Au mois de mai 2021, le projet « MC2 » du pôle DMS Imaging a été sélectionné comme lauréat de l'appel à projet du Ministère de l'Industrie « Plan de relance pour l'industrie – secteurs stratégiques ». Ce projet vise à localiser en France la production de solutions mobiles d'imagerie médicale d'urgence afin d'assurer la continuité des soins dans les sites hospitaliers avec plus de flexibilité et sécurité sanitaire. Le montant de la subvention perçue dans le cadre de cet appel à projet s'élève à 50% du coût total du projet soit 2.1MEUR.
- Le 18 mai 2021, la société Hybrigenics a signé un protocole d'investissement avec les actionnaires de la société Inoviem Scientific par lequel elle s'engage
 - à acquérir avant le 30 juin 2021, l'intégralité de la participation détenue par le fonds d'amorçage régional Capital Grand Est au capital de la société Inoviem Scientific, soit une quote-part de détention de 33.29% du capital
 - à souscrire avant le 30 juin 2021, un Bon de Souscription d'Actions Initial (« BSA Initial ») de deux millions d'euros exerçable entre le 1er décembre 2023 et le 15 janvier 2024 et donnant droit à 1.680 actions ordinaires nouvelles de la société Inoviem, émises à la valeur nominale.
 - à souscrire sur demande de la société Inoviem, en une ou plusieurs tranches, et jusqu'au 31 octobre 2023, des Bons de Souscription d'Actions Complémentaires (« BSA Complémentaires ») pour une valeur maximum de trois millions d'euros, exerçables entre le 1er décembre 2023 et le 15 janvier 2024 et donnant droit à maximum 1.680 actions ordinaires nouvelles de la société Inoviem, émises à la valeur nominale.

Si au 1er novembre 2023, la société Inoviem n'avait pas appelé la souscription des BSA Complémentaires à hauteur de 3 millions d'euros, la société Hybrigenics aurait la possibilité de souscrire librement à un BSA pour un montant correspondant au montant qui n'aurait pas été appelé, dans la limite de 3 millions d'euros.

Au terme de ce contrat, si l'ensemble des BSA Initial & Complémentaires sont souscrits et libérés, la société Hybrigenics pourrait détenir jusqu'à 46,60% du capital de la société Inoviem.

- Le 25 juin 2021, dans le cadre de ce protocole d'investissement, il a ainsi été procédé :
 - Au transfert de propriété des 5 589 actions détenues par Cap Innov'Est à Hybrigenics conférant à cette dernière une participation de 33,3% au capital d'Inoviem ;

- A l'émission par la société Inoviem et à sa souscription par la société Hybrigenics, du BSA Initial pour deux millions d'euros.
- Le 02 décembre 2021, dans le cadre de ce protocole d'investissement, il a également été procédé :
 - A l'émission par la société Inoviem et à sa souscription par la société Hybrigenics, d'une tranche de BSA complémentaire pour cinq cent mil euros.

Evolution du périmètre de consolidation

Consécutivement aux cessions puis émissions d'actions Hybrigenics intervenues au cours de l'exercice, la quote-part de détention par le Groupe DMS est passé de 56,53% au 31 décembre 2020 à 44.75% au 31 décembre 2021.

La société Hybrigenics a acquis au 25 juin 2021, 33.3% de la société Inoviem qui a été consolidé dans les comptes du groupe selon la méthode de mise en équivalence.

Au cours du troisième trimestre 2021, la société Hybrigenics Pharma Incorporated a été liquidée.

Ajustements comptabilisés au 31 décembre 2020

Le bilan et le compte de résultat 2020 ont été ajustés de manière

- à intégrer les impacts de la recommandation de l'IFRIC relative au traitement des indemnités de fin de carrière. Le Groupe a appliqué la nouvelle méthode d'étalement des droits relatifs aux engagements retraite préconisée par l'IFRIC de manière rétrospective. Les impacts de ce changement de méthode s'élèvent à 114 K€.
- et à reclasser en résultat des activités abandonnées les produits et charges liés à l'activité Wellness. Cet ajustement destiné à rendre plus lisible les comparatifs 2020 a été réalisé au niveau du compte de résultat mais pas dans le bilan d'ouverture.

Les ajustements sont présentés ci-dessous :

ACTIF	en K€	31/12/2020 12 mois publié	Impact modification IAS 19R	Reclassement activités abandonnées	31/12/2020 12 mois ajusté *
Goodwill		4 037	-		4 037
Immobilisations incorporelles		10 085	-		10 085
Immobilisations corporelles		6 837	-		6 837
Actifs financiers non courants		427	-		427
Autres actifs non courants		-	-		-
Total de l'actif non courant		21 386	-		21 386
<i>Actif courant</i>					
Stocks		12 939	-		12 939
Créances clients		6 524	-		6 524
Autres actifs courants		3 246	-		3 246
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 700	-		1 700
Total de l'actif courant		24 409	-		24 409
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés		-	-		-
TOTAL DEL'ACTIF		45 795	-		45 795

PASSIF en K€	31/12/2020 12 mois publié	Impact modification IAS 19R	Reclassement activités abandonnées	31/12/2020 12 mois ajusté *
Capital émis	19 095	-	-	19 095
Prime d'émission	1 345	-	-	1 345
Autres réserves	1 820	114	-	1 934
Résultat de l'exercice	5 237	-	-	5 237
Capitaux propres part du Groupe	17 023	114		17 137
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	24			24
Total des capitaux propres	17 047	114		17 161
<i>Passif non courant</i>				
Emprunts à long terme (part >1an)	10 209	-	-	10 209
Provisions à long terme	482	-	114	368
Total du passif non courant	10 691	-	114	10 577
<i>Passif courant</i>				
Fournisseurs et comptes rattachés	7 971	-	-	7 971
Autres crédettes	5 461	-	-	5 461
Dettes financières (part <1 an)	28	-	-	28
Partie courante des emprunts long terme	4 597	-	-	4 597
Total du passif courant	18 057	-	-	18 057
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	-	-	-	-
TOTAL DU PASSIF	45 795	-	-	45 795

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE K€	31/12/2020 12 mois publié	Impact modification IAS 19R	Reclassement activités abandonnées	31/12/2020 12 mois ajusté *
Activités maintenues				
Produit des activités ordinaires	32 193	-	-	32 056
Autres produits	3 235	-	-	3 159
Variation de stocks de produits finis et en cours	2 371	-	-	2 290
Marchandises et matières consommées	24 105	-	-	23 904
Frais de personnel	8 693	-	-	8 016
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	855	-	-	820
Dotations aux provisions	84	-	-	109
Dépréciation et amortissement des immobilisations incorporelles	1 828	-	-	1 447
Charges externes	5 473	-	-	5 287
Autres charges	496	-	-	496
Résultat opérationnel courant	3 570	-	1 211	2 359
Résultat sur cession de participations consolidées				
Autres produits et autres charges opérationnels	1 006	-	-	1 006
Résultat opérationnel	4 576	-	1 211	3 365
Produits financiers	76	-	-	76
Charges financières	1 035	-	-	958
Résultat financier	959	-	77	882
Résultat avant impôt	5 535	-	1 288	4 247
Résultat de l'exercice relatif aux activités maintenues	5 535	-	1 288	4 247
Impôt sur le résultat	1	-	-	1
Résultat des ME	-	-	-	-
Résultat des activités abandonnées	-	-	-	1 288
Résultat net consolidé	5 534	-	-	5 534

Événements postérieurs à la clôture, activité de l'exercice et perspectives

- Le 12 janvier 2022, la société DMS a annoncé la cession de son activité Wellness à la société CES Management SA, actionnaire majoritaire de la société suisse BEBO Health, spécialisée dans la distribution de produits innovants et exclusifs dédiés à la santé, au sport et au bien-être. DMS Wellness commercialisait notamment la solution Celliss, équipement haut de gamme pour les soins du corps dédié aux traitements amincissants et anticellulite. La rémunération de cette opération a été réalisée en numéraire et en titres. Les actifs et passifs et produits et charges relatifs à l'activité Wellness ont été reclassés au bilan et compte de résultat en « activité destinée à être cédée »
- Le 24 janvier 2022, les activités Ostéodensitométrie des sociétés DMS et Medilink ont été transférées à la société Apelem par voie d'apport partiel d'actifs. Ces deux opérations de

restructuration interne ont été réalisées avec une date d'effet comptable et fiscale au 1^{er} janvier 2022. A l'issue de cette opération, la société DMS n'exerce plus d'activité commerciale mais une activité de holding. Elle gère ainsi les participations détenues dans les activités d'imagerie médicale via sa filiale DMS Imaging (ex-ASIT) et les activités biotech via sa filiale Hybrigenics.

- Le 24 janvier 2022, la société DMS a annoncé la clôture de l'opération d'apport de DMS Imaging, division imagerie médicale du groupe DMS, à la société ASIT Biotech, initiée le 11 janvier 2021 via la signature d'un préaccord de partenariat.

Dans ce contexte, deux augmentations de capital ont eu lieu :

- Certains créanciers ont apporté leurs créances à la société Asit Biotech de sorte que le capital est passé dans un premier temps de 17 076 221,76 € à 21 071 856,50 €.

puis, la contribution en nature de DMS Group à Asit Biotech a eu lieu. Celle-ci comprenait :

- 100% des titres émis par AXS Medical ;
- 100% des titres émis par APELEM, en ce compris indirectement ses filiales et l'activité ostéodensitométrie apportée préalablement par DMS à APELEM ;
- 100% des actions émises par MEDILINK ; et
- les comptes courants détenus par DMS Group sur les filiales de la division imagerie médicale.

En conséquence, le capital de la société Asit Biotech est passé de 21 071 856,50 € à 66 071 856,50 €, désormais détenu à 88,33% par DMS Group. Dans le cadre de cette transaction, la société Asit Biotech SA a changé de nom pour devenir DMS Imaging SA. L'objet social a également été adapté aux nouvelles activités de l'entreprise (cf. communiqué du 25 janvier 2022).

Les nouvelles actions émises dans le cadre de l'opération d'apport vont faire l'objet d'une demande d'admission sur les marchés Euronext Growth à Bruxelles et à Paris. Cette admission ne pourra intervenir qu'après l'obtention d'un visa de la FSMA (Financial Services and Markets Authority - autorité de contrôle du secteur financier belge) sur le Prospectus d'admission en cours de préparation. Ce prospectus, présentant notamment les comptes annuels 2021 de DMS Imaging (ex-Asit Biotech) ainsi qu'une vision proforma, sera déposé auprès de la FSMA dans les prochaines semaines pour instruction.

- Le 1^{er} mars 2022, la société Diagnostic Medical Systems (Euronext Paris - FR0012202497) a annoncé le transfert de la cotation des titres de la société sur le marché Euronext Growth Paris. La demande d'admission des titres de la société sur le marché Euronext Growth Paris a été approuvée par le Comité des Admissions d'Euronext le 25 février 2022. Le transfert sera effectif à compter de l'ouverture des marchés d'Euronext à Paris le 3 mars 2022. Ce transfert sur le marché Euronext Growth Paris vise à permettre à DMS d'être coté sur un marché plus approprié à la taille de la société (voir communiqué de presse du 01 mars 2022)
- Exposition des activités en Russie, Ukraine et Biélorussie : le chiffre d'affaires réalisé en Russie, Ukraine et Biélorussie était de 1,5 M€ en 2021, représentant 4% du chiffre d'affaires du dernier exercice (37 M€). DMS Group n'a pas de site de production ni de salarié exposé sur cette zone, et ne réalise aucun achat direct avec des fournisseurs dans ces pays.

NOTE 2- Principes comptables

Information générale et déclaration de conformité avec les normes IFRS

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en application des règles d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des normes comptables internationales IFRS de l'IASB telles qu'adoptées au 31 décembre 2021 dans l'Union Européenne.

Les présents comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société DMS en date du 29 avril 2022. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale, au plus tard le 30 juin 2022.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

Principes généraux et normes comptables

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne à la date d'arrêt. Ces normes comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations disponibles sur le site de l'Union européenne : https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002_fr.

Les comptes consolidés suivent les mêmes règles et méthodes comptables que celles adoptées pour les comptes consolidés établis au 31 décembre 2020, à l'exception des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2021 et qui n'avaient pas été anticipés par le Groupe :

	Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE attendue (au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
1	Amendment to IFRS 4 – deferral of IFRS 9	01/01/2021	01/01/2021
2	Interest rate benchmark reform – Phase 2 Amendments to IFRS9, IAS39, IFRS7, IFRS4 and IFRS16	01/01/2021	01/01/2021
3	Amendments to IFRS 16 Leases: Covid-19-Related Rent Concessions beyond 30 June 2021	01/04/2021	01/01/2021

Ces amendements n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes 2021.

Par ailleurs, le Groupe a appliqué la nouvelle méthode d'étalement des droits relatifs aux engagements retraite préconisée par l'IFRIC de manière rétrospective. Les impacts de ce changement de méthode s'élèvent à 114 K€.

Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables après 2021 et non anticipés par le Groupe :

	Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
1	Amendments to IFRS 10 and IAS 28: Sale or Contribution of Assets between an Investor and its Associate or Joint Venture Effective date of amendments to IFRS10 and IAS 28	<i>Reportée sine die</i>	<i>Suspendu</i>
2	IFRS 17 Insurance contracts	1/01/2023	1/01/2023
3	Amendments to IAS 1: Classification of Liabilities as Current or Non-current	1/01/2023	NC
4	Amendments to IAS 16: Property, Plant and Equipment— Proceeds before Intended Use	1/01/2022	01/01/2022
5	Amendments to IAS 37: Onerous Contracts—Cost of Fulfilling a Contract	1/01/2022	01/01/2022
6	Annual Improvements to IFRS 2018-2020	1/01/2022	01/01/2022
6.1	IFRS 9 : Fees in the '10 per cent' Test for Derecognition of Financial Liabilities		
6.2	Illustrative Examples accompanying IFRS 16 Leases: lease incentives		
6.3	IAS 41: Taxation in Fair Value Measurements		
7	Amendments to IAS 1 [et IFRS Practice Statement 2]: Disclosure of Accounting Policies	01/01/2023	NC
8	Amendments to IAS 8 : Definition of Accounting Estimates	01/01/2023	NC
9	Amendments to IAS 12 Income Taxes: Deferred Tax related to Assets and Liabilities arising from a Single Transaction	01/01/2023	NC

Les analyses des incidences de l'application de ces normes et amendements sont en cours.

Continuité d'exploitation

Le résultat net consolidé au 31 décembre 2021 s'élève à -3 875 K€, et le niveau de trésorerie nette s'élève à 4 136 K€.

Les comptes ont été arrêtés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation. Compte tenu du plan de trésorerie estimé pour l'année 2022, des lignes de financement déjà en cours (levée de fonds Hybrigenics, subvention MC2) et de la trésorerie disponible à la clôture, le groupe estime qu'il devrait disposer des fonds nécessaires au financement de son activité au cours des 12 prochains mois.

Il a cependant initié plusieurs demandes de financement complémentaires afin de financer les nouveaux investissements qu'il souhaite mettre en œuvre sur les prochains mois et son besoin en fonds de roulement dans un contexte d'approvisionnement tendu.

Il pourrait par ailleurs être impacté négativement en cas de ralentissement de l'activité ou tout autre événement exogène non intégré dans le prévisionnel.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers requiert l'utilisation d'estimations. Les estimations et hypothèses élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur les provisions pour dépréciation des stocks, pour créances clients, pour retraites, la durée du cycle de vie des produits, les risques fiscaux, les litiges, ou toute autre provision pour risque, la valorisation des écarts d'acquisition, la valorisation des actifs incorporels notamment l'activation des frais de R&D et leur durée de vie estimée. Les montants définitifs pourraient différer de ces estimations.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses revêt une importance particulière, principalement pour :

- La valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité (Note 4) ;
- Le crédit d'impôt recherche (Note 18) ;
- Les provisions pour dépréciation des clients et stocks (Note 7 et 8)
- Les provisions pour risques et charges (Note 12)

Les hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes qui peuvent se révéler dans le futur, différentes de la réalité.

Principes comptables et principes de consolidation

Méthodes de consolidation :

La plupart des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation étant actuellement contrôlées de manière exclusive directement ou indirectement par la société mère, ces filiales sont consolidées par intégration globale.

Seule la société Inoviem, sur laquelle le groupe n'exerce qu'une influence notable, est consolidée selon la méthode de mise en équivalence.

Elimination des transactions intragroupes :

Tous les soldes et transactions intra-groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intragroupes, sont totalement éliminés à l'exception des transactions effectuées avec la société Inoviem consolidée par la méthode de la mise en équivalence.

Les comptes consolidés du Groupe DMS au 31 décembre 2021 intègrent les comptes des sociétés suivantes :

Société	Forme Juridique	Pays	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société mère	
					Direct	Indirect
DMS	S.A.	France	389 873 142	Société mère	N/A	N/A
APELEM	S.A.S.	France	319 996 146	Filiale	100%	
MEDILINK	E.U.R.L.	France	389 288 044	Filiale	100%	
APELEM Espagne	S.A.	Espagne		Filiale		51% (1)
DMS WELLNESS	Ltd	Hong Kong		Filiale	100%	
STEMCIS	S.A.S.	France	504 934 050	Filiale		44,75% (3)
ADIP'SCULPT	S.A.S.	France	492 446 091	Filiale		44,75% (3)
HYBRIGENICS	S.A	France	415 121 854	Filiale	44,75% (3)	
INOVIE M	S.A.S.	France	535 375 588	Filiale		14,92% (3)
LPA CORP	S.A.S.	France	537 869 927	Filiale	50,09% (2)	
AXS Medical	S.A.S.	France	519 753 990	Filiale	100%	

- (1) APELEM Espagne est détenue à 51% par APELEM SAS (France), le groupe détient donc un pourcentage d'intérêt de 51% dans APELEM Espagne.
- (2) Suite au démarrage de la commercialisation du produit CELLISS en 2018, la filiale LPA CORP qui était non consolidée jusqu'au 31 décembre 2017 a été intégrée au périmètre de consolidation à compter du 1^{er} janvier 2018.
- (3) DMS détenait 44.75% du capital d'Hybrigenics au 31 décembre 2021 suite aux cessions d'actions et émissions d'actions nouvelles intervenues sur l'exercice.

Hybrigenics détient 100% du capital de STEMCIS et 33.3% du capital d'Inoviem

STEMCIS détient quant à elle 99,92% du capital d'ADIP'SCULPT

Conformément aux normes IFRS 10 (Etats financiers consolidés), les filiales présentées ci-avant (à l'exception d'Inoviem) sont considérées sous contrôle de la société mère et consolidées à ce titre.

Entreprises exclues du périmètre de consolidation

- La société APELEM KOREA était consolidée jusqu'au 31 décembre 2019. Elle est sortie du périmètre en 2020 par suite de la mise en liquidation de la société.
- La société Russe « SPECTRAP » détenue à 33% par APELEM est exclue du périmètre de consolidation. Le groupe ne possède pas d'influence notable sur cette société dans la mesure où elle n'exerce aucune fonction de direction ou d'administration. La valeur des titres de cette filiale comptabilisée au bilan de la société APELEM s'élève à 31 K€. Une mise en équivalence n'aurait pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe DMS.

Les derniers éléments chiffrés disponibles sont les suivants :

- Chiffre d'affaires 2020 : 487 K€
- Résultat 2021 : perte de 4 K€
- Total bilan 2020 : 583 K€

NOTE 3 Information sectorielle

Principe comptable

L'information sectorielle du Groupe, depuis l'application d'IFRS 8 au 1er janvier 2009, est présentée selon les données de gestion fournies en interne à la Direction pour le pilotage des activités, la prise de décision et l'analyse de la performance des activités.

Les informations de gestion fournies à la Direction sont établies conformément aux normes IFRS utilisées par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Le Groupe est organisé autour de 3 secteurs opérationnels :

- DMS Imaging (Imagerie médicale) : Radiologie, Ostéodensitométrie et Modélisation 3D
- DMS Wellness : fabrication et commercialisation de l'appareil CELLISS, activité regroupée au sein des filiales DMS Wellness LTD et la branche d'activité Wellness de DMS SA
- DMS Biotech (Sous-Groupe Hybrigenics) : ventes de kits de Lipofilling et recherche en médecine régénérative

Comme en 2020, les charges et produits relatifs aux activités de Holding ont également été isolés car non imputables à un secteur opérationnel en particulier.

31/12/2021	DMS Holding	DMS Imaging	DMS Wellness	DMS Biotech	Total
Chiffres d'affaires total	-	36 270	-	691	36 961
Résultat opérationnel courant	- 951	260	-	- 72	- 763
Autres produits et charges opérationnels	- 1 378	- 230	-	- 1 223	- 2 831
Résultat opérationnel	- 2 329	30	-	- 1 295	- 3 594
Résultat financier consolidé	- 47	- 271	-	- 37	- 354
Charge d'impôt consolidée	-	-	-	-	-
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	- 178	- 178
Résultat des activités abandonnées	-	-	- 594	-	- 594
Résultat net consolidé	- 2 376	- 241	- 594	- 1 509	- 4 721
Actifs sectoriels	85	14 184	-	8 730	22 999
Actifs sectoriels destinés à être cédés	-	-	875	-	875

EBITDA	- 951	2 472	-	359	1 880
---------------	--------------	--------------	----------	------------	--------------

31/12/2020 ajusté *	DMS Holding	DMS Imaging	DMS Wellness	DMS Biotech	Total
Chiffres d'affaires total	-	31 468	-	587	32 055
Résultat opérationnel courant	- 893	- 892	-	- 573	- 2 358
Autres produits et charges opérationnels	-	- 968	-	- 39	- 1 006
Résultat opérationnel	- 893	- 1 860	-	- 612	- 3 364
Résultat financier consolidé	- 529	- 301	-	- 52	- 883
Charge d'impôt consolidée	-	-	-	1	1
Résultat des activités abandonnées	-	-	- 1 289	-	- 1 289
Résultat net consolidé	- 1 422	- 2 161	- 1 289	- 663	- 5 534
Actifs sectoriels y compris actifs destinés à être cédés	-	14 593	1 103	5 690	21 386

EBITDA	- 882	1 308	-	- 399	26
---------------	--------------	--------------	----------	--------------	-----------

* ajusté avec le reclassement des produits et charges liés à l'activité wellness en résultat des activités abandonnées avec le reclassement de certaines charges de personnel de l'activité wellness à l'activité Imaging et avec le reclassement des charges financières liées au bail de Gallargues de Holding à Imaging (transfert de bail)

Les données ci-dessus sont évaluées selon les mêmes principes que ceux utilisés pour les états financiers consolidés. Les actifs sectoriels sont constitués de l'ensemble des actifs non courants par activité.

Information relative aux produits des activités ordinaires ventilés par zone géographique

	31/12/2021	31/12/2020 ajusté
Afrique	1 264	904
Amérique du Nord et du Sud	2 357	1 466
Asie	2 131	4 104
Europe	29 506	23 495
Moyen Orient	1 262	1 729
Océanie	440	357
TOTAL	36 961	32 055

Information relative aux actifs non courants

La répartition des actifs non courants du Groupe entre ceux situés en France et ceux situés à l'étranger est la suivante :

En K€	France	Etranger	Total au 31/12/2021
Actifs non courants	23 000	-	23 000

En K€	France	Etranger	Total au 31/12/2020
Actifs non courants	21 369	17	21 386

NOTE 4 Immobilisations incorporelles et goodwill

Principe comptable

Frais de Recherche et développement :

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges. Les dépenses de développement sont comptabilisées en immobilisations incorporelles quand l'ensemble des critères d'IAS38 sont remplis et notamment lorsqu'elles portent sur des projets identifiables et que ces projets présentent une faisabilité technique et des perspectives commerciales.

Les frais de développement immobilisés sont à la fois des frais engagés en interne, coûts de personnel, et des frais externes (sous-traitance à des laboratoires...). Les frais de développement sont amortis sur leur durée d'utilité qui est dans la plupart des cas estimée de 3 ans à 5 ans, à compter de la commercialisation des projets.

Brevets, concessions et licences :

Les brevets, concessions et licences sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et sont amortis sur leur durée de vie (généralement 3 ans pour les licences et 10 pour les brevets).

Regroupement d'entreprises et reconnaissance des goodwill :

La norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, prévoit en principe un retraitement rétrospectif de toutes les acquisitions de sociétés (business combinations) antérieures à la date de transition. Pour des raisons pratiques, le Groupe DMS a utilisé l'option offerte par la norme IFRS 1, Première adoption des normes IFRS, de ne pas appliquer le retraitement rétrospectif aux acquisitions antérieures à la date de transition. Cela concerne l'écart d'acquisition de la filiale APELEM.

Ainsi, pour cette société acquise, le montant de l'écart de première consolidation selon les normes IFRS le jour de l'acquisition de la société par DMS est le même que celui qui avait été calculé dans les principes comptables français.

Goodwill

A la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût qui représente l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs.

Après la date d'acquisition le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. La dépréciation éventuelle d'un goodwill est déterminée par rapport à la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle le goodwill a été affecté.

Les goodwills identifiés ont été affectés aux UGT suivantes :

- l'UGT APELEM (secteur opérationnel de l'imagerie médicale)
- l'UGT STEM CIS (secteur opérationnel de la Biotech)
- l'UGT AXS MEDICAL (secteur opérationnel de l'imagerie médicale)

Le Groupe DMS estime, sur la base d'événements raisonnablement prévisibles à ce jour, qu'il n'y a pas lieu de constater de perte de valeur complémentaire sur le montant des goodwill présentés au bilan, mais que d'éventuels changements allant au-delà des hypothèses de sensibilité décrites ci-après pourraient induire une insuffisance des valeurs recouvrables par rapport aux valeurs comptables.

Test de dépréciation :

Les valeurs comptables des actifs (à durée de vie déterminée ou indéterminée) ou groupe d'actifs (UGT) sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation.

Conformément à IAS 36, une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable.

Valeur recouvrable

La valeur recouvrable d'un actif qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est basée sur l'actualisation de flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

Pertes de valeur

Les pertes de valeur minorent le résultat de l'exercice, au cours duquel elles sont constatées. Les pertes de valeur comptabilisées les années précédentes sont reprises, lorsque l'on constate un changement dans les estimations utilisées.

La valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur n'excède jamais la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

Les pertes de valeur sont réparties en réduction de la valeur comptable des actifs de l'unité (ou du groupe d'unités) dans l'ordre suivant : tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT (au groupe d'UGT) et ensuite, des autres actifs de l'unité (ou du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité (le groupe d'unités).

Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill est considérée comme définitive.

Les immobilisations incorporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

Valeurs brutes (K€)	31/12/2021			31/12/2020		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Concessions, brevets, licences	4 024	3 415	609	4 085	3 303	782
Frais de R&D	21 548	13 388	8 161	21 960	12 837	9 123
Goodwill	6 838	2 800	4 038	6 838	2 800	4 038
Autres actifs incorporels	201	64	138	225	45	180
TOTAL	32 612	19 667	12 945	33 108	18 985	14 123

La variation des immobilisations incorporelles brutes est la suivante :

Valeurs brutes (K€)	Solde d'ouverture	Reclasseme nt IFRS 5	Acquisitions	Diminutions	Clôture
Concessions, brevets, licences	4 085	- 170	110		4 024
Frais de R&D	21 960	- 1 960	2 928	1 381	21 548
Goodwill	6 838				6 838
Autres actifs incorporels	225	- 73	166	117	201
TOTAL	33 108	- 2 203	3 204	1 497	32 612

Les 1 381 K€ en diminution sur les frais de R&D correspondent principalement à la décision d'arrêt de projets de développement sur la filiale Stemcis pour 1 118 K€.

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

Amortissements & Dépréciation (K€)	Solde d'ouverture	Reclasseme nt IFRS 5	Dotations	Reprise	Clôture
Concessions, brevets, licences	3 303	- 17	129		3 414
Frais de R&D	12 837	- 1 369	3 110	1 191	13 388
Goodwill	2 800				2 801
Autres actifs incorporels	45	- 6	24		64
TOTAL	18 985	- 1 392	3 263	1 191	19 667

Les goodwills au 31 décembre 2021 s'analysent comme suit :

Goodwill en K€	Valeurs brutes au 31 décembre 2021	Pertes de Valeurs	Valeurs nettes au 31 décembre 2021
Goodwill APELEM	3 774	2 800	974
Goodwill AXS	893		893
Goodwill STEM CIS	2 171		2 171
TOTAL	6 838	2 800	4 037

Aucune variation n'a été enregistrée sur l'exercice.

Goodwill APELEM et AXS

Le secteur opérationnel DMS Imaging, subdivisé en 3 UGT (Ostéodensitométrie, Radiologie, et Modélisation 3D), a été évalué récemment dans le cadre de l'apport partiel d'actifs de la division DMS Imaging de DMS à ASIT Biotech finalisée en janvier 2022, et cette évaluation a fait l'objet d'un rapport du commissaire aux apports.

L'évaluation du secteur opérationnel est basée sur une approche multicritère avec la mise en œuvre des méthodes de valorisation suivantes :

- la méthode des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flows),
- la méthode des comparables boursiers (sociétés cotées comparables),
- la méthode des transactions comparables.

La méthode des flux de trésorerie actualisés est basée sur les hypothèses principales suivantes :

- prévisions de flux de trésorerie sur une période de 3 ans extrapolés jusqu'en 2036
- un plan d'affaires tenant compte du développement des nouveaux partenariats commerciaux et de l'accroissement de marge commerciale compte tenu des projets de R&D en cours
- un taux d'actualisation de 8.4 % calculé comme suit :

Key assumptions - WACC	
Unlevered beta	0.73
Levered beta	1.07
Market risk premium	8.6%
Further premium	3.0%
Risk free rate	0.3%
Debt margin	200bp
Tax rate	26.5%
Target debt ratio D/(D+E)	38.6%
Target debt to equity	63.0%
WACC	8.4%

Les valeurs respectives des UGT au sein du secteur opérationnel DMS Imaging ont été calculées en fonction de leur contribution à la marge brute du secteur.

Sur la base de ces hypothèses aucune dépréciation n'est à constater sur les goodwills APELEM et AXS au 31 décembre 2021.

Sensibilités :

Des tests de sensibilité ont été effectués, ils mènent à la même conclusion.

Compte tenu des calculs de sensibilité, une variation de plus ou moins un point de la WACC ou du perpetual growth rate n'aurait pas pour conséquence de déprécier les goodwill.

De même, une variation de plus ou moins 5 points de la croissance prévisionnelle du revenu n'aurait pas pour conséquence de déprécier les goodwill.

Goodwill STEM CIS

L'évaluation de l'UGT STEM CIS est basée sur la méthode des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flows). La méthode des comparables boursiers (sociétés cotées comparables) a été écartée en raison de la difficulté à trouver un panel comparable.

La méthode des flux de trésorerie actualisés est basée sur les hypothèses principales suivantes :

- prévisions de flux de trésorerie sur une période de 5 ans
- un plan d'affaires tenant compte des certifications obtenues en 2021 et des homologations en cours dans divers pays
- Un développement des réseaux de distribution avec un plan commercial et marketing
- un taux d'actualisation de 10.06 % calculé comme suit :

Au 31 décembre 2021	
Taux sans risque	0.03%
Beta	1.09
Prime de marché	7.66%
Prime spécifique	7.50%
Coût des fonds propres	15.88%
Taux sans risque	0.03%
Spread moyen	2.58%
Coût de la dette avant impôt	2.61%
Economie d'IS normatif	0.00%
Coût de la dette après impôt	2.61%
D/(D+E)	44%
E/(D+E)	56%
CMPC	10.06%

Sur la base de ces hypothèses aucune dépréciation n'est à constater au 31 décembre 2021.

Sensibilités :

Des tests de sensibilité ont été effectués, ils mènent à la même conclusion.

Frais de R&D

Les frais de R&D se ventilent comme suit par activité :

Frais de R&D (K€)	DMS Imaging	DMS Wellness	DMS Biotech	Total
Brut Ouverture	16 067	1 925	3 970	21 960
Reclassement IFRS 5	-	1 960	-	1 960
Acquisition	1 771	36	1 121	2 928
Diminution	-	263	-	1 381
Brut clôture	17 575	0	3 973	21 548
Amortissements ouverture	10 587	953	1 297	12 837
Reclassement IFRS 5	-	1 369	-	1 369
Dotation	1 130	416	1 564	3 110
Reprise	-	73	-	1 191
Amortissement clôture	11 644	0	1 743	13 387
TOTAL FRAIS DE R&D	5 931	0	2 230	8 161

NOTE 5 Immobilisations Corporelles

Principe comptable

Valeurs brutes et amortissements :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluation en juste valeur.

L'amortissement est calculé selon les méthodes linéaire sur la durée d'utilité de l'actif soit :

- Constructions 10 à 33 ans
- Matériel et outillage industriel 3 à 10 ans
- Agencements, aménagements, installations 7 à 10 ans
- Matériel de transport 1 à 4 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 à 10 ans
- Mobilier 10 ans

Par ailleurs, le Groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1er janvier 2019 qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir en annexe relatifs aux contrats de location et requiert que les preneurs comptabilisent leurs contrats de location en vertu d'un modèle unique directement au bilan.

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs locatifs sont les suivantes :

- a) Bail concernant les locaux situés à Gallargues-le-Montueux
 - Durée : La durée retenue par le Groupe est la durée non résiliable prévue contractuellement, soit 12 ans. Un renouvellement pour une durée de 9 ans, résiliable par périodes triennales, est prévu au contrat. Cependant, compte tenu de la possibilité pour le Groupe de ne pas renouveler le bail à l'issue des 12 ans, le renouvellement d'une durée de 9 ans n'a pas été retenu dans les calculs.
 - Taux d'actualisation : 3%, taux que pourrait obtenir le Groupe pour un financement d'une durée et d'un montant similaire.
 - Amortissement sur 12 ans.
- b) Autres contrats de location

- Durées : La durée retenue par le Groupe pour chaque contrat est la durée résiduelle au 01/01/2019, ou durée du contrat à la date de prise d'effet pour les contrats démarrés après le 01/01/2019. Concernant les baux commerciaux, la durée retenue est la durée maximale du bail en cours (en tenant compte de la possibilité de rupture anticipée lorsque cette dernière est considérée comme fortement probable).
- Taux d'actualisation : 1,85%, soit le dernier taux obtenu par le Groupe pour un endettement bancaire sur une durée similaire.
- Amortissement sur la durée des contrats.

Dépréciation d'actifs :

Les valeurs comptables des actifs (à durée de vie déterminée ou indéterminée) sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation.

Conformément à IAS 36, une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable.

Valeur recouvrable

La valeur recouvrable d'un actif qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est basée sur l'actualisation de flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

Pertes de valeur

Les pertes de valeur minorent le résultat de l'exercice, au cours duquel elles sont constatées. Les pertes de valeur comptabilisées les années précédentes sont reprises, lorsque l'on constate un changement dans les estimations utilisées.

La valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur n'excède jamais la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

Les immobilisations corporelles brutes et leurs amortissements se décomposent comme suit :

(K€)	31/12/2021			31/12/2020		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Droit d'utilisation des actifs corporels	6 295	1 003	5 292	6 271	436	5 835
Constructions	0	0	0	1 013	1 010	3
Matériel et outillage	1 614	1 339	275	1 792	1 274	518
Agencements et autres	1 243	748	495	1 218	737	481
TOTAL ACTIFS CORPORELS	9 152	3 090	6 062	10 294	3 457	6 837

La variation des immobilisations corporelles brutes est la suivante :

Valeurs brutes (K€)	Solde d'ouverture	Reclassement IFRS 5	Acquisition	Reclassement	Diminution	Clôture
Droit d'utilisation des actifs corporels	6 271		62		38	6 295
Constructions	1 013				1 013	-
Matériel et outillage	1 792	- 182	4			1 614
Agencements et autres	1 218	- 1	26			1 243
TOTAL	10 294	- 183	92	-	1 051	9 152

La variation des amortissements et dépréciations est la suivante :

Amortissements & Dépréciation (K€)	Solde d'ouverture	Reclassement IFRS 5	Dotations	Reclassement	Sortie	Clôture
Droit d'utilisation des actifs corporels	436		608		41	1 003
Constructions	1 010		3		1 013	-
Matériel et outillage	1 274	- 125	190			1 339
Agencements et autres	737	- 1	81		69	748
TOTAL	3 457	- 126	882	-	1 123	3 090

Les droits d'utilisations d'actifs corporels s'analysent comme suit :

Valeurs brutes (K€)	Solde d'ouverture	Reclassement IFRS 5	Acquisition	Diminution	Virements	Clôture
Droits d'utilisation des constructions	5 923			17		5 906
Droits d'utilisation du matériel et outillage	33		4			37
Droits d'utilisation des autres actifs corporels	315		58	21		352
TOTAL	6 271	-	62	38	-	6 295

Amortissements & Dépréciation (K€)	Solde d'ouverture	Reclassement IFRS 5	Dotations	Sortie	Virements	Clôture
Droits d'utilisation des constructions	223		515	20		718
Droits d'utilisation du matériel et outillage	29		4			33
Droits d'utilisation des autres actifs corporels	184		89	21		252
TOTAL	436	-	608	41	-	1 003

NOTE 6 Actifs financiers non courants

Actifs financiers :

Actifs financiers (K€)	31/12/2021	31/12/2020	variation
Titres de participation	116	55	61
BSA Inoviem	2 500		2 500
Titres mis en équivalence Inoviem	1 170		1 170
Autres (dont dépôts et cautionnement)	207	372	- 165
TOTAL	3 993	427	3 566

Titres de participation :

Les titres de participation concernent la société Russe « SPECTRAP » pour 31 K€ et les titres détenus dans la société BEBO pour 85 K€. Au cours d'exercice la société a acquis les titres de la société BEBO et cédé les titres de la sociétés Hybrigenics service pour 23 K€.

BSA Inoviem :

Le Groupe a souscrit le 25 juin 2021, un Bon de Souscription d'Actions de deux millions d'euros exerçable entre le 1er décembre 2023 et le 15 janvier 2024 et donnant droit à 1.680 actions ordinaires nouvelles de la société Inoviem, émises à la valeur nominale.

Le Groupe a également souscrit le 2 décembre 2021, un Bon de Souscription d'Actions Complémentaire de cinq cent mil euros, exerçable entre le 1er décembre 2023 et le 15 janvier 2024 et donnant droit à 420 actions ordinaires nouvelles de la société Inoviem, émises à la valeur nominale.

La norme IFRS 9 précise qu'il existe 3 modèles pour évaluer ces actifs :

- L'objectif du modèle économique est uniquement de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels : l'actif financier est évalué au coût amorti.
- L'objectif du modèle économique est à la fois de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers : l'actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.
- Les actifs financiers qui ne sont détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques ci-dessus sont évalués à la juste valeur par le résultat.

Le Bon de Souscription d'Actions Inoviem ne répondant pas aux critères des deux premières catégories, il est évalué à sa juste valeur par résultat. Les BSA ont été évalués initialement à leur coût d'acquisition et aucune perte de valeur n'a été identifiée au 31 décembre 2021.

Titres mis en équivalence :

Hybrigenics a fait l'acquisition de 33,29% des parts de la société INOVIEM en date du 25 juin 2021 pour un prix d'acquisition de 1 347 KEUR. L'acquisition étant intervenue à la fin du premier semestre 2021, la quote-part de résultat du second semestre a été intégrée (-178 K€).

Le montant de l'actif et du passif de la société Inoviem au 31 décembre 2021 est 4 230 KEUR. Le chiffre d'affaires est de 773 k€ pour l'exercice 2021 et la perte nette s'établit à 560 K€.

Le Groupe détient 33.33% du capital de la société Inoviem et exerce une influence notable de par sa représentation au sein du Conseil de surveillance de la société.

NOTE 7 Stocks

Principe comptable

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks de marchandises et des approvisionnements comprend en sus du prix d'achat les frais accessoires. La valeur nette de réalisation est calculée par rapport au prix de vente estimé, diminué éventuellement des coûts estimés restant à réaliser pour l'achèvement des matériels.

Le coût des stocks de produits finis comprend les coûts directs d'acquisition et les autres coûts directs tels que la main d'œuvre directe, les frais de transport et de douanes ainsi qu'une quote-part de frais généraux imputables à ces actifs. Les coûts d'emprunts attribuables à l'activité de production sont non significatifs compte tenu de la faible durée du processus de production.

L'évaluation des dépréciations sur stocks est effectuée à partir du risque commercial pesant sur les stocks compte tenu des caractéristiques techniques (risque d'obsolescence), de la gamme de produit et de la politique commerciale développée par le Groupe.

Les stocks se décomposent comme suit :

Valeurs brutes (K€)	31/12/2021			31/12/2020			variation N /N-1 net
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	
Matières premières, approvisionnement	10 130	858	9 273	9 152	765	8 387	886
En cours de production	1 332		1 332	1 243		1 243	89
Produits finis	1 179	24	1 155	3 365	133	3 232	- 2 077
Marchandises	127		127	76		76	51
TOTAL	12 769	882	11 887	13 836	898	12 938	- 1 051

NOTE 8 Créances clients

Principe comptable

Les créances clients sont valorisées suivant leurs valeurs nominales diminuées éventuellement des dépréciations des montants non recouvrables.

Le poste client se décompose comme suit :

K€	31/12/2021	31/12/2020	variation
Créances clients	6 677	6 494	183
Clients douteux	1 237	827	410
Factures à établir	0	8	-8
Provisions pour dépréciation	-1 120	-805	-315
TOTAL	6 794	6 524	270

Le risque de non-recouvrement est étudié, en concertation avec la direction commerciale, au regard de l'antériorité des créances et de la situation de la contrepartie. A la suite de cette analyse, les créances sont dépréciées dès lors qu'un risque est identifié.

Echéances créances clients

Créances clients échues et non dépréciées en K€	31/12/2021
Depuis moins de 30 jours	758
Depuis 30 à 60 jours	38
Depuis 60 à 90 jours	134
Depuis 90 jours ou plus	1 301
Total des créances clients échues et non dépréciées	2 231

NOTE 9 Autres actifs courants

Ils se décomposent comme suit :

K€	31/12/2021	31/12/2020	variation
Fournisseurs débiteurs et acomptes	312	547	-235
Personnel	65	92	-27
Impôt sur les bénéfices	1 890	858	1 032
Impôts et taxes	1 346	1 097	249
Autres créances	1 134	293	841
Charges à étaler	0	67	-67
Charges constatées d'avance	427	292	135
TOTAL	5 174	3 246	1 928

Les créances d'impôt exigibles correspondent aux crédits d'impôts des sociétés du Groupe (CIR, CII).

Les autres impôts et taxes correspondant principalement aux créances de TVA.

Les autres créances pour 1 134 K€ sont constituées majoritairement des réserves sur les financements factor pour 1 043 K€.

Principe comptable

La ligne « Trésorerie et équivalents » inclut les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur n'est pas soumise à l'évolution des cours de bourse. Les placements monétaires sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture, les variations de valeur étant enregistrées en « produits de trésorerie ».

K€	31/12/2021	31/12/2020	variation
Valeurs mobilières de placement			
Comptes à terme			
Disponibilités	4 203	1 700	2 503
TOTAL TRESORERIE ACTIVE	4 203	1 700	2 503
Banques créditrices	-68	-28	-40
Mobilisations de créances (a)	0	0	0
TOTAL TRESORERIE PASSIVE	-68	-28	-40
TRESORERIE NETTE	4 136	1 672	2 464

(a) Les mobilisations de créances figurent au passif du bilan sur la ligne « Dettes financières (part <1an) ». Pour le détail des dettes financières, se référer à la Note 11

NOTE 11 Passifs financiers

<i>Dettes financières à long terme (>1 an) (K€)</i>	31/12/2021	31/12/2020	variation
Avances conditionnées (part >1 an)	976	1 219	-243
Passifs locatifs (part >1 an)	4 869	5 311	-442
Emprunt obligataire	0	0	0
Cautions reçues	0	0	0
Emprunts (part >1 an)	4 033	3 678	355
Emprunts (part >5 ans)	150	0	150
TOTAL	10 028	10 208	-180

<i>Dettes financières à moins d'un an (K€)</i>	31/12/2021	31/12/2020	variation
Avances conditionnées	375	419	-44
Passifs locatifs (part < 1 an)	650	671	-21
Intérêts courus sur emprunt obligataire		0	0
Factor	3 197	1 389	1 808
Cautions reçues	68	68	0
Emprunt obligataire	903	1 388	-486
Emprunt (part <1 an)	581	662	-81
<i>Sous total</i>	5 774	4 597	1 177
Banques créditrices	68	28	40
Mobilisations de créances	0	0	0
<i>Sous total</i>	68	28	40
TOTAL	5 842	4 625	1 217

Total des dettes financières (K€)	31/12/2021	31/12/2020	variation
Avances conditionnées (a)	1 351	1 638	-287
Emprunts bancaires (b)	4 764	4 340	424
Passifs locatifs (c)	5 519	5 982	-463
Emprunt obligataire (d)	903	1 388	-486
Cautions reçues (e)	68	68	0
Factor (f)	3 197	1 389	1 808
Intérêts courus sur emprunt obligataire	0	0	0
Banques créditrices	68	28	40
Mobilisations de créances (g)	0	0	0
TOTAL	15 871	14 833	1 038

a) L'encours d'avances (sans intérêts) lié à la dette financière non bancaire du groupe de 1 351 K€ se compose de :

- 92 K€ d'avance COFACE/BPI assurance prospection au profit de la société AXS Médical positionnée dans les dettes moins d'un an.
- 228 K€ au titre d'une avance octroyée à DMS en février 2017 par la BPI et la Région dans le cadre des prêts à taux zéro pour l'innovation. Cette avance est portée en dettes à moins d'un an pour 76 K€ et pour 152 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans.
- 11 K€ au titre d'une avance récupérable accordée à la société STEM CIS pour un montant total de 80 K€. Cette avance est positionnée en dettes à moins d'un an.
- 22 K€ au titre d'une avance remboursable d'un montant global de 160 K€ accordé à STEM CIS par la BPI dans le cadre des contrats d'aide en avance récupérable en faveur de l'innovation. Cette avance est positionnée en dettes à moins d'un an.
- 7 K€ au titre d'une avance remboursable d'un montant global de 50 K€ accordé à STEM CIS par la BPI dans le cadre des contrats d'aide en avance récupérable en faveur de l'innovation. Cette avance est positionnée en dettes à moins d'un an.
- 114 K€ au titre d'un contrat d'assurance prospection conclu le 1^{er} octobre 2016 au profit de STEM CIS. Cette avance est portée en dettes à moins d'un an pour 114 K€.
- 676 K€ envers la BPI au titre d'une avance versée à DMS dans le cadre d'un programme d'aide aux financements des projets de R&D. L'avance totale liée à ce projet est de 700K€, elle est remboursable sur 5 ans à compter de novembre 2021, 140 K€ ont été portés en dettes à moins d'un an et 537 K€ en dette à plus d'un an et moins de 5 ans.
- 200K€ envers la BPI au titre d'une avance versée à DMS dans le cadre d'un programme d'aide aux financements des projets de R&D. L'avance totale prévue liée à ce projet est de 400K€ dont 200 K€ restent à percevoir. L'avance est remboursable sur 5 ans à compter de janvier 2022, 25k ont été portés en dette à moins d'un an et 175 K€ en dette à plus d'un an et moins de 5 ans.

(b) Les emprunts auprès des établissements de crédit s'élèvent à 4 764 K€ et se décomposent comme suit :

- AXS MEDICAL a souscrit un emprunt de 150 K€ en février 2014 auprès de la BPI dans le cadre des « prêts amorçage » pour une durée de 8 ans à un taux variable basé sur l'euribor 3 mois majoré de 3.7 points pendant la période de différé d'amortissement (de février 2014 à février 2017) et majoré de 5.5 points pendant la période d'amortissement (de mai 2017 à août 2022). Le solde restant dû s'élève à 23 K€ classé à moins d'un an.
- STEM CIS a souscrit un emprunt de 75 K€ en janvier 2014 auprès de la BPI dans le cadre des « prêts amorçage » pour une durée de 8 ans à un taux variable basé sur l'euribor 3 mois majoré de 3.7 points pendant la période de différé d'amortissement (de février 2014 à février 2017) et majoré de 5.5 points pendant la période d'amortissement (de mai 2017 à août 2022). Le solde restant dû de 11 K€ est porté en dettes à moins d'un an pour 11 K€.
- STEM CIS a souscrit un emprunt bancaire de 550 K€ en juillet 2016 au taux fixe de 1.80%. Le solde restant dû s'élève à 95 K€ est porté en dettes à moins d'un an.
- STEM CIS a souscrit un emprunt de 150 K€ en février 2017 auprès de la BPI dans le cadre des « prêts innovations » pour une durée de 7 ans à un taux fixe de 4.93%. Le premier versement d'intérêts est intervenu en mars 2017 et le dernier remboursement interviendra le 30 septembre 2024. Le solde restant dû au s'élève à 83 K€ dont 30 K€ à moins d'un an, 52 K€ à plus d'un an.
- STEM CIS a souscrit un emprunt de 300 K€ en mars 2017 auprès de la BPI dans le cadre des « prêts innovations » pour une durée de 7 ans à un taux fixe de 5.12% %. Le premier versement d'intérêts est intervenu en mars 2017 et le dernier remboursement interviendra le 30 septembre 2024. Le solde restant dû au s'élève à 165 K€ dont 60 K€ à moins d'un an et 105 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans.
- STEM CIS a souscrit un emprunt bancaire de 994 K€ en janvier 2018 au taux fixe de 1.85%. Le solde restant dû s'élève à 458 K€ dont 201 K€ à moins d'un an et 257 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans.
- Adip'Sculpt a souscrit au deuxième trimestre 2020 un Prêt Garanti par l'Etat pour un montant de 157 K€ dont 26 K€ à moins d'un an et 131 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans.
- APELEM a souscrit au dernier trimestre 2020 et au premier trimestre 2021 auprès de deux établissements bancaires un Prêt Garanti par l'Etat pour un montant total de 2 900 K€ dont 92 K€ à moins d'un an, 2 795 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans et 12 K€ à plus de 5 ans.
- APELEM a souscrit au troisième trimestre 2021 auprès de la BPI un prêt bonifié pour un montant total de 871 K€ dont 41 K€ à moins d'un an, 692 K€ à plus d'un an et moins de 5 ans et 137 K€ à plus de 5 ans.

(c) Les passifs locatifs concernent les contrats de location en cours au 31 décembre 2021 et retraités dans les comptes consolidés du Groupe conformément à IFRS 16 (cf. note 5).

(d) Au cours du premier semestre 2020, DMS avait réalisé une levée de fonds de 3 millions d'euros remboursable en 18 mois dans le cadre d'un placement privé d'obligations convertibles en actions ordinaires ou remboursables en numéraire. Cet emprunt a été entièrement remboursé en numéraire.

Au premier trimestre 2021, la société Hybrigenics a mis en place une levée de fonds d'un montant maximum de 50 millions d'euros dans le cadre d'un contrat de financement par bons d'émission d'obligations remboursables en actions de la société Hybrigenics. Le Groupe a ainsi émis 20.000 Bons

au profit de la société Iris, donnant chacun droit à l'émission d'une Obligation d'une valeur nominale de 2 500 €. Ces obligations sont remboursables en numéraire ou par émission d'actions nouvelles de la société Hybrigenics. Sur l'année 2021, la société a émis 27 479 506 actions en remboursement des obligations émises. Le solde restant à rembourser au 31/12/2021 est 903 K€.

(e) Le montant des cautions reçues pour 68 K€ est détenue par la société Hybrigenics

(f) La société APELEM a souscrit en 2019 un contrat d'affacturage. Il en résulte un encours de créances cédées d'un montant de 3 197 K€ au 31 décembre 2021, porté au poste des dettes financières courantes, ainsi qu'un fonds de garantie d'un montant de 1 043 K€ porté au poste « autres actifs courants ».

(g) En 2021, bien qu'elle dispose de lignes, la société n'a pas eu recours à des mobilisations de créances.

NOTE 12 Variation des dotations aux provisions

Principe comptable

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle à l'égard d'un tiers, qu'elle peut être évaluée de manière fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

K€	31/12/2020	Dotations	Reprises	Variations actuarielles	31/12/2021
Provision pour litiges	82	0	-31	0	51
Provisions pour charges					
Provision pour restructuration					
<i>Sous total provisions risques et charges</i>	<i>82</i>	<i>0</i>	<i>-31</i>	<i>0</i>	<i>51</i>
Indemnités de retraite	286	9	-15	17	298
<i>Sous total indemnités de retraite</i>	<i>286</i>	<i>9</i>	<i>-15</i>	<i>17</i>	<i>298</i>
TOTAL	368	9	-46	17	349

La provision pour indemnités de fin de carrière augmente de 12 K€ entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021. Cette variation s'analyse comme suit :

- augmentation de 17 K€ attribuable à la variation des hypothèses actuarielles (cf. note 15) comptabilisée en OCI ;

- diminution nette de 5 K€ concernant le coût des services rendus et le coût financier, comptabilisée en charges de personnel.

Les provisions pour dépréciations d'actifs sont détaillées ci-dessous :

K€	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
Provisions sur créances clients	805	344	-29	1 119
Provisions sur stocks	898	115	-131	882
<i>Sous total provisions sur actif circulant</i>	<i>1 703</i>	<i>459</i>	<i>-160</i>	<i>2 001</i>

NOTE 13 Autres passifs non courants

Les passifs non courants au 31 décembre 2021 sont constitués des subventions reçues en financement de projets de R&D non encore amortis.

K€	31/12/2021	31/12/2020	variation
Fournisseurs d'immobilisations - non courant	0	0	0
Produits constatés d'avance	531	0	531
TOTAL	531	0	531

NOTE 14 Autres dettes

Le poste Autres dettes (à moins d'un an) se détaille comme suit :

K€	31/12/2021	31/12/2020	variation
Fournisseurs	9 713	7 971	1 742
Avances reçues	222	75	147
Dettes sociales	3 948	4 014	-66
Dettes fiscales	492	795	-303
Autres dettes	345	370	-25
Produits constatés d'avance	428	207	221
Autres dettes	5 434	5 461	-27
TOTAL	15 148	13 432	1 716

NOTE 15 Engagements de retraite

Principe comptable

Départ en retraite :

Le Groupe applique la norme IAS 19 R.

Il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi au niveau du groupe. Seules les indemnités de départ en retraite, qui relèvent du régime de prestation définie, font l'objet d'une évaluation. Ce régime est en partie financé à travers la souscription d'un contrat d'assurance et les fonds investis constituent des actifs du régime. Parallèlement, la provision pour engagement de retraite a été simulée, selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés. Les calculs intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs.

Les engagements de retraite provisionnés au bilan sont relatifs à la part de l'engagement non couverte par le contrat d'assurance souscrit.

Le Groupe a appliqué la nouvelle méthode de calcul préconisée par l'IFRIC, de manière rétrospective. L'impact de ce changement de méthode de calcul s'élève +114 K€ et a été comptabilisé au niveau du bilan d'ouverture.

Les hypothèses de calcul retenues au 31 décembre 2021 sont les suivantes :

- départ à la retraite à l'initiative du salarié à l'âge de 67 ans
- taux d'actualisation 0.98 % (taux iboxx au 31 décembre 2021)
- Table de mortalité : INSEE 2021
- Convention collective : métallurgie cadres et non cadres (sauf STEM CIS pour laquelle l'indemnité légale a été retenue)
- Turn over faible pour les cadres et les ouvriers, et turn over fort pour les employés et techniciens

- Evolution des salaires : 1%

La juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2021 s'élève à 78 K€.

Une variation de -0.25 point du taux d'actualisation entraînerait une hausse de la provision de 19 K€.
Une variation de +0.25 point du taux d'actualisation entraînerait une baisse de la provision de 18 K€.

NOTE 16 Autres engagements hors bilan

Le poste est ventilé ainsi :

K€	31/12/2021	31/12/2020	variation
Cautions et garanties (données par DMS au profit d'Apelem)	2 965	2 710	255
Cautions et garanties (données par DMS au profit de Stemcis)	544	1 544	- 1 000
Cautions et garanties (données par DMS au profit de Medilink)	300	300	-
Garanties export (DMS)	84	101	- 18
Garanties export (APELEM)	1 275	1 052	223
Garanties export (MEDILINK)	17	17	-
BSA Complémentaires Inoviem non soucrits	2 500		
Nantissement du fonds de commerce (Stemcis)	1 698	1 698	-
Nantissement des titres de Stemcis	1 104	1 104	-
Privilèges (Sous groupe STEM CIS)	-	72	- 72
TOTAL	10 487	8 599	- 612

Les « cautions et garanties » de 2 965 K€ correspondent à des cautions données par DMS aux établissements bancaires en appui de tous avals, cautionnements, garanties et engagements souscrits par la filiale Apelem.

Les « cautions et garanties » de 544 K€ correspondent à des cautions données par DMS à un établissement bancaire en appui d'emprunts souscrits par la filiale STEM CIS au cours des années 2016 et 2018.

Les « cautions et garanties » de 300 K€ correspondent à des cautions données par DMS aux établissements bancaires en appui de tous avals, cautionnements, garanties et engagements souscrits par la filiale Medilink.

Le fonds de commerce et les titres de STEM CIS ont été nantis au profit d'un établissement bancaire dans le cadre des emprunts souscrits au cours des années 2016 et 2018.

La société Hybrigenics s'est engagée à souscrire sur demande de la société Inoviem, en une ou plusieurs tranches, et jusqu'au 31 octobre 2023, des Bons de Souscription d'Actions Complémentaires (« BSA Complémentaires ») pour une valeur maximum de trois millions d'euros, exerçables entre le 1er décembre 2023 et le 15 janvier 2024 et donnant droit à maximum 1.680 actions ordinaires nouvelles de la société Inoviem, émises à la valeur nominale. Au 31 décembre 2021, les BSA non souscrits s'élèvent à 2 500 K€.

Litiges :

Les anciens dirigeants et associés de la société AXS MEDICAL ont assigné les sociétés DMS et AXS MEDICAL au cours des années 2016 et 2017 pour diverses demandes. Par jugements du tribunal de

commerce de Montpellier en date des 4 juillet 2018 et 15 mai 2019, les demandeurs ont été déboutés de leurs demandes. Il a été interjeté appel du premier jugement le 18 février 2020 et du second le 24 juin 2019 et chacune des parties a conclu devant la cour d'appel. Sur la base des éléments produits à ce stade et du fond du dossier, en concertation avec ses conseils, la société n'estime pas devoir constituer de provision à ce titre au 31 décembre 2021.

Un litige oppose une filiale de la société DMS à un ancien dirigeant dont le contrat a été interrompu pour faute grave. Par décision en date du 10 décembre 2020, le tribunal compétent a condamné la filiale à verser différentes sommes à cet ancien dirigeant sans que la société ne soit préalablement informée de la procédure en cours. Par ailleurs le jugement n'a pas fait l'objet de notification avec remise au dirigeant de la filiale. Sur la base de ces éléments et du fond du dossier, en concertation avec ses conseils, la société n'estime pas devoir constituer de provision à ce titre au 31 décembre 2021.

NOTE 17 Produits des activités ordinaires

Principe comptable

Le Groupe applique IFRS 15 depuis le 1^{er} janvier 2018.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. De même ces produits sont comptabilisés lorsque le contrôle effectif des biens incombe au propriétaire.

Les ventes d'appareils sont comptabilisées en produits à la livraison en fonction des incoterms propres à chaque vente,

Les prestations de services sont comptabilisées en produits à la date de réalisation des prestations,

Les facturations périodiques de maintenance sont comptabilisées en produits au fur et à mesure de la période couverte par le contrat.

Le poste est ventilé ainsi :

Produits des activités ordinaires (K€)	31/12/2021	31/12/2020 ajusté	variation N/N-1
Vente de marchandises			
Biens et services vendus	36 961	32 056	4 905
TOTAL	36 961	32 056	4 905

NOTE 18 Autres produits opérationnels

Cette rubrique fait référence à des produits qui ne correspondent pas à la définition des autres éléments constitutifs des produits opérationnels.

Le poste est ventilé ainsi :

Autres produits (K€)	31/12/2021	31/12/2020 ajusté	variation N/N-1
Subvention d'exploitation	5	6	-1
Production immobilisée	1 690	2 180	-490
Crédits d'impôts	1 331	783	548
Autres	216	190	26
TOTAL	3 242	3 159	83

NOTE 19 Frais de personnel

Le poste est ventilé ainsi :

Frais de personnel (K€)	31/12/2021	31/12/2020 ajusté	variation N/N-1
Salaires	5 355	5 749	-394
Charges sociales	2 235	2 267	-32
TOTAL	7 590	8 016	-426

L'effectif moyen en équivalent temps plein du Groupe DMS s'établit à 115 salariés en 2021, contre 137 en 2020.

NOTE 20 Autres charges opérationnelles courantes

Le poste se décompose ainsi :

Autres charges opérationnelles courantes (K€)	31/12/2021	31/12/2020 ajusté	variation N/N-1
Autres charges	88	206	-118
Impôts et taxes	230	290	-60
TOTAL	318	496	-178

NOTE 21 Autres produits et autres charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants » inclut les éléments répondant à la définition de la recommandation CNC 2009-R.03 :

- Les rubriques autres produits et charges opérationnels ne sont alimentées que dans la mesure où un événement majeur intervenu pendant la période est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Ainsi, ceux-ci sont en nombre très limités et de montants particulièrement significatifs ;
- Ces éléments doivent être précisément décrits (en montant et nature) dans une note annexe conformément à IAS 1.975 et présentés séparément lorsqu'ils sont matériels (IAS 1.85).

Les Autres produits et autres charges opérationnels se décomposent ainsi :

Autres produits et autres charges opérationnels non courant (K€)	31/12/2021	31/12/2020 ajusté	variation N/N-1
Badwill	-	-	-
Abandons de créances	-	-	-
Autres	-	-	-
Autres produits opérationnels non courants	-	-	-
Produits \ Charges sur cessions et depreciation d'immobilisations	-1 302	-1 006	-296
Dépréciation clients	-142	-	-142
Frais acquisition ASIT	-1 388	-	-1 388
Autres charges opérationnelles non courantes	-2 832	-1 006	-1 826
Total	-2 832	-1 006	-1 826

Les charges sur cessions et dépréciation d'immobilisation correspondent à l'abandon de projet de R&D sur la filiale STEMCIIS.

NOTE 22 Résultat financier

Le poste est ventilé ainsi :

Résultat financier K€	31/12/2021	31/12/2020 ajusté	variation N/N-1
Produits des placements	0	0	0
Gains de change	58	72	-14
Produits de cessions des titres	155	0	155
Reprise provisions financières / actifs financiers	200	0	200
Autre	0	4	-4
Produits financiers	413	76	337
Intérêts des emprunts et financements court terme	382	934	-553
Pertes de change	53	9	44
VNC des actifs financiers cédés	333	15	318
Charges financières	767	958	-191
RESULTAT FINANCIER	-354	-882	528

NOTE 23 Impôts – Preuve d'impôt

Les impôts différés sont calculés et pris en compte pour chaque entité fiscale, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs comptabilisés et leur base fiscale correspondante ainsi que sur les déficits fiscaux selon la méthode du report variable. La base fiscale dépend des règles fiscales en vigueur dans chacun des pays concernés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture (25% en France au 31 décembre 2021). Les actifs et passifs sont compensés par entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsqu'il apparaît probable que le Groupe disposera de bénéfiques imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

Les actifs d'impôts ne sont pas comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices. En effet, la probabilité de recouvrement a été estimée comme insuffisante. Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôt ne sont pas actualisés.

Impôts différés :

Un périmètre d'intégration fiscale est constitué par les sociétés DMS, APELEM et MEDILINK.

Déficits reportables au 31/12/21 - K€	Base	IS 25%
Périmètre d'intégration fiscale (DMS, APELEM, MEDILINK)	44 679	11 170
TOTAL	44 679	11 170

Enfin, au 31 décembre 2021, le montant des déficits reportables des filiales n'appartenant pas au périmètre d'intégration fiscale est le suivant :

- HYBRIGENICS SA: 98 901 K€
- STEM CIS France: 7 591 K€
- ADIPSCULPT: 1 827 K€
- AXS MEDICAL: 4 387 K€

Du fait des pertes enregistrées sur les derniers exercices, les impôts différés relatifs aux reports déficitaires ne sont pas comptabilisés car leur recouvrabilité n'est pas considérée à la date de clôture comme suffisamment probable.

Par ailleurs, consécutivement à l'opération d'apport de DMS Imaging, division imagerie médicale du groupe DMS, à la société ASIT Biotech via la signature d'un préaccord de partenariat le 24 janvier 2022, le groupe d'intégration fiscal disparaît au 01/01/2022.

DMS Imaging a adressé deux demandes d'agrément à l'administration fiscale :

- La première visant à transmettre les déficits propres à l'activité Ostéodensitométrie de DMS à APELEM en même temps que l'activité est transférée à APELEM au 01/01/2022 pour 23.8 M€
- La seconde visant à conserver les déficits du Groupe fiscal préexistant non liés à l'activité Ostéodensitométrie dans DMS pour 18.1 M€

A la date d'arrêté des comptes 2021, ces agréments n'ont pas encore été obtenus.

Preuve d'impôt :

La preuve d'impôt consiste à rapprocher la charge ou le produit d'impôt comptabilisé au compte de résultat et la charge d'impôt théorique.

En K€	31/12/2021		31/12/2020	
	Base	Impôt	Base	Impôt
Résultat comptable avant impôt, MEE et résultat des activités abandonnées	-3 949		-5 535	
Charge ou produit théorique d'impôt		987		1 384
Autres différences permanentes		-99		-450
Impôts différés actifs non pris en compte		-1 221		-1 148
Crédit d'impôt		333		215
TOTAL		-		-
Charge (-) ou Produit (+) d'impôt comptabilisé		-		-

NOTE 24 Gestion des capitaux propres et Capital social

Catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de période	Créés pendant la période	Remboursés pendant la période	En fin de période
Actions ordinaires	1,18	16 120 556	-	-	16 120 556

Evolution du capital

Pas d'évolution sur l'exercice 2021.

Mise en place d'un financement par émission d'obligations convertibles

Le 26 février 2020, DMS a réalisé une levée de fonds dans le cadre d'un placement privé d'obligations convertibles en actions ordinaires ou remboursables en numéraire auprès d'investisseurs professionnels (cf. communiqué de presse du 4 mars 2020). Le montant nominal de l'emprunt obligataire est de 3 millions d'euros, divisé en 3 000 000 d'Obligations Convertibles (OC) d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Les principales caractéristiques de l'emprunt obligataire sont les suivantes :

- Remboursement en numéraire mensuellement à compter du 17 mars 2020
- Echéance : 18 mois à compter de la date d'émission
- Taux d'intérêt : 9.90%
- Prime de non-conversion : majoration de 0,10% du taux d'intérêt (soit un taux d'intérêt global de 10%)
- L'obligataire pourra demander la conversion de ses OC à tout moment uniquement en cas de :
 - Survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée
 - Défaillance dans l'échéancier de remboursement
 - Défaillance dans le paiement des intérêts ou de la prime de non-conversion
 - Défaillance dans les Déclarations
- Nantissement : DMS a consenti un nantissement de premier rang portant sur un compte de titres financiers détenu par DMS dans lequel sont inscrits 40 000 000 actions dans le capital de sa filiale Hybrigenics, pour sûreté et en garantie du parfait remboursement de OC émises.

Cet emprunt a été entièrement remboursé en numéraire et n'a donc pas impacté les capitaux propres. Il est entièrement soldé au 31/12/2021.

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires au 31 décembre 2021 s'élèvent à 1709 K€ et concernent le sous-groupe Hybrigenics et les filiales APELEM Espagne et LPA Corp.

NOTE 25 Résultat par action

	31/12/2021	31/12/2020
Numérateur (en K€)		
Résultat net part du Groupe	-3 875	-5 240
Dénominateur		
Nombre moyen d'actions en circulation (a)	16 120 556	16 120 556
Nombre moyen d'actions après dilution (a)	16 120 556	16 120 556
Résultat par actions (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action	- 0,24	- 0,33
Résultat net part du Groupe par action dilué	- 0,24	- 0,33

Détail nombre d'action avant et après dilution :

	Nombres d'actions
Nb actions à l'ouverture de l'exercice	16 120 556
Nombre d'actions moyen avant dilution	16 120 556
Actions dilutives	-
Nombre d'actions moyen après dilution	16 120 556

NOTE 26 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant global des honoraires alloués au titre de l'exercice aux commissaires aux comptes du groupe et aux membres de leur réseau se décompose comme suit :

Exercice Auditeur	Année 2021		Année 2020	
	Mazars K€	Deloitte K€	Mazars K€	Deloitte K€
AUDIT				
Commissariat aux comptes, certifications des comptes annuels et consolidés de la société mère	31	48	31	47
Commissariat aux comptes, certifications des comptes annuels et consolidés des filiales	7	46	7	51
Autres diligences et prestations directement liées à la prestation du commissaire au comptes de la société mère				
Autres diligences et prestations directement liées à la prestation du commissaire au comptes des filiales		3		
Sous total Audit	38	97	38	98
AUTRES PRESTATIONS				
Fiscal				
Autres prestations				
Sous total autres prestations				
TOTAL	38	97	38	98

En 2021 :

- Les cabinets Deloitte et MAZARS sont chargés de la certification des comptes annuels et consolidés de DMS et APELEM
- Le cabinet Deloitte est chargé des sociétés HYBRIGENICS, AXS MEDICAL, STEM CIS et ADIP'SCULPT

- **Dépenses de Recherches et développement**

En 2021, le Groupe DMS a investi environ 9 % de son chiffre d'affaires dans la R&D soit 3,3 M€, contre 8 % en 2020, ventilés de la façon suivante :

K€	31/12/2021	31/12/2020
Masse salariale imputée à la R&D	2 196	2 255
Achats et études externes	1 063	382
TOTAL	3 259	2 637

Les montants ci-dessus s'entendent avant activation d'une partie de ces charges en application d'IAS38.

- **Transactions concernant les entreprises liées**

Les transactions entre DMS et ses filiales, qui sont des parties liées au Groupe, ont été éliminées en consolidation.

Rémunération des membres de la Direction

- Composition des membres de la direction :

Monsieur Jean-Paul ANSEL, Président-Directeur Général et Samuel SANCERNI, Administrateur et Directeur Général Délégué.

La direction estime que seules les personnes ci-dessus mentionnées répondent à la notion de dirigeants telle que prévue par la norme IAS 24. Par ailleurs, il est précisé que Samuel Sancerni, salarié au titre de Directeur Commercial du Groupe, ne perçoit pas de rémunération au titre de ses fonctions de Directeur Général Délégué d'APELEM. Il percevait jusqu'au 30 juin 2021 une rémunération au titre de son mandat de Président d'AXS.

- Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction s'établit à 515 K€ (hors charges sociales, engagements de retraite) selon détails ci-dessous :

	31/12/2021	31/12/2020
Salaires Bruts versés	339	334
Jetons de présence	-	-
Rémunération variable	172	295
Avantages en nature	5	5
Indemnités de départ	-	-
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Total	515	634

NOTE 28 Risques
1 Risque de marché

➤ Risque de liquidité et de crédit

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Le groupe DMS a besoin pour financer son développement du soutien de partenaires financiers. Le groupe DMS pourrait être défavorablement affecté en cas de réduction des capacités de financement par les établissements bancaires.

Les partenaires bancaires tiennent une place prépondérante dans le financement des activités du groupe notamment à l'export. Le soutien des banques est une condition importante de la pérennité de l'activité du groupe dont l'activité se situe majoritairement à l'export.

L'endettement bancaire et financier est décrit en note 11 du présent document.

Le groupe dispose au 31 décembre 2021 des concours bancaires financiers suivants :

- 200 K€ de lignes de mobilisation de créances de la société APELEM
- 30 K€ de découvert bancaire (société AXS Médical)
- 40 K€ de découvert bancaire (société ADIP'SCULPT)

En milliers d'euros	2021		2020		2019	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Dailly France / Lignes de crédit court terme international (MCNE)	200	-	200	-	2 500	1 390
Lignes de crédit court terme France (crédit de TVA)	-	-	-	-	-	-
Découvert bancaire	70	68	70	27	70	64

Par ailleurs, le groupe dispose également de 1 698 K€ de ligne de Crédit documentaire Import (Filiale APELEM) et engagements par signature (DMS & APELEM) :

En milliers d'euros	2021		2020		2019	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Ligne de crédit documentaire import et EPS	1 698	1 490	1 798	1 485	1 708	1 417

Au 31 décembre 2021, le groupe DMS dispose des ressources suivantes pour financer ses besoins d'exploitation :

En milliers d'euros	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières diverses	1 351	374	977	0
Emprunts bancaires	4 764	580	4 034	150
Emprunt obligataire	903	903		
Factor	3 197	3 197		
Lignes de Mobilisations de créances	0	0		
Concours bancaires courants	68	68		
Total	10 283	5 122	5 011	150

Le tableau ci-dessous, présente les échéances des ressources dont l'échéance est inférieure à un an, au 31 décembre 2021 :

En milliers d'euros	A moins d'un an	à -de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois
Emprunts et dettes financières diverses	374	69	69	170	66
Emprunts bancaires	580	115	122	126	216
Emprunt obligataire	903	903			
Factor	3 197	3 197			
Concours bancaires courants	68	68			
Total	5 122	4 352	191	296	282

Au 31 décembre 2020, le groupe DMS disposait des ressources suivantes pour financer ses besoins d'exploitation :

En milliers d'euros	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières diverses	1 638	419	1 144	75
Emprunts bancaires	4 338	660	3 678	
Emprunt obligataire	1 388	1 388		
Factor	1 345	1 345		
Lignes de Mobilisations de créances	0	0		
Concours bancaires courants	26	26		
Total	8 735	3 838	4 822	75

Le tableau ci-dessous, présente les échéances des ressources dont l'échéance est inférieure à un an, au 31 décembre 2020 :

En milliers d'euros	A moins d'un an	à -de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois
Emprunts et dettes financières diverses	419	82	82	78	177
Emprunts bancaires	660	234	142	142	142
Emprunt obligataire	1 388	1 388			

	Factor	1 345	1 345		
	Concours bancaires courants	26	26		
	Total	3 838	3 075	224	220
				319	

➤ Risque de taux

Le risque de taux correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt affectent le résultat du Groupe et exposent le détenteur de titres financiers au risque de moins-value en capital.

Le bilan du Groupe DMS présente une dette financière à moyen terme à taux fixe et variable détaillée en note 11 et résumée ci-dessous :

Emprunts (K€)	31/12/2021	Proportion
Emprunts à taux fixes	4 730	99%
Emprunts à taux variables	34	1%
TOTAL	4 764	100%

Le groupe n'utilise pas d'instruments de couvertures de taux.

➤ Risque de change

Les actifs, passifs, revenus et charges de DMS sont en grande majorité libellés en Euros. Seuls 8% des achats sont libellés en devises. En conséquence, les variations des taux de change de l'Euro par rapport aux autres devises affectent peu le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés. Les opérations de change ont pour seule vocation la couverture d'un risque associé à une activité économique. Le groupe n'effectue pas d'opération de change sans flux physique sous-jacent.

La synthèse des positions nettes en devises étrangères du Groupe au 31 décembre 2021 est la suivante :

Position en K devise	K US Dollars
Actifs	343
Passifs	870
Position nette avant gestion en devises	- 527
Position hors bilan	- 274
Position nette après gestion en devises	-801
Taux de conversion 1 euros =	1,13
Position nette après gestion en euros	-709
Hypothèse d'évolution défavorable de la devise de 1 centime d'euro par rapport à la devise	-6

➤ Risque sur actions

Au 31 décembre 2021, la société DMS ne détient pas d'actions propres.

Cf note 16

2 Risques opérationnels

➤ Risques liés aux fournisseurs et sous-traitants

L'environnement hautement technologique des solutions du groupe DMS implique des investissements R&D importants pour qualifier les composants critiques pour la performance des équipements. La gestion du risque fournisseur est donc prise en compte par le groupe DMS, qui évalue régulièrement la criticité de son marché achats pour anticiper la qualification d'alternatives techniques et planifier les efforts de développement d'options qui garantissent la continuité et la qualité de ses activités industrielles.

Depuis 2017, l'évolution du poids des premiers fournisseurs du Groupe DMS se présente de la manière suivante :

Part des principaux fournisseurs dans les achats H.T de la Société	1er	5 premiers	10 premiers
Au 31 décembre 2021	10%	35%	51%
Au 31 décembre 2020	8%	33%	50%
Au 31 décembre 2019	14%	44%	61%
Au 31 décembre 2018	15%	41%	60%
Au 31 décembre 2017	22%	49%	62%

Bien que le Groupe ait pris en compte les risques de défaillance de ses fournisseurs et sous-traitants, ou de rupture des relations contractuelles et mis en place des mesures destinées à parer ces risques lorsque cela est possible (par une politique de double source ou de stocks de sécurité), certaines défaillances définitives ou temporaires de ces derniers pourraient avoir des conséquences sur la disponibilité des produits du groupe.

➤ Risques liés aux clients et autres débiteurs

Le Groupe DMS a contracté une assurance COFACE sur les clients de la filiale APELEM. En dehors de ces assurances, DMS privilégie l'expédition de ses appareils dans les pays à risque après réception de garanties bancaires ou assurances suffisantes.

Néanmoins, compte tenu de l'importance des contrats conclus avec certains clients et des montants concernés, tout défaut ou retard de paiement peut avoir un effet défavorable significatif sur les activités du groupe, sa situation financière, ses résultats et ses cash flows.

Depuis 2017, l'évolution du poids des principaux clients en pourcentage du chiffre d'affaires se présente de la manière suivante :

Part du CA consolidé réalisé par la Société avec le(s)	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Premier client	22%	11%	16%	17%	22%
5 premiers clients	54%	40%	38%	35%	38%
10 premiers clients	68%	52%	52%	44%	50%

➤ Risque de Dilution

Le financement par émission d'ORNANEs ayant pris fin en 2020, le groupe n'est plus soumis à un risque de dilution au 31/12/2021.

3 Risques juridiques - Litiges

Dans le cours normal de son activité, la société peut être impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être, soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenues est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'évènements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

Les litiges sont exposés en note 16.

Diagnostic Medical Systems

Société anonyme

9 avenue du canal Philippe LAMOUR

30660 Gallargues-le-Montueux

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

Diagnostic Medical Systems

Société anonyme

9 avenue du canal Philippe Lamour

30660 Gallargues-le-Montueux

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société Diagnostic Medical Systems

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Diagnostic Medical Systems relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

« Evaluation de la valeur recouvrable des Goodwill »

Votre Groupe apprécie à chaque clôture la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et constate, le cas échéant, une dépréciation comme cela est décrit en note 4 des annexes aux comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à contrôler que ces notes de l'annexe fournissent une information appropriée.

« Immobilisation et amortissement des frais de développement »

La note 4 de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables et les modalités d'estimation relatives aux frais de développement. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus ainsi que les informations fournies dans cette note de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la

convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Montpellier et Castelnau-le-Lez, le 29 avril 2022

Les commissaires aux comptes

Mazars D.D.A.

Deloitte & Associés

Séverine HERVET

Hugues DESGRANGES



SA DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS

COMPTES ANNUELS

du **01/01/21** au **31/12/21**

BILAN ACTIF

31/12/2021

ACTIF	Valeurs au 31/12/21			Valeurs au
	Val. Brutes	Amort. & dépréc.	Val. Nettes	31/12/20
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement	5 788 996.03	4 499 052.72	1 289 943.31	1 558 082.34
Concessions, brevets et droits similaires	660 876.07	522 149.45	138 726.62	148 161.73
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	237 292.51	38 485.86	198 806.65	101 104.29
Immobilisations incorporelles en cours	96 000.00		96 000.00	57 811.80
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel et outillages industriels	518 520.52	410 691.28	107 829.24	150 470.06
Autres immobilisations corporelles	433 129.05	232 385.94	200 743.11	224 634.64
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	20 727 871.80	121 707.00	20 606 164.80	21 108 559.80
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	85 150.00		85 150.00	150.00
Prêts				
Autres immobilisations financières	167 909.98		167 909.98	165 258.10
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	28 715 745.96	5 824 472.25	22 891 273.71	23 514 232.76
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	1 880 005.00	81 820.00	1 798 185.00	1 604 053.00
En-cours de production (biens et services)	124 050.00		124 050.00	39 408.00
Produits intermédiaires et finis	575 440.00	129 653.00	445 787.00	646 100.47
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	193 565.79		193 565.79	303 682.55
Créances				
Clients (3)	652 129.77		652 129.77	789 488.25
Clients douteux, litigieux (3)	72 667.40	40 474.20	32 193.20	34 193.20
Clients Factures à établir (3)	605 895.00		605 895.00	987 951.11
Personnel et comptes rattachés (3)	6 204.75		6 204.75	6 919.65
Créances fiscales et sociales (3)	1 383 298.42		1 383 298.42	833 872.57
Groupe et associés (3)	12 020 902.13	1 907 000.24	10 113 901.89	10 506 228.21
Débiteurs divers (3)	163 925.66		163 925.66	89 014.72
Capital souscrit - appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	233 599.01		233 599.01	175 602.58
Charges constatées d'avance (3)	8 466.66		8 466.66	24 128.84
TOTAL ACTIF CIRCULANT	17 920 149.59	2 158 947.44	15 761 202.15	16 040 643.15
Charges à répartir sur plusieurs exercices				67 312.00
Primes de remboursement des emprunts				
Écart de conversion actif	3 457.00		3 457.00	77 060.00
TOTAL ACTIF GÉNÉRAL	46 639 352.55	7 983 419.69	38 655 932.86	39 699 247.91

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an (brut)

BILAN PASSIF

31/12/2021

PASSIF

	Valeurs au 31/12/21	Valeurs au 31/12/20
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 19 095 510.87)	19 095 510.87	19 095 510.87
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 345 003.85	1 345 003.85
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale	110 401.11	110 401.11
Réserves statutaires ou contractuelles	1 954 481.12	1 954 481.12
Réserves réglementées		
Autres réserves	7 421 077.39	7 421 077.39
Report à nouveau	1 514 616.95	-1 884 619.92
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-1 029 427.25	3 399 236.87
SITUATION NETTE	30 411 664.04	31 441 091.29
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPI TAUX PROPRES	30 411 664.04	31 441 091.29
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	1 752 666.68	1 304 000.00
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	1 752 666.68	1 304 000.00
PROVISIONS		
Provisions pour risques	3 457.00	77 060.00
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS	3 457.00	77 060.00
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		1 387 631.41
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		81 497.00
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Groupe et associés	2 107 998.18	1 989 842.86
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 151.50	7 151.50
Fournisseurs	790 166.73	932 136.48
Fournisseurs, factures non parvenues	2 138 563.07	1 133 351.24
Dettes fiscales et sociales	1 444 480.12	1 339 229.13
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes	-214.46	6 257.00
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	6 488 145.14	6 877 096.62
Écarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	38 655 932.86	39 699 247.91

(1) Dont à plus d'un an

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

(3) Dont emprunts participatifs

6 488 145.14

6 877 097.00

COMPTE DE RÉSULTAT

31/12/2021

	Du 01/01/21 Au 31/12/21	% CA	Du 01/01/20 Au 31/12/20	% CA	Variation	
					en valeur	en %
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue (biens et services)	5 598 202	100	5 170 707	100	427 494	8
dont à l'exportation :	3 058 712	55		59		
Montant net du chiffre d'affaires	5 598 202	100	5 170 707	100	427 494	8
Production stockée	-105 174	-2	326 518	6	-431 692	-132
Production immobilisée	340 362	6	456 877	9	-116 515	-26
Subventions d'exploitation	8 000		6 000		2 000	33
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	26 762		187 392	4	-160 630	-86
Autres produits	199		13 816		-13 616	-99
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	5 868 351	105	6 161 310	119	-292 959	-5
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises	3 270				3 270	
Variation de stocks						
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 468 491	44	2 743 728	53	-275 237	-10
Variation de stocks	-194 462	-3	59 573	1	-254 035	-426
Autres achats et charges externes	3 007 554	54	2 915 154	56	92 400	3
Impôts, taxes et versements assimilés	27 343		21 584		5 759	27
Salaires et traitements	1 162 307	21	1 461 156	28	-298 849	-20
Charges sociales	509 590	9	628 167	12	-118 577	-19
Dot. aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dot. aux amorts	774 883	14	1 046 036	20	-271 152	-26
Sur immobilisations : dot. aux dépréc.						
Sur actif circulant : dot. aux dépréc.	24 109		25 693		-1 584	-6
Dotations aux provisions						
Autres charges	-1 544		2 043		-3 587	-176
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	7 781 540	139	8 903 132	172	-1 121 592	-13
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-1 913 188	-34	-2 741 822	-53	828 633	30
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice ou perte transférée						
Perte ou bénéfice transféré						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RÉSULTAT - SUITE

31/12/2021

	Du 01/01/21 Au 31/12/21	% CA	Du 01/01/20 Au 31/12/20	% CA	Variation	
					en valeur	en %
Produits financiers						
De participation (3)						
Autres valeurs mob. créances d'actif immo. (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	130 236	2	118 056	2	12 180	10
Reprises sur prov., dépréciations, transferts	77 060	1			77 060	
Différences positives de change	251		1 791		-1 539	-86
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement						
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	207 547	4	119 846	2	87 701	73
Charges financières						
Dot. amortissements, dépréc., prov.	1 077 199	19	132 716	3	944 483	712
Intérêts et charges assimilées (4)	74 451	1	307 553	6	-233 102	-76
Différences négatives de change	105		1 135		-1 031	-91
Charges sur cession de valeurs mobilières de placement						
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	1 151 755	21	441 405	9	710 350	161
RÉSULTAT FINANCIER	-944 208	-17	-321 558	-6	-622 649	-194
RÉSULTAT COURANT avant impôts	-2 857 396	-51	-3 063 380	-59	205 984	7
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital	3 491 412	62	7 702 823	149	-4 211 411	-55
Reprises sur provisions, dépréciations, transfert de charges						
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 491 412	62	7 702 823	149	-4 211 411	-55
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion	1 378 370	25	35		1 378 335	
Sur opérations en capital	381 911	7	1 357 742	26	-975 831	-72
Dot. amortissements, dépréciations, prov.			5 230		-5 230	-100
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 760 281	31	1 363 007	26	397 275	29
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 731 131	31	6 339 817	123	-4 608 686	-73
Participation des salariés aux résultats						
Impôt sur les bénéfices	-96 838	-2	-122 800	-2	25 962	21
TOTAL DES PRODUITS	9 567 311	171	13 983 980	270	-4 416 670	-32
TOTAL DES CHARGES	10 596 738	189	10 584 743	205	11 995	
Bénéfice ou Perte	-1 029 427	-18	3 399 237	66	-4 428 664	-130

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

130 236

18 431

118 054

19 423

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

31/12/2021

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat	Informations		
	Produites	Non produites	
		NS	NA
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	0		
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	0		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0		
ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	0		
ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS			
PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	0		
CRÉDIT BAIL			
LOCATIONS			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	0		
ÉCART DE RÉÉVALUATIONS			
Variations de la réserve spéciale de réévaluation			
Variations de la provision spéciale de réévaluation			
ÉTAT DES STOCKS	0		
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES	0		
EFFETS DE COMMERCE			
ENTREPRISES LIÉES	0		
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF	0		
COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	0		
TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT	0		
TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	0		
ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS			
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	0		
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF	0		
LES ENGAGEMENTS	0		
DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES			
HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES	0		
LES EFFECTIFS	0		
CHIFFRE D'AFFAIRES, VENTILATION DE L'IMPÔT, INCIDENCE DES DISPOSITIONS FISCALES SUR CAPITAUX PROPRES	0		
PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS	0		
TRANSFERTS DE CHARGES			
ANNEXES COVID-19			
DETTES LIÉES À LA COVID-19			
COMMENTAIRES	0		

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 38 655 932.86 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage une perte de -1 029 427.25 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Activité

Au cours de l'année 2021, DMS a enregistré un chiffre d'affaires de 5.6 M€ contre 5.2 M€ en 2020, soit une augmentation de 7,69 %.

Rapatriement de la production d'ostéodensitométrie à Gallargues-le-Montueux

Le groupe a rapatrié, au 4^e trimestre 2021, l'ensemble de la production des systèmes d'ostéodensitométrie au sein de sa nouvelle unité de production à Gallargues-le-Montueux. Jusque là-sous-traitée, la ré-internalisation de la production de ces appareils constituera un vecteur important d'efficacité opérationnelle et de synergie avec l'activité radiologie.

Pour opérer ce rapatriement, DMS Group a bénéficié d'un prêt de l'Etat d'un montant de 870 K€.

Titres de participation Hybrigenics SA

Au terme d'un contrat de prêts d'actions conclu au cours du premier trimestre 2021, la quote-part de détention de la société Hybrigenics par le Groupe DMS est passée de 56.53% au 31 décembre 2020 à 44.75% au 31 décembre 2021. La plus-value constatée à l'occasion de cette opération s'élève à 3,1 M€.

Apport Partiel d'Actifs

Le 16 avril 2021, la société DMS a signé un traité d'apport partiel d'actifs avec la société ASIT Biotech. Par ce traité, l'ensemble des actifs de l'activité Imaging du Groupe seront apportés à la société ASIT Biotech, société cotée sur le marché Euronext Bruxelles et Paris. L'objectif de l'opération est de faire d'ASIT un groupe coté sur Euronext et actif dans l'imagerie médicale. Ce traité était soumis à la réalisation préalable de certaines conditions suspensives et notamment à l'homologation par le tribunal de commerce de Liège du plan de redressement judiciaire de la société ASIT Biotech (Cf. communiqué de presse du 16 avril 2021).

La Cour d'appel de Liège a confirmé, le 14 septembre 2021, la décision du tribunal de l'entreprise de Liège homologuant le plan de réorganisation d'ASIT biotech.

Autre événement

Au mois de mai 2021, le projet « MC2 » du pôle DMS Imaging a été sélectionné comme lauréat de l'appel à projet du Ministère de l'Industrie « Plan de relance pour l'industrie - secteurs stratégiques ». Ce projet vise à localiser en France la production de solutions mobiles d'imagerie médicale d'urgence afin d'assurer la continuité des soins dans les sites hospitaliers avec plus de flexibilité et sécurité sanitaire. Le montant de la subvention perçue dans le cadre de cet appel à projet s'élève à 50% du coût total du projet soit 2,1M€.

Événements postérieurs à la clôture :

- Le 12 janvier 2022, DMS a annoncé la cession de son activité Wellness à la société CES Management SA, actionnaire majoritaire de la société suisse BEBO Health, spécialisée dans la distribution de produits innovants et exclusifs dédiés à la santé, au sport et au bien-être. DMS Wellness commercialisait notamment la solution Celliss, équipement haut de gamme pour les soins du corps dédié aux traitements amincissants et anticellulite. La rémunération de cette opération a été réalisée en numéraire et en titres. Les actifs et passifs et produits et charges relatifs à l'activité Wellness ont été reclassés au bilan et compte de résultat en « activité destinée à être cédée ».

- Le 24 janvier 2022, les activités Ostéodensitométrie de la société DMS ont été transférées à la société Apelem par voie d'apport partiel d'actifs. Cette opération a été réalisée avec une date d'effet comptable et fiscale au 1^{er} janvier 2022. A l'issue de cette opération et de l'opération de cession de son activité Wellness, la société DMS n'exerce plus d'activité commerciale mais une activité de holding

- A cette même date, DMS a annoncé la clôture de l'opération d'apport de DMS Imaging, division imagerie médicale du groupe DMS, à la société ASIT Biotech, initiée le 11 janvier 2021 via la signature d'un préaccord de partenariat. Dans ce contexte, deux augmentations de capital par apport de certaines créances de DMS, par apport de 100% des titres de AXS Medical, 100% des titres de APELEM, 100% des titres de MEDILINK ainsi que les comptes courants détenus par DMS sur les filiales. En conséquence, le capital de la société Asit Biotech est passé de 21 071 856,50 € à 66 071 856,50 €, désormais détenu à 88,33% par DMS Group. Dans le cadre de cette transaction, la société Asit Biotech SA a changé de nom pour devenir DMS Imaging SA. L'objet social a également été adapté aux nouvelles activités de l'entreprise (cf. communiqué du 25 janvier 2022).

- Le 1^{er} mars 2022, la société Diagnostic Medical Systems (Euronext Paris - FR0012202497) a annoncé le transfert de la cotation des titres de la société sur le marché Euronext Growth Paris. La demande d'admission des titres de la société sur le marché Euronext Growth Paris a été approuvée par le Comité des Admissions d'Euronext le 25 février 2022. Le transfert sera effectif à compter de l'ouverture des marchés d'Euronext à Paris le 3 mars 2022. Ce transfert sur le marché Euronext Growth Paris vise à permettre à DMS d'être coté sur un marché plus approprié à la taille de la société (voir communiqué de presse du 01 mars 2022).

- Exposition des activités en Russie : le chiffre d'affaires réalisé en Russie par DMS était de 206 k€ en 2021, représentant 4% du chiffre d'affaires du dernier exercice (5 598 K€). La société DMS n'a pas de site de production ni de salarié exposé sur cette zone, et ne réalise aucun achat direct avec des fournisseurs dans ces pays.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2021 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Durées d'amortissements des immobilisations incorporelles :

- les frais de recherche et développement sont amortis sur 3 à 5 ans ;
- les concessions brevets et droits similaires sont amortis de 1 à 10 ans ;
- les autres immobilisations incorporelles sont amorties sur 10 ans.

DMS immobilise ses frais de développement selon la méthode préférentielle, telle que préconisée par le règlement sur les actifs (CRC 2004-06), dès lors qu'ils répondent aux critères d'activation imposés par la réglementation. Les frais de recherche et développement sont activés au terme de chaque semestre civil.

DMS respecte les six critères d'activation des immobilisations incorporelles suivants : faisabilité technique nécessaire à l'achèvement, intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre, capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle, démonstration d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même, disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de recherche et développement activés sont amortis sur une durée de 3 à 5 ans à compter de la commercialisation de la technologie. Les postes de frais de développement ne respectant plus les critères d'activation et donc ne répondant plus à la définition d'un actif incorporel sont sortis le cas échéant de l'actif immobilisé.

Recherche et Développement : les charges directes de Recherche et Développement hors coûts administratifs indirects s'élèvent pour la période à 245 K€ contre 364 K€ au 31 décembre 2020. Ces charges sont constituées principalement des rémunérations du personnel employé à ces activités ainsi que des services extérieurs relevant de la même nature. Le montant ci-dessus s'entend avant activation d'une partie de ces charges en application du règlement CRC 2004-06.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Méthode de décomposition des immobilisations :

La méthode de comptabilisation des composants est appliquée aux immobilisations.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Installations techniques	7 à 10 ans
- Matériels et outillages	3 à 4 ans
- Matériel de transport	1 à 4 ans
- Matériel de bureau	3 à 10 ans
- Mobilier	10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée à leur coût d'acquisition, y compris les frais d'acquisition.

Dépréciation : La valeur d'inventaire des titres et des comptes courants d'associés, correspond à leur valeur d'usage pour le groupe, qui est déterminée selon une approche multicritères, tenant compte notamment de la quote part des capitaux propres détenus et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire ainsi définie est inférieure à la valeur d'acquisition.

La juste valeur des titres et comptes courants de l'activité Imagerie Médicale composée des titres et participations dans les sociétés APELEM, MEDILINK et AXS a été évaluée récemment dans le cadre de l'apport partiel d'actifs de la division DMS Imaging de DMS à ASIT Biotech finalisée en janvier 2022, et cette évaluation a fait l'objet d'un rapport du commissaire aux apports.

Sur la base de cette évaluation, une dépréciation de 875 k€ a été constatée sur le compte courant de la société AXS.

Les titres LPA CORP, société dont la dissolution a été actée lors de son assemblée générale du 21 décembre 2021, d'une valeur brute de 150 K€ ont été dépréciés à hauteur de la quote-part de DMS dans la situation nette de la filiale au 31/12/2021. Une dépréciation de 120k€ a été constatée.

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

31/12/2021

Les titres et comptes courants de DMS Wellness Ltd d'une valeur brute respective de 1 k€ et 1 029 k€ ont été dépréciés à 100%.

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO).

Les marchandises et les matières sont évaluées au coût d'acquisition (prix d'achats et frais accessoires) hors coût d'emprunt.

Les en-cours et les produits finis sont évalués au cout de production (incluant les charges directes et indirectes de production, dont les amortissements) en excluant les intérêts des emprunts.

L'évaluation des dépréciations des stocks est effectuée à partir du risque commercial pesant sur les stocks compte tenu des caractéristiques techniques (risque d'obsolescence), de la gamme de produit et de la politique commerciale développée par le groupe.

CRÉANCES

Les créances clients et autres créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable estimée est inférieure à la valeur comptable.

ETAT DES IMMOBILISATIONS

31/12/2021

CADRE A	IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations		
			suite à réévaluation	acquisitions	
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement TOTAL	5 478 050		310 946	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	809 139		185 029	
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Inst. générales, agencts & aménagts construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels	515 141		3 380	
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencts & aménagts divers	228 657		
		Matériel de transport	6 104		
		Matériel de bureau & mobilier informatique	198 368		
Emballages récupérables & divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL		948 270		3 380	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	21 109 783			
	Autres titres immobilisés	150		85 000	
	Prêts et autres immobilisations financières	165 258		2 652	
TOTAL		21 275 191		87 652	
TOTAL GENERAL		28 510 650		587 007	

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine	
		par virt poste	par cessions			
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop. TOTAL			5 788 996		
	Autres postes d'immob. incorporelles TOTAL			994 169		
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.			518 521		
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers			228 657	
		Matériel de transport			6 104	
		Mat. bureau, inform., mobilier			198 368	
Emb. récupérables & divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL				951 650		
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations		381 911	20 727 872		
	Autres titres immobilisés			85 150		
	Prêts & autres immob. financières			167 910		
TOTAL			381 911	20 980 932		
TOTAL GENERAL			381 911	28 715 746		

ETAT DES AMORTISSEMENTS

31/12/2021

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement		3 919 968	579 085		4 499 053
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		502 062	58 574		560 635
TOTAL		4 422 029	637 659		5 059 688
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		364 670	46 021		410 691
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	5 529	22 866		28 395
	Matériel de transport	6 104			6 104
	Mat. bureau et informatiq., mob.	196 861	1 026		197 887
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		573 165	69 912		643 077
TOTAL GENERAL		4 995 194	707 571		5 702 765

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
	Frais d'émission d'emprunt à étaler	67 312		67 312	
	Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

31/12/2021

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les anciens dirigeants et associés de la société AXS MEDICAL ont assigné les sociétés DMS et AXS MEDICAL au cours des années 2016 et 2017 sur 2 volets. Par jugements du tribunal de commerce de Montpellier en date des 4 juillet 2018 et 15 mai 2019, les demandeurs ont été déboutés de leurs demandes. Les 2 jugements ont fait l'objet d'une déclaration d'appel. Le 4 janvier 2022, la Cour d'Appel a confirmé le jugement sur le premier volet. Sur le deuxième volet, l'affaire n'a pas fait l'objet d'un calendrier de clôture à ce jour.

L'ancien Directeur Général de DMS Wellness a assigné cette dernière fin 2020 devant le tribunal de Hong Kong pour le paiement de salaires et indemnités. Le 10 décembre 2020, la société a été condamnée. Cette condamnation a fait l'objet d'une contestation.

Par ailleurs, le CPH de Montpellier a également été saisi le 14 avril 2021 par l'ancien Directeur Général. Il a demandé à la société DMS la requalification de ses contrats de mission en contrats de travail et la requalification de sa démission en licenciement sans cause réelle et sérieuse. Le CPH a fixé un calendrier en 2022/2023 pour juger cette affaire. A ce jour, la société n'a pas reçu les conclusions du demandeur.

Sur la base des éléments produits à ce stade et du fond des dossiers, en concertation avec ses conseils, la société n'estime pas devoir constituer de provision à ce titre au 31 décembre 2021.

PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS

Les titres de DMS Wellness Ltd d'une valeur brute de 1,2 K€ sont dépréciés à 100% depuis 2018, compte tenu de sa situation nette négative. Le compte courant de la filiale DMS Wellness Ltd est également provisionné à 100 % pour un montant de 1 029 K€ dont 76 K€ de dotation complémentaire comptabilisée au 31 décembre 2021.

Au 31/12/2021, une dépréciation de 120 K€ a été constatée sur les titres de LPA CORP, compte tenu de sa situation négative à la date de clôture. Le compte courant est également déprécié à 100%, soit à hauteur de 2,7 K€ au 31/12/2021

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

31/12/2021

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers					
	Provisions pour investissements					
	Provisions pour hausse des prix					
	Amortissements dérogatoires <i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>					
	Pour prêts d'installation					
	Autres provisions réglementées					
TOTAL						
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges					
	Prov. pour garanties données aux clients					
	Prov. pour pertes sur marchés à terme					
	Provisions pour amendes et pénalités					
	Provisions pour pertes de change	77 060	3 457	77 060	3 457	
	Prov. pour pensions et obligations similaires					
	Provisions pour impôts					
	Prov. pour renouvellement des immobilisations					
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations					
Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL		77 060	3 457	77 060	3 457	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	- incorporelles				
		- corporelles				
		- Titres mis en équivalence				
		- titres de participation	1 223	120 484		121 707
		- autres immobs financières				
Sur stocks et en cours	200 646	10 827		211 473		
Sur comptes clients	27 193	13 281		40 474		
Autres provisions pour dépréciation	953 742	953 258		1 907 000		
TOTAL		1 182 804	1 097 851		2 280 654	
TOTAL GÉNÉRAL		1 259 864	1 101 308	77 060	2 284 111	
Dont provisions pour pertes à terminaison						
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		24 109			
	- financières		1 077 199	77 060		
	- exceptionnelles					

Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée

Du 01/01/2021 au 31/12/2021

Informations financières (5)	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenu en %	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)
				Brute	Nette					
Filiales et participations (1)										
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS CI-DESSUS (2) (3)										
1 . Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)										
APELEM - 175 ALLEE VON NEUMANN 30900 NIMES - 319996146	2 911 983	27 899	100.00	16 848 764	16 848 764	5 244 159	2 965 000	31 749 430	193 794	
MEDILINK - 393 RUE CHARLES LINDBERG 34130 MAUGUIO - 389288044	48 000	1 519 999	100.00	299 516	299 516		300 000	1 805 755	81 857	
AXS MEDICAL - 393 RUE CHARLES LINDBERG 34130 MAUGUIO - 519753990	1 589 800	-2 685 521	100.00	500 000	500 000	2 286 197		62 566	-326 196	
DMS WELLNESS - 0 HONG KONG 99000 HONG KONG - 999999999	1 115	-832 286	100.00	1 223		1 029 297			-128 131	
<i>Observations</i>										
LPA CORP - 393 RUE CHARLES LINDBERG 34130 MAUGUIO - 537869927	22 000	-28 205	50.09	150 269	29 785	2 760			65 668	
2 . Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)										
HYBRIGENICS - 393 RUE CHARLES LINDBERG 34130 MAUGUIO - 415121854	2 612 492	6 888 122	44.75	2 927 850	2 927 850	2 506 542			-69 159	

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre l'euro et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) En euros lorsque l'entité l'utilisera pour présenter ses comptes

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

Du 01/01/2021 au 31/12/2021

Informations financières (5)	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenu en %	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)
				Brute	Nette					
Filiales et participations (1)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
1. Filiales non reprises au §A :										
a. Filiales françaises										
b. Filiales étrangères										
2. Participations non reprises au §A :										
a. Dans des sociétés françaises										
b. Dans des sociétés étrangères										

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre l'euro et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) En euros lorsque l'entité l'utilisera pour présenter ses comptes

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

ÉTAT DES STOCKS

31/12/2021

TABLEAU DES STOCKS

	Stocks début	Augmentations	Diminutions	Stocks fin
Marchandises				
Matières premières	1 685 543.00	194 462.00		1 880 005.00
Autres approvisionnements				
En cours de production de biens	39 408.00	84 642.00		124 050.00
En cours de production de services				
Produits	765 256.00		189 816.00	575 440.00
TOTAL	2 490 207.00	279 104.00	189 816.00	2 579 495.00

ACTIF CIRCULANT

31/12/2021

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	167 910		167 910
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	72 667	72 667	
	Autres créances clients	1 258 025	1 258 025	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	6 205	6 205	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfiques	836 656	836 656	
	Etat & autres	512 757	512 757	
	coll. publiques	33 885	33 885	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	12 020 902	12 020 902	
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	357 491	357 491	
	Charges constatées d'avance	8 467	8 467	
TOTAUX		15 274 966	15 107 056	167 910
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	- Créances représentatives de titres prêtés			
	- Prêts accordés en cours d'exercice			
	- Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE

Société	Forme Juridique	Ville	N° SIREN	Qualité	Taux de détention par la société mère	
					Direct	Indirect
DMS	S.A.	France	389 873 142	Société mère	N/A	N/A
APELEM	S.A.S.	France	319 996 146	Filiale	100%	
MEDILINK	E.U.R.L.	France	389 288 044	Filiale	100%	
APELEM Espagne	S.A.	Espagne		Filiale		51%
DMS WELLNESS	Ltd	Hong Kong		Filiale	100%	
STEMCIS	S.A.S.	France	504 934 050	Filiale		44.75%
ADIP'SCULPT	S.A.S.	France	492 446 091	Filiale		44.75%
HYBRIGENICS	S.A	France	415 121 854	Filiale	44.75%	
INOVLEM	S.A.S.	France	535 375 588	Filiale		14.92%
LPA CORP	S.A.S.	France	537 869 927	Filiale	50,09%	
AXS Medical	S.A.S.	France	519 753 990	Filiale	100%	

COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

31/12/2021

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	8 467
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	8 467

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	605 895
Autres créances	257 217
Disponibilités	
TOTAL	863 112

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est composé uniquement d'actions ordinaires de même catégorie.

DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE TITRES	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Titres composant le capital social au début de l'exercice	16 120 556.00	1.18
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin d'exercice	16 120 556.00	1.18

CAPITAUX PROPRES

31/12/2021

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Afin de régulariser l'affectation du résultat de 2020 qui n'avait pas intégré par erreur la dotation de 5% à la réserve légale, l'affectation du résultat d'un montant de -1.029.427 € proposée par le conseil d'administration à l'assemblée générale pour l'exercice 2021 est la suivante :

- 5% du résultat 2020 (3 399 237 €) soit 169 962 € au crédit du compte de réserve légale
- Le solde au débit du compte de report à nouveau pour 1 199 389 €

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
 (Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Report à nouveau de l'exercice précédent	-1 884 619
Résultat de l'exercice précédent	3 399 237
Prélèvements sur les réserves (à détailler)	
Total des prélèvements sur les réserves	
TOTAL DES ORIGINES	1 514 618
Affectations aux réserves	
- Réserves légales	
- Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	1 514 618
TOTAL DES AFFECTATIONS	1 514 618

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

31/12/2021

	SOLDE INITIAL	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE FINAL
Capital social	19 095 511			19 095 511
Primes liées au capital social	1 345 004			1 345 004
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Réserve légale	110 401			110 401
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles	1 954 481			1 954 481
Réserves réglementées				
Autres réserves	7 421 077			7 421 077
Écart d'équivalence				
Report à nouveau	-1 884 620	3 399 237		1 514 617
Résultat de l'exercice	3 399 237	-1 029 427	3 399 237	-1 029 427
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL	31 441 091	2 369 810	3 399 237	30 411 664

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

31/12/2021

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

En 2014, la Région LR a octroyé une avance remboursable "Astre" d'un montant de 300 K€. Le solde de 45 K€ est totalement remboursé au 31/12/2021.

En 2017, la Région et la BPI ont accordé, 2 avances remboursables : de 380 K€ et de 460 K€ dans le cadre des prêts à taux 0 pour l'innovation. Le montant restant à rembourser est de 504 K€ dont 168 K€ à moins d'un an.

En 2018, la BPI a accordé une avance remboursable de 177 K€ dans le cadre d'un contrat d'assurance prospection export. La période de remboursement commencera en mai 2023.

En 2020, la région et la BPI ont accordé, respectivement, une avance de 700 K€ et de 400 K€ pour l'innovation. Un acompte de 410 K€ a été reçu au 31/12/2020. Un versement complémentaire de 490 K€ a été reçu au 31/12/2021. Les remboursements ont commencé en 11/2021.

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	2 928 730	2 928 730		
Personnel & comptes rattachés	571 831	571 831		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	737 117	737 117		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée	116 394	116 394		
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	19 139	19 139		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)	2 107 998	2 107 998		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	6 937	6 937		
Dettes représentatives des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAUX	6 488 145	6 488 145		

Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	
	Emprunts remboursés en cours d'exer.	1 467 631
(2)	Montant divers emprunts, dett/associés	

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

31/12/2021

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

MONTANT

Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	18 431
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 138 563
Dettes fiscales et sociales	841 026
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	3 000

TOTAL DES CHARGES À PAYER

3 001 020

ENGAGEMENTS

31/12/2021

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 105 930.00 Euros.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Hypothèses de calcul:

- Convention collective: métallurgie cadres et non cadres ;
- Turn over faible pour les cadres et pour les employés et techniciens ;
- Evolution des salaires : 1%.

L'engagement retraite fait l'objet d'une couverture sur un contrat d'assurance IFC à hauteur de 14 224 €.

Par conséquent, la provision nette est de 91 706 € contre 113 162 € en 2020.

ENGAGEMENTS DONNÉS

La société DMS a signé un contrat de bail opérationnel d'une durée non résiliable de 12 ans avec une date de début au 28 septembre 2020 . Un renouvellement optionnel pour une durée additionnelle de 9 ans, résiliable par périodes triennales, est prévu au contrat.

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails						
Contrats de locations financement						
Garantie Export	88 500					88 500
Cautions au titre de tous avals, cautionnement, garanties et engagements souscrits par la filiale APELEM			2 965 000			2 965 000
Cautions au titre de tous avals, cautionnement, garanties et engagements souscrits par la filiale STEM CIS			544 000			544 000
Cautions au titre de tous avals, cautionnement, garanties et engagements souscrits par la filiale MEDILINK			300 000			300 000
TOTAL (1)	88 500		3 809 000			3 897 500
Engagements en matière de pensions	Autres	Dirigeants	Provisions			Montant
TOTAL	88 500		3 809 000			3 897 500

ENGAGEMENTS

31/12/2021

ENGAGEMENTS REÇUS

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Cautionnements, avals et garanties reçus par la société						
Sûretés réelles reçues						
Actions déposées par les administrateurs						
Autres engagements reçus						
Abandon de créances APELEM avec clause de retour à meilleure fortune expirant le 30/06/2026			3 200 000			3 200 000
Abandon de créances APELEM avec clause de retour à meilleure fortune expirant le 30/06/2028			5 600 000			5 600 000
Abandon de créances APELEM avec clause de retour à meilleure fortune expirant le 30/06/2035			2 700 000			2 700 000
TOTAL			11 500 000			11 500 000

HONORAIRES VERSÉS C.A.C

31/12/2021

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Exercice	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :		
MAZARS	33 001	30 998
DELOITTE & ASSOCIES	48 875	46 900
TOTAL	81 876	77 898

LES EFFECTIFS

31/12/2021

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Les rémunérations intègrent une prime à payer de 155478€.

RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES**Montants**

Organes d'administration

Organes de direction

Organes de surveillance

345 478

LES EFFECTIFS

31/12/2021

31/12/2020

Personnel salarié :

16.25

19.58

Ingénieurs et cadres

15.25

17.83

Agents de maîtrise

Employés et techniciens

1.00

1.75

Ouvriers

C.A ET VENTILATION DE L'IMPÔT

31/12/2021

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

PRODUITS	CA France	CA Export	Total
Ventes de produits finis	1 836 221	2 991 397	4 827 618
Prestations de service	703 269	67 315	770 584
Chiffre d'affaires	2 539 490	3 058 712	5 598 202

VENTILATION DE L'IMPÔT

RÉSULTATS	Résultat avant impôt	Base taxable	I.S.	Résultat après impôt
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-1 913 188	-1 911 850	-506 640	-1 406 548
RÉSULTAT FINANCIER	-944 208	129 534	34 327	-978 535
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 731 131	-1 005 230	-266 386	1 997 517
PARTICIPATIONS DES SALARIÉS				

EFFETS DE L'APPLICATION DES RÈGLES FISCALES SUR LE RÉSULTAT

Les impôts comprennent le crédit d'impôt recherche pour 77 633€ et le crédit d'impôt innovation 19 205€.

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

31/12/2021

DÉSIGNATION	CHARGES	PRODUITS
HONORAIRES ASIT	1 377 191	
FRAIS RESILIATION	1 179	
VNC actifs financiers cédés	381 911	
Pdt cession actifs financiers		3 491 412
TOTAL	1 760 281	3 491 412

INTEGRATION FISCALE

Les résultats fiscaux sont transférés à DMS, société mère, dans le cadre du régime d'intégration fiscale dans lequel elle s'est inscrite à compter du 1er janvier 2000.

Les sociétés filles intégrées sont :

- Médilink depuis le 1er janvier 2000 ;
- Apelem depuis le 1er janvier 2004.

Comptabilisation de l'IS:

La société emploie la méthode de la « neutralité » c'est-à-dire :

- les filiales comptabilisent l'impôt comme si elles étaient imposées séparément ;
- la société mère enregistre son propre impôt et l'économie (ou la charge complémentaire) provenant de l'application du régime.

Sortie de filiales avec clauses d'indemnisation :

La convention d'intégration fiscale prévoit le versement d'une indemnisation égale à l'appauvrissement de la filiale inhérent à cette perte.

Les déficits reportables de la société DMS, comme si elle était imposée séparément, sont de 29 451 k€ au 31 décembre 2021.

COORDONNEES DE LA SOCIETE

DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEM
9 AVENUE DU CANAL PHILIPPE LAMOUR
30660 GALLARGUES-LE-MONTUEUX

SIREN 389 873 142

Diagnostic Medical Systems

Société anonyme

9 avenue du canal Philippe LAMOUR

30660 Gallargues-le-Montueux

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Diagnostic Medical Systems

Société anonyme

9 avenue du canal Philippe LAMOUR

30660 Gallargues-le-Montueux

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société Diagnostic Medical Systems

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Diagnostic Medical Systems relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

« Immobilisation et amortissement des frais de développement »

La note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables et les modalités d'estimation relatives aux frais de développement. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus ainsi que les informations fournies dans cette note de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

« Evaluation des titres de participation »

Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans l'annexe aux comptes annuels et leur correcte application ainsi que le caractère raisonnable des hypothèses et des estimations retenues pour l'évaluation des titres de participation. Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la pertinence de l'information donnée en annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L. 22-10-9 et L.22-10-10 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l’audit afin de définir des procédures d’audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l’application par la direction de la convention comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments collectés, l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s’appuie sur les éléments collectés jusqu’à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d’exploitation. S’il conclut à l’existence d’une incertitude significative, il attire l’attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d’ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

PérOLS et Castelnau-le-Lez, le 29 avril 2022

Les commissaires aux comptes

Mazars D.D.A.

Deloitte & Associés

Séverine HERVET

Hugues DESGRANGES